

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'INDIGNITÉ

EN MATIÈRE DE SUCCESSION

ÉTUDE DE DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 24 décembre 1901, à 1 heure

PAR

VICTOR AMANT

Président : M. ESTOUBLON.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs.
 SALEILLES, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'INDIGNITÉ

EN MATIÈRE DE SUCCESSION

ÉTUDE DE DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

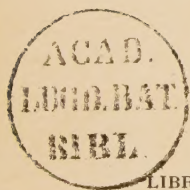
Sera soutenu le mardi 24 décembre 1901, à 1 heure

PAR

VICTOR AMANT

Président : M. ESTOUBLON.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, { professeurs.
SALEILLES, }*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MES PARENTS

A MES AMIS

BIBLIOGRAPHIE

- Accarias.** — Droit romain, t. I.
- Amiaud.** — Aperçu des différentes législations de l'Europe, de l'Amérique, etc.
- Anthoine de St-Joseph.** — Concordances entre les Codes civils étrangers et le Code Napoléon.
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français, t. VI.
- Baudry-Lacantinerie et Wahl.** — Précis de droit civil, successions, t. I.
- Beaumanoir.** — Coutume de Beauvoisis.
- Blanche.** — Etude pratique sur le Code pénal, t. I.
- Boissonnade.** — Le nouveau Code civil italien comparé au Code Napoléon.
- Bouhier.** — La Coutume de Bourgogne.
- Bouteiller.** — La Somme Rurale.
- Britz.** — Code de l'ancien droit belge.
- Brodeau.** — Arrêts recueillis par M. Louet, t. II.
- Camouilly.** — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1853, t. III.
- Carrion-Nisas.** — La loi salique.
- Castelli.** — Codice civile Austriaco.
- Chabot.** — Commentaires sur les successions, t. I.
- Clavel.** — Du statut personnel et des successions d'après les différents rites musulmans et particulièrement d'après le rite Hanafite.
- Dalloz.** — *Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine*.
- Davoud-Oghlou.** — Législation des anciens Germains.
- Delvincourt** — Cours de Code civil, t. 2.
- Demante.** — Cours analytique de Code civil, t. 3.
- Demolombe.** — Traité des successions, t. 4.
- Denjoy.** — Etude pratique de la législation civile annamite.
- Domat.** — Lois civiles, t. I (2^e partie).
- Dupin.** — Traité des peines des secondes noces.

- Duranton.** — Cours de droit civil français suivant le Code civil, t. 4 et 6.
- Fenet.** — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. 12.
- Foucher.** — Code civil de l'Empire de Russie.
- Furgole.** — Traité des testaments.
- Grande Encyclopédie.** — Au mot : Pays-Bas.
- Huc.** — Commentaire du Code civil, t. 5.
- Huc et Orsier.** — Le Code civil italien et le Code Napoléon, t. 1.
- Hureauux.** — Droit de succession, t. 1.
- Jacottet.** — Droit civil neuchâtelois.
- Laneyrie.** — Code civil portugais traduit et annoté.
- Langlard.** — Leçons de droit musulman.
- Laurent.** — Avant-projet de révision du Code civil belge, t. 3.
— Principes de droit civil français, t. 9.
- Lebrun.** — Traité des successions.
- Leclercq.** — Le droit romain dans ses rapports avec le droit français, t. 3.
- Lehr.** — Droit civil anglais.
— Droit civil germanique.
— Eléments de droit civil espagnol.
— Eléments de droit civil russe.
- Levé.** — Traduction du Code civil espagnol.
- Locré.** — La législation civile commerciale et criminelle de la France, t. 10.
- Luciani.** — Traité des successions musulmanes *ab intestat*.
- Luro.** — Le pays d'Annam : Etude sur l'organisation politique et sociale des Annamites.
- Maleville.** — Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat, t. 2.
- Malpel.** — Traité élémentaire des successions *ab intestat*.
- Marcadé.** — Explication théorique et pratique du Code civil, t. 3.
- Maynz.** — Cours de droit romain, t. 3.
- Merlin.** — Répertoire universel et raisonné de la jurisprudence.
— Répertoire alphabétique des questions de droit.
- Meulenaëre.** — Traduction du Code civil allemand.
- Mourlon.** — Répétitions écrites sur le Code civil, t. 2.
- Müller.** — Avant-projet de Code civil fédéral suisse.
- Pandectes belges.** — Au mot : Indignité.
- Pandectes françaises.** — Successions, t. 1 et 2.
- Pothier.** — Traité des successions.

- Poujol.** — Traité des successions, t. 1.
Prudhomme. — Traduction du Code civil italien.
Raoul de la Grasserie. — Les Codes suédois.
Revue internationale de législation et de jurisprudence musulma-
nes : premier volume : années 1895-1896.
Rippert. — Code civil du canton de Vaud.
Rossel. — Manuel du droit civil de la Suisse romande.
Sautayra et Cherbonneau. — Du statut personnel et des succes-
sions en droit musulman.
de Savigny. — Histoire du droit romain au moyen âge, t. 2.
Sirey. — *Recueil général des lois et arrêts.*
Tripels. — Codes néerlandais.
Vigié. — Cours élémentaire de droit civil français, t. 2.
-

DE L'INDIGNITÉ EN MATIÈRE DE SUCCESSION

ÉTUDE DE DROIT COMPARÉ

INTRODUCTION HISTORIQUE

SECTION I

DROIT ROMAIN.

Dans le très ancien droit, et jusqu'à la fin de la République, la théorie de l'indignité paraît avoir été inconnue à Rome. C'est en effet seulement au règne d'Auguste que remonte le document le plus ancien que nous possédions sur cette matière; c'est un fragment attribué au jurisconsulte Ulpien et ainsi conçu : « *lege nobis adquiri-tur vel ut caducum, vel ereptorium ex lege Papia Poppea* » (1). C'est donc à l'époque des lois caducaires, parmi lesquelles se trouve cette loi *Papia Poppea* que nous pouvons faire remonter l'existence de la théorie de l'indignité.

Si le *Caducum* ne suppose pas l'indignité de l'héritier,

(1) Ulpien, *Regulæ*, XIX, § 17.

mais une incapacité, il n'en est pas de même de l'*Ereptorium*.

L'*Ereptorium* se rapporte à l'indignité successorale. En effet, malgré le silence gardé par les jurisconsultes romains sur le sens de cette expression, les commentateurs tant anciens que modernes y voient une disposition à cause de mort dont ne pouvait pas profiter celui qui avait gravement enfreint vis-à-vis du défunt les lois de la morale ou des liens du sang qui les unissaient l'un à l'autre.

On peut encore trouver un argument en faveur de cette assertion que l'*Ereptorium* était relatif à l'indignité, dans l'expression d'*aufertur* qu'emploient toujours les textes se rapportant à l'indignité, et qui implique clairement l'idée d'un dessaisissement de l'indigne.

Les *Ereptoria* comme les *Caduca* étaient dévolus suivant des règles communes aux *Patres*, et à défaut de *Patres* au fisc.

Enfin, de la généralité des termes d'Ulpien, nous tirons cette conclusion que l'indignité à Rome s'appliquait aussi bien aux hérédités testamentaires, aux legs et aux fidéicommiss, qu'aux successions *ab intestat*. C'est une différence considérable avec ce qui est admis aujourd'hui dans notre droit français où l'indignité n'a lieu qu'en matière de succession légale.

À Rome, les causes d'indignité étaient fort nombreuses, mais nous n'en avons aucune classification venant des jurisconsultes romains.

Dans notre ancien droit français qui n'avait guère innové dans la matière et qui reproduisait presque identiquement les cas d'indignité du droit romain, des auteurs avaient cherché à classer d'une façon méthodique, par catégories, les différentes hypothèses où l'indignité successorale pouvait être encourue. Domat distinguait ainsi entre les causes d'indignité « qui peuvent cesser d'avoir leur effet et celles dont l'effet ne saurait cesser. Ce qui dépend, ajoute-t-il, de l'état où sont les choses au temps de la mort de celui de la succession de qui il s'agit » (1). Et à titre d'exemple, il cite le cas où une inimitié capitale est née entre le *de cujus* et l'héritier. Cette inimitié existe-t-elle encore à la mort du défunt, ou a-t-elle cessé ? dans ce dernier cas l'héritier pourra hériter mais dans le premier au contraire, il ne pourra prétendre à la succession.

Outre que cette classification a, croyons-nous, le défaut de n'être pas très juridique et de reposer seulement sur des faits souvent fort difficiles à constater dans la pratique, elle n'a jamais été enseignée à Rome, du moins les jurisconsultes romains ne la mentionnent pas.

Aussi, pour plus de facilité, ramènerons-nous les principales causes d'indignité reconnues à Rome à l'une des quatre classes suivantes.

L'indignité pouvait résulter :

1° De faits qui constituent un attentat contre la personne ou l'honneur du défunt ;

(1) Domat, *Lois civiles ; Des successions*, tit. I, sect. III, § 14.

2° D'un acte de désobéissance grave à sa volonté ;

3° D'une manifestation expresse ou présumée de sa volonté ;

4° D'une atteinte portée aux lois ou aux bonnes mœurs.

Dans la première classe, rentre la cause d'indignité la plus importante entre toutes, celle que les législations tant anciennes que modernes ont toujours visée au premier chef : la mort du défunt résultant d'un acte volontaire, ou tout au moins fautif de la part de l'héritier.

Plus sévère que la loi moderne, la loi romaine (1) déclarait indigne même celui qui n'était coupable que d'une simple négligence ayant entraîné la mort du défunt. Et d'ailleurs, nous verrons même un jurisconsulte du XVIII^e siècle, Lebrun, reprendre et préconiser cette dure solution.

L'indignité empêchait encore de succéder l'héritier majeur qui ayant appris le meurtre du *de cuius* a négligé de le venger, ou bien a procédé à l'ouverture du testament ou a fait adition d'hérédité avant que les esclaves pubères de la victime habitant avec elle aient été interrogés et mis à la torture d'après les prescriptions du sénatus-consulte Silanien rendu sous le règne d'Auguste (2).

On peut encore mentionner comme cas d'indignité résultant d'un fait portant atteinte à l'honneur du défunt,

(1) Digeste, XXXIV, 9, loi 3, Marcien.

(2) Digeste, XXIX, 5, loi 5, § 2, Ulpien.

celui où un affranchi a dénoncé le *de cujus* après sa mort pour avoir exercé un commerce illicite (1).

Étaient encore indignes de recueillir la succession du défunt, ses héritiers présomptifs âgés au moins de dix-huit ans qui avaient refusé de le faire sortir de captivité au moyen d'un rachat.

Enfin, l'indignité frappait aussi celui qui avait contesté en justice l'état du défunt (2).

Comme actes de désobéissance grave à la volonté de ce dernier, emportant indignité contre leur auteur, il faut citer : le fait d'empêcher par violence le défunt de tester ou de changer son testament, cette cause d'indignité fut introduite par une constitution de l'empereur Hadrien (3); la suppression du testament paternel, afin d'obtenir l'hérédité *ab intestat*; le fait d'intenter injustement la *querela inofficiosi testamenti*, ou d'attaquer sans raison comme faux le testament du défunt.

Citons encore, comme rentrant dans la même catégorie d'actes, le détournement des objets de la succession afin de se soustraire à l'exécution d'un legs (4), et le refus sans raison plausible d'accepter une tutelle testamentaire (5).

L'indignité pouvait encore résulter de la manifestation expresse ou tacite du défunt d'écarter comme indigne

(1) Digeste, XXXIV, 9, loi 1, Marcien.

(2) Digeste, XXXIV, 9, loi 9, § 2, Ulpien.

(3) Digeste. XXIX, 6, loi 1, pr., Ulpien.

(4) Digeste, XXXIV, 9, loi 6.

(5) Digeste, XXXIV, 9, loi 5, § 2.

celui qu'il avait antérieurement gratifié, ou l'héritier présomptif.

Au nombre des actes portant atteinte aux lois ou aux bonnes mœurs et entraînant l'indignité, il faut citer le fait pour un héritier présomptif de faire un pacte sur la succession encore non ouverte du *de cujus*. Toutefois, Justinien décida que l'indignité ne serait pas encourue si le pacte avait été fait avec le consentement de ce dernier (1) ; — le fait d'entretenir des relations passagères avec une femme : ce qui constituait pour chacune des parties une indignité réciproque de se succéder ; — le fait pour un héritier de s'engager vis-à-vis du *de cujus* à exécuter un fidéicommiss tacite en faveur d'un incapable, à moins cependant que cet héritier ne fût le fils du défunt et encore sous sa *patria potestas* (2).

Enfin, l'indignité était encourue par celui qui avait enfreint une prohibition de mariage. Un rescrit impérial avait défendu aux gouverneurs de province de contracter mariage avec une femme de la province qu'ils administraient. S'ils contrevenaient à cette règle, ils étaient déclarés indignes de rien recevoir de leurs épouses, et les biens que celles-ci avaient pu leur destiner, passaient au fisc. Il en était de même pour le tuteur qui avait épousé sa pupille (3).

Nous avons ainsi passé très rapidement en revue les

(1) Code, II, *de pactis*, 3, loi 30.

(2) Digeste, XXXIV, 9, lois 10 et 11.

(3) Digeste, XXXIV, 9, loi 2, § 1.

principales causes qui donnaient, sous la législation romaine, naissance à l'indignité successorale. Il en existait beaucoup d'autres, car, à Rome, les cas où la déchéance pour cause d'indignité était encourue, n'étaient pas fixés par les lois d'une façon formelle et limitative ; un pouvoir discrétionnaire était laissé au juge qui décidait suivant les circonstances.

Il nous reste maintenant pour terminer ce rapide exposé de la législation romaine, à rechercher quels étaient les effets de l'indignité.

Il faut se garder d'assimiler la personne frappée d'indignité à un incapable. Tandis que l'incapable ne peut être héritier, l'indigne est héritier testamentaire ou légitime et ce n'est que lorsqu'il a fait adition que l'indignité produit son effet. Autrement dit, l'indignité est l'exclusion d'une succession acquise. En conséquence, la confusion des patrimoines se produit et les créances de l'indigne contre le défunt s'éteignent sans que son exclusion postérieure de la succession les fasse revivre ; décision sévère qui s'explique par cette idée de peine qui doit frapper l'indigne. Mais, au contraire, pour qu'il ne réalise pas un gain, il continue à devoir ce dont il était débiteur vis-à-vis du défunt.

De ce que l'indigne est capable d'être héritier, il résulte encore que le testament qui l'a institué est maintenu dans toutes ses autres dispositions.

Quant aux dettes héréditaires, l'indigne exclu de l'actif était libéré du passif.

Les biens enlevés à l'indigne étaient attribués à l'origine aux *Patres*; mais lorsque la théorie de l'indignité eut acquis son plein développement, ils furent attribués au fisc, sauf de rares exceptions.

Recueillant l'actif héréditaire, le fisc devait acquitter les dettes de la succession, exécuter les legs, les fidéicommiss ou les affranchissements, conformément à la volonté du défunt. Mais, comme tout héritier, il avait le droit de faire réduire les legs ou fidéicommiss jusqu'à concurrence des trois quarts de l'hérédité. Il n'y aurait eu aucune bonne raison pour ne point appliquer ici les règles générales des successions, et priver le fisc du droit appartenant à tout héritier de retenir la quarte de la loi Falcidie (1).

Dans le cas où la succession du défunt était mauvaise, le fisc avait le droit de la répudier et de la laisser par conséquent à l'indigne qui, n'étant plus évincé par le fisc, restait héritier valable.

SECTION II

ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

Les pays de droit écrit suivant la législation romaine ne furent pas les seuls à connaître la théorie de l'indignité successorale. Le moine OEmonius, nous dit Fur-

(1) Digeste, XXXV, tit. 2, loi 59, *in fine*.

gole (1), rapporte que l'an XIII du règne de Dagobert, les enfants de Sadragésile, duc d'Aquitaine, furent privés et dépouillés de la succession de leur père pour n'avoir pas vengé sa mort (*De gestis Francorum*, liv. IV, chap. 28).

D'ailleurs, les traces de l'influence romaine se retrouvent partout dans les différents recueils de l'époque qui contiennent, en matière d'indignité, les règles du droit de la Nouvelle 115 de Justinien.

Quant au droit germanique pur il ne semble pas contenir une théorie très précise sur l'indignité.

Cependant, au VI^e siècle de notre ère, les Visigoths avaient sur cette question des idées assez nettement formulées dans le *Bréviaire d'Alaric*. La fille de famille qui s'était enfuie chez celui que ses parents refusaient de lui accorder comme époux, perdait ses droits d'héritage si ses parents ne voulaient lui pardonner et la reprendre. Toutefois, pour qu'il en fut ainsi, il fallait que le futur mari chez qui elle s'était enfuie ne fut pas digne d'elle; si, au contraire, le refus des parents de consentir au mariage n'était pas justifié, il suffisait que la demande leur ait été répétée deux ou trois fois pour que le mariage puisse avoir lieu et que la fille ne perde pas ses droits d'héritage (2).

Nous trouvons encore une trace certaine de l'indignité de succéder dans la Loi Salique, où il est écrit que « celui qui avait répudié sa famille en accomplissant les forma-

(1) Furgole, *Traité des testaments*, chap. VII, sect. III.

(2) Davoud-Oghlon, *Législation des anciens Germains*, pp. 35-40.

lités d'usage, c'est-à-dire, par une déclaration solennelle *in mallum* et devant le magistrat, devenait alors complètement étranger à ses anciens parents », *et si postea*, ajoute le texte, *aliquis de parentibus suis moritur aut occiditur, nihil ad eum de ejus hereditate vel de compositione pertineat* » (1).

Dans nos coutumes, la théorie de l'indignité ne fut réellement entrevue que très tard. On avait admis, en effet, le système romain de l'exhérédation, aussi la loi n'avait-elle guère à intervenir, puisque la répression qu'avait encourue le coupable était le plus souvent mise en action par ses parents, victimes de sa faute.

« L'enfant qui a battu son père ou sa mère doit être deshérité par droit si le père ou la mère veulent » (*Assises de la cour des Bourgeois*, § 210).

Beaumanoir nous dit encore : « *Se je suis aucune fois povres et il (mes hoirs) étaient riche et lors requis qu'il m'aidassent et il me faillirent : ou s'il mirent main à mi par mal talent : de toz tex cas, les puis-je oster de mon testament* (2) ».

De plus, les cas d'indignité se présentaient assez rarement, de sorte que les Cours et tribunaux n'avaient pas de fréquentes occasions d'étudier la question : la jurisprudence ne pouvait donc se fixer que difficilement et par là-même la coutume était muette.

Une autre raison de l'absence presque totale d'une

(1) *Loi Salique*, chap. 63.

(2) Beaumanoir, *Coutume de Beauvoisis*, chap. XII, § 18.

théorie nettement formulée sur l'indignité en matière de succession à cette époque, repose sur la nature même de la déchéance. En effet, l'indignité était une peine, et c'est à ce titre que l'héritier coupable était dépouillé des biens auxquels il pouvait prétendre.

Or, au moyen âge, il existait en matière de succession, un système fondamental d'après lequel certains biens ne pouvaient être enlevés totalement à l'héritier pour quelque cause que ce fût : nous voulons parler des *biens propres*. Beaumanoir (1) nous montre en effet que l'héritier ne pouvait pas être dépouillé par don au delà du cinquième des propres : il nous fait comprendre en même temps combien ce système devait s'opposer à ce que la coutume puisse faire ce que le défunt ne pouvait, c'est-à-dire priver l'héritier de la succession tout entière pour cause d'indignité.

Toutefois, plusieurs auteurs de l'époque font allusion à l'exclusion de l'indigne ; et on peut ainsi se rendre compte que cette question avait été soulevée au moyen âge et étudiée par nos anciens juristes.

Les anciens Coutumiers contenaient de nombreuses traces du droit romain dont ils s'étaient d'ailleurs inspiré beaucoup, et les juges qui s'en servaient ne manquaient pas de chercher à s'attirer les bonnes grâces du seigneur du lieu où ils siégeaient, par tous les moyens que la coutume mettait à leur disposition. La règle de

(1) Beaumanoir, *Coutume de Beauvoisis*, chap. XII, § 17.

la déchéance de l'héritier coupable leur en fournissait précisément un précieux entre tous, et imitant ce qui se passait à Rome au profit du fisc, ces juges étaient tout disposés à attribuer à leur seigneur les biens enlevés à ceux qu'ils jugeaient indignes de succéder à leurs parents.

Cette dévolution des biens enlevés à l'indigne au profit du seigneur, qui avait certainement été une cause du développement de la théorie de l'indignité au moyen âge, ne subsista pas cependant dans les coutumes. On s'inspira avant tout de l'idée que les propres étaient des biens de famille et qu'ils ne devaient point en sortir par la faute de l'un de ses membres. Aussi, nous le verrons, à l'époque de la rédaction des coutumes où la théorie de l'indignité est alors nettement formulée, les biens ne profiteront plus au seigneur mais viendront augmenter la part des parents qui eussent été exclus par la présence de l'indigne.

L'existence de la notion de l'indignité se développant de plus en plus à cette époque, est encore confirmée par différents passages d'ouvrages d'autres auteurs qui ne laissent aucun doute. C'est ainsi que Bouteiller déclare que « si quelqu'un décède occis ou meurdry, son héritier ne doit point profiter de sa succession s'il n'a pas fait diligence afin de connaître l'auteur du crime et s'il n'a pas intenté de poursuite contre ce dernier. Dans ce cas, le seigneur a cause de mettre la main en ladite succession comme à chose estraière » (1).

(1) Bouteiller, *Somme rurale*, tit. 78.

Était encore exclue pour cause d'indignité la fille noble qui manquait à son devoir de chasteté : « *se ele se faisait despuceler, elle pert son héritage par droit, quand ele en est provée* », disent les *Etablissements de Saint-Louis*.

Enfin, au XIII^e siècle, l'hérésie était une cause d'indignité prononcée par ordonnance royale (1).

L'indignité n'avait pas lieu de plein droit. Le juge examinait si la faute existait dans les conditions nécessaires pour faire encourir à son auteur la déchéance de ses droits de succession. Il fallait qu'on pût présumer de la part du défunt la volonté d'exhérer le coupable. Mais, de plus, si le défunt avait manifesté son désir de pardonner l'offense, soit d'une manière expresse, soit en gardant le silence pendant un temps suffisamment long pour qu'aucun doute ne fût plus possible sur ses sentiments envers le coupable, le juge ne devait pas prononcer l'indignité contre ce dernier.

Les juristes de la période purement coutumière sont muets sur la question de l'indignité qu'ils confondaient volontiers avec celle de l'exhérédation, et les jurisconsultes des XVII^e et XVIII^e siècles ne cherchant qu'à faire preuve d'érudition, se contentent soit de développer la théorie romaine, soit de commenter les arrêts sur la matière.

Cependant, la théorie de l'indignité différait à cette

(1) Beaune, *Droit coutumier : condition des biens*, p. 341.

époque, sur beaucoup de points, de la théorie romaine.

Les coutumes n'ayant pas déterminé les cas d'indignité, la jurisprudence suppléant la coutume, en reconnut un nombre considérable. Le discernement de ce qui peut suffire pour rendre l'héritier indigne de la succession dépend de la qualité des faits et des circonstances », dit Domat.

Toutefois, il faut noter qu'on s'attachait généralement encore aux diverses causes énumérées au nombre de quatorze dans la Novelle 115 de Justinien.

La principale cause d'indignité est ici encore le meurtre du défunt causé par l'héritier. Signalons de suite une différence entre la règle coutumière et celle du Code civil : l'ancien droit n'exigeait pas comme le Code que le coupable ait été condamné, la simple preuve du crime entraînait l'indignité contre lui. D'un autre côté, contrairement à la solution romaine, il fallait que l'héritier ait donné la mort volontairement pour être déclaré indigne, et qu'il ne fût pas en cas de légitime défense.

Cependant, il faut signaler l'opinion contraire de Lebrun, qui estimait qu'il n'y avait pas lieu de distinguer si le meurtre était excusable ou non, car, disait-il, on peut soutenir que quelque nécessité qui pousse quelqu'un à tremper ses mains dans le sang de ses proches, c'est toujours une cause légitime de le priver de leur succession ; autrement, ce serait d'un trop mauvais exemple ; et d'ailleurs, il y a toujours eu faute de sa part, ou pour provocation ou pour trop peu de modération (1).

(1) Lebrun, *Traité des successions*, liv. III, ch. IX, n° 2.

Cette théorie basée sur des arguments d'une valeur bien discutable ne prévalut point ; et nous voyons Espiard, l'annotateur de Lebrun, ajouter immédiatement que si l'homicide avait été absolument nécessaire et ne dépassait pas les bornes de la légitime défense, il n'y avait point lieu de prononcer l'indignité. En effet, cette déchéance est une peine, et une peine ne peut se concevoir que comme sanction d'une faute : or, il n'y a pas de faute dans le cas d'un meurtre résultant d'une défense légitime.

De nos jours encore, nous le verrons, de vives controverses s'élèvent sur cette question de savoir si le crime excusable doit faire encourir l'indignité à son auteur.

La jurisprudence de notre ancien droit admettait que la faute de l'indigne rejaillissait sur ses enfants et elle les écartait de la succession, même lorsqu'ils auraient pu y venir de leur chef. Pothier, il est vrai, n'admettait pas cette solution, mais Lebrun qui l'admettait la justifiait en disant qu'en matière d'indignité, il ne fallait pas appliquer la règle que la peine suit le coupable et ne le passe point, car « ce qui est personnel et ne passe pas le coupable, c'est la peine corporelle et non l'indignité qui résulte de la faute ». Il s'appuyait aussi sur cette idée qu'il existe entre le père et ses enfants un lien naturel si étroit qu'on ne peut pas se figurer que le crime qu'il a commis ne lui profite pas lorsqu'il a été fructueux pour ses enfants. Enfin, ajoute-t-il encore, ne serait-il pas d'une immoralité flagrante, que par son acte criminel un

père pût procurer à ses enfants la succession de l'homme qu'il a tué ?

Le meurtrier du défunt pouvait-il profiter indirectement de la succession de sa victime ? La jurisprudence n'admettait l'affirmative que dans le cas de crime excusable, et les auteurs exprimaient en général un avis contraire (1). Toutefois, Lebrun distinguait avec la jurisprudence si le crime était excusable ou non. Dans le premier cas, il admettait que le meurtrier pût recueillir indirectement les biens de sa victime ; par exemple, dans le cas d'un mari qui tue sa femme en la prenant en flagrant délit d'adultère. A cause de cette circonstance particulière qui excuse son crime, il pourra recueillir les biens de sa femme qu'il aura trouvés, suppose Lebrun, dans la succession de son fils. Le fils en effet a pu succéder à sa mère, et l'on ne peut pas dire ici, ajoute notre jurisconsulte, que le père ait médité ce meurtre pour se procurer du profit à lui-même ou à ses enfants.

Un arrêt du 7 juillet 1615, rendu par le Parlement de Paris, décide également que le meurtrier peut recueillir indirectement les biens de sa victime en cas de crime excusable (2).

Lorsqu'au contraire, rien ne devait pousser le meurtrier à commettre son forfait, lorsque l'homicide a été commis « *in casu non permissio* », dit encore Lebrun, il ne faut point que celui qui a tué puisse profiter du crime ni

(1) Dalloz, *Répertoire de législation*, t. 41, p. 198.

(2) *Arrêts de Louet*, t. II, p. 719.

directement ni indirectement, car, si l'on admet que les enfants ne peuvent profiter du crime de leur père, comment pourrait-on reconnaître à celui-ci le droit de profiter de son crime par l'entremise de ses enfants ?

Domat admettait au contraire, que le coupable pouvait recueillir les biens de sa victime dans la succession d'un autre, parce qu'il ne les prenait pas comme héritier de celui dont il avait été jugé indigne d'hériter, mais comme successeur d'un tiers vis-à-vis duquel il n'était nullement indigne.

Ce système est enseigné aujourd'hui. On admet en effet, nous le verrons, que l'exclusion de l'indigne n'est relative qu'à la succession de sa victime et que le coupable peut recueillir les biens de celle-ci dans la succession de l'héritier qui a profité de son exclusion. Le système de notre ancien droit avait le très grave inconvénient de rendre perpétuelle, à la honte et au déshonneur d'une famille, la séparation de successions qui ne devaient en former qu'une seule.

Une autre cause d'indignité était la négligence dont avait fait preuve l'héritier du défunt, à venger le meurtre de ce dernier. Le droit romain avait déclaré également indigne celui qui avait commis la même infraction aux devoirs commandés par la piété filiale ; mais il existait sur ce point entre la législation romaine et la jurisprudence de notre ancien droit une différence capitale : à Rome, la vengeance était le droit et le devoir des citoyens, l'ancien droit au contraire, du moins à l'époque

où nous nous plaçons, connaissait l'usage du ministère public et c'était à lui qu'incombait la charge de réprimer et de punir les crimes. C'est d'ailleurs pourquoi Pothier, disons-le de suite, faisant une confusion entre la simple dénonciation du meurtre et l'exercice de l'action publique, n'admettait pas, au nombre des causes d'indignité, la négligence de l'héritier à venger le meurtre du défunt, car, disait-il, « c'est contraire aux usages du temps ».

Domat reconnaissait au contraire, que celui qui ne poursuit pas les auteurs de la mort de son parent est indigne de profiter de sa succession.

La jurisprudence était de plus constante sur ce point (1).

Il existait toutefois quelques exceptions qui venaient confirmer la règle. Si les enfants qui n'avaient pas vengé le meurtre de leur père étaient encore mineurs, ils n'étaient point déchus pour indignité des droits qu'ils avaient à sa succession. De même, un arrêt du 30 juillet 1630 décida que si les héritiers présomptifs étaient dans une situation trop précaire pour engager un procès susceptible de les mener à la ruine, ils n'étaient pas coupables et ne pourraient pas être déclarés indignes pour avoir gardé le silence (2).

Enfin, si l'on pouvait présumer que le défunt, dans le cas où il eût survécu un temps suffisant à l'attentat dont il avait été victime, eût pardonné à son meurtrier ou eût transigé avec lui, l'héritier devait respecter sa volonté :

(1) Voir un arrêt rendu par le Parlement de Paris le 24 juillet 1573, cité au *Recueil de Louet*, t. I, p. 803, lettre H, n° 5.

(2) *Recueil de Louet*, t. I, p. 805.

ne pas poursuivre le coupable ou opérer lui-même la transaction avec celui-ci.

A l'exemple du droit romain, l'ancien droit français admettait encore l'indignité dans le cas où l'héritier supprimait le testament du défunt.

De même, l'héritier présomptif du défunt qui avait porté atteinte à l'honneur de ce dernier soit en se portant son accusateur en justice, soit en prenant part à une accusation portée contre lui, était indigne de lui succéder.

Mentionnons encore le cas de celui qui avait empêché le défunt de tester : il était déchu de ses droits non seulement sur les biens dont le défunt aurait pu valablement le priver, mais aussi sur ceux qui lui étaient réservés par la coutume. « En effet, dit Lebrun, le défunt lui ayant voulu ôter les biens libres, l'héritier ne porterait aucune peine de son attentat si on ne le privait de ses réserves coutumières (1). »

Un arrêt du Parlement rendu en 1602 avait encore déclaré indigne de recueillir la succession paternelle un fils qui avait donné asile au meurtrier de son père.

La liste des cas d'indignité admis dans notre ancien droit par les auteurs et la jurisprudence est trop longue pour que nous puissions songer à en aborder l'examen plus complètement ; aucun édit, aucune ordonnance n'arrêtait le juge dont le pouvoir discrétionnaire était seulement limité par sa conscience.

(1) Lebrun, *Traité des successions*, liv. III, chap. IX, n° 13.

Jusqu'ici, nous avons seulement parlé, parmi les faits qui faisaient encourir contre leurs auteurs la déchéance de leurs droits successoraux, de ceux qui, tout en subissant certaines transformations, devaient subsister jusqu'à nos jours et se retrouver dans notre loi actuellement en vigueur.

Nous pensons toutefois devoir signaler encore un cas d'indignité disparu aujourd'hui, mais dont l'importance à l'époque où nous nous sommes placé n'est pas douteuse. C'est celui relatif aux secondes noces.

Il était défendu aux veuves, sauf de rarissimes exceptions, de se remarier avant l'expiration de l'année qui suivait la mort du mari. L'Edit de 1560 sur les secondes noces avait privé les femmes qui se remariaient avant ce délai, du droit de disposer des biens leur provenant de leur premier mari et beaucoup de coutumes ne leur appliquaient pas d'autre peine. Toutefois, plusieurs Parlements, entre autres ceux de Toulouse et de Grenoble, avaient adopté un système plus sévère d'après lequel la veuve qui se remariait avant l'an de deuil perdait ses droits à la succession de son mari. Cette jurisprudence finit par se généraliser, et les rares Parlements qui n'admirent pas cette théorie comme règle l'appliquèrent comme exception, lorsque la femme avait eu en outre une mauvaise conduite dans l'an de deuil.

La femme indigne pour ces motifs perdait outre ses droits et avantages matrimoniaux, la possibilité de succéder *ab intestat* à son premier mari et de recueillir ses

libéralités de dernière volonté. Le Parlement de Toulouse refusa même à une femme le droit de réclamer la quarte du conjoint pauvre.

Les biens, dont la femme veuve qui se remariait avant l'an de deuil était ainsi privée, passaient aux autres héritiers ou légataires du mari, et il y avait lieu à accroissement pour le cas où l'un de ceux-ci fût lui-même indigne, ce qui arrivait s'il avait consenti au second mariage de la femme.

Il faut remarquer que la déchéance qui frappait la veuve ayant profané la mémoire de son premier mari, n'était relative qu'à la succession de celui-ci. Elle ne s'appliquait point à celle des enfants du premier lit et leur mère pouvait la recueillir, car, disait-on, la Nouvelle 22 de Justinien ne l'exclut qu'à partir du troisième degré, et les peines ne doivent pas être étendues. Notons cependant un arrêt, en sens contraire, rendu par le Parlement de Toulouse en 1585.

La femme pouvait éviter la déchéance de ses droits successoraux en obtenant des Lettres royales et à la condition de donner purement et simplement la moitié de tous ses biens à ses enfants du premier mariage.

Quant au mari, les peines des secondes noces ne lui étaient pas applicables : il n'était pas frappé d'indignité pour s'être remarié dans l'an de deuil. Toutefois, s'il entretenait une concubine chez lui et s'il avait des enfants, ceux-ci pouvaient demander qu'on déclarât leur père indigne d'administrer les biens maternels (1).

(1) Dupin, *Traité des peines des secondes noces*.

Enfin, l'article 2 de la célèbre Ordonnance de 1639 sur le mariage, déclarait indignes de recueillir la succession de leur père, les enfants mineurs de vingt-cinq ans qui s'étaient mariés sans son consentement. Cependant, si avant de mourir, le père avait pardonné soit expressément, soit tacitement, le juge devait respecter la volonté paternelle et, dans ce cas, ne pas prononcer l'indignité contre l'enfant coupable (1).

Comme en droit romain, l'indignité n'avait pas lieu de plein droit, elle devait être prononcée (2).

A l'époque féodale, ce n'est plus le fisc, mais le seigneur qui profitait de la déchéance de l'indigne. Mais après la chute de la féodalité, on décida que les biens enlevés à l'héritier frappé d'indignité passeraient aux autres parents du *de cujus*. L'action en indignité était alors intentée par les intéressés eux-mêmes, mais seulement après la mort du défunt.

Il était admis que la mort du coupable n'empêchait pas l'action d'être intentée contre ses héritiers. Furgole justifiait cette solution en se fondant sur le droit romain : « C'est une règle que la mort éteint le crime, écrit-il ; mais ici, il ne s'agit pas de la punition personnelle du défunt, ce que la loi ne permet pas puisqu'elle déclare le crime éteint ; mais d'ôter à ses héritiers un bien dont leur auteur s'était rendu indigne, et que, suivant la loi XII au Digeste, *De lege Cornelia*, les interprètes ont tiré

(1) Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XVI.

(2) Pothier, *Traité des successions*, chap. I, sect. 2.

cette règle : *turpia lucra ab heredibus sunt extorquenda* » (1).

La prescription qui assurait l'impunité au coupable ne faisait pas davantage obstacle à l'action en déclaration d'indignité ; l'ancien droit n'exigeait pas en effet, comme le Code civil, que l'héritier ait été condamné pour pouvoir être déclaré indigne.

Les lettres d'abolition ne faisaient pas disparaître non plus le vice d'indignité qui subsistait toujours.

Cependant, l'action n'était plus possible lorsque l'indigne avait possédé les biens pendant trente ans : il avait acquis par prescription la propriété de ces biens héréditaires et il n'était plus possible de les lui reprendre.

Enfin, nous avons déjà vu que le pardon de la victime empêchait le coupable de pouvoir être déchu de ses droits.

Notre ancien droit, reproduisant la théorie romaine, ne déclarait pas l'indigne incapable ; il admettait qu'il pouvait être saisi des biens héréditaires : saisine momentanée d'ailleurs, dont l'indigne ne pouvait profiter. « Si nous confondons l'indigne avec l'incapable, dit Lebrun, ce n'est qu'à l'égard du fisc, pour empêcher que celui-ci ne profite d'un legs ou d'une succession *ab intestat* qui aurait pu appartenir à l'indigne. Et à cet égard nous considérons que l'indigne est incapable pour ne pas laisser dans une confiscation ce que l'indigne aurait eu sans son indignité (2). »

(1) Furgole, *Traité des testaments*, chap. VI, sect. III, n° 351.

(2) Lebrun, *Traité des successions*, liv. III, chap. I, n° 9.

Ce passage nous montre clairement que l'indigné n'était incapable que pour les besoins de la cause, mais qu'en réalité sa capacité n'avait souffert aucune atteinte.

Nous avons vu qu'à Rome, les principes rigoureux du droit avaient fait admettre une règle d'une dureté excessive, d'après laquelle l'héritier ayant été héritier capable jusqu'au moment où les biens héréditaires lui avaient été retirés par le fisc, perdait irrévocablement par suite de la confusion tous les droits qu'il pouvait avoir contre le défunt.

Notre ancien droit, s'inspirant d'idées moins rigoureuses, avait repoussé ce système. L'indigne était bien alors comme à Rome pleinement capable, confondait même son patrimoine avec celui de la succession dès la mort du *de cujus* puisque le mort saisissait le vif, mais, sa saisine étant seulement passagère dans ses effets, on avait trouvé avec raison qu'il n'était pas juste de faire perdre au coupable les droits qu'il pouvait avoir contre une succession dont le bénéfice lui était retiré. Aussi, la confusion qui s'était opérée n'était point irrévocable.

A cette règle, il faut noter une exception : si l'indigne qui avait fait adition d'hérédité n'avait pas été de bonne foi, on pouvait le punir en déclarant éteints d'une façon irrévocable ses droits et actions contre le défunt.

Cette distinction, basée sur la bonne ou la mauvaise foi de l'indigne, nous amène à la question de savoir si celui qui avait eu à titre d'héritier la possession des biens de la succession jusqu'au jour où son indignité avait été

déclarée en justice, devait rendre les fruits. Les anciens auteurs ne semblent pas avoir été tous du même avis sur ce point.

Domat ne fait aucune distinction et pense que l'indigne doit toujours rendre les fruits et autres revenus qu'il a pu percevoir depuis son entrée en jouissance, car il est au rang des possesseurs de mauvaise foi, même avant la demande.

Furgole, au contraire, distinguait si l'indigne avait été de bonne ou de mauvaise foi. Dans le premier cas, il n'était comptable des fruits et revenus que du jour où sa bonne foi avait cessé. Dans le second cas au contraire, il devait les rendre du jour de son entrée en jouissance.

Notre ancienne jurisprudence décidait enfin que l'indignité faisait perdre à celui qui en était frappé tous ses droits de succession, et qu'il ne pouvait pas même conserver sa légitime. Cette règle était absolue. Toutefois, Furgole distinguait si l'indignité avait été encourue pour une cause prévue dans la Nouvelle 115 de Justinien, dans l'ordonnance royale de 1639 ou l'édit de 1556, ou au contraire, pour un autre motif quelconque admis par la jurisprudence des Cours et tribunaux. Dans le premier cas seul, il admettait que l'indigne perdît sa légitime ; mais cette part des biens ne devait pas lui être enlevée s'il se trouvait simplement dans un cas d'indignité de jurisprudence. La raison qu'il donnait de cette distinction était que si l'indignité avait été le résultat d'un

acte que les ordonnances ou la nouvelle n'avaient pas prévu, l'ayant considéré comme trop peu grave pour faire encourir une semblable déchéance à son auteur, la loi devait être respectée et il n'y avait pas lieu de l'étendre en dehors des cas qu'elle avait prévus.

PREMIÈRE PARTIE

DROIT CIVIL FRANÇAIS

CHAPITRE PREMIER

NATURE ET BASE DE L'INDIGNITÉ.

La nécessité d'exclure d'une succession un héritier coupable d'une faute grave envers le défunt, repose sur des raisons d'ordre public et moral. Le législateur de 1804, inspiré des principes qu'avaient déjà sanctionnés les plus anciennes législations, a pensé que l'héritier présomptif ne devait pas porter impunément atteinte à la personne ou à l'honneur de celui dont il recueillerait plus tard les biens, et c'est à titre de peine qu'il le déclare, dans certains cas limitativement déterminés, indigne de profiter de son titre d'héritier.

Notre législation actuelle n'a donc fait que reproduire ce qui existait déjà. Elle a cependant innové sur certains points, par exemple, en ne laissant plus à l'arbitraire du juge le soin de décider si le coupable devait être puni. Mais au fond, les principes sont restés les mêmes ; le

changement des mœurs et les transformations de l'organisation sociale ont seuls contribué aux modifications rendues nécessaires par les besoins de la pratique.

Comme autrefois, l'indignité suppose encore la capacité ; mais, bien que l'indigne soit capable, il n'en est pas moins vrai que la déclaration de son indignité l'empêche de profiter en quoi que ce soit des droits de succession nés en sa personne.

Il faut du reste distinguer avec soin l'indignité de l'incapacité. Cette dernière a lieu de plein droit ; elle atteint celui qui la subit dès le moment même où les conditions prévues par la loi pour son existence sont remplies, et forme un obstacle infranchissable à la naissance des droits d'héritier : jamais l'incapable n'a pu prétendre un seul instant aux biens de la succession. Il n'a jamais été héritier. De plus, l'incapacité est absolue et empêche de recueillir toute succession.

L'exclusion pour cause d'indignité au contraire, n'a pas lieu de plein droit ; elle doit être prononcée en justice. C'est ce que décidaient non seulement les anciens auteurs et la jurisprudence des Parlements, mais aussi le droit romain où l'indigne restait héritier jusqu'à ce que le fisc vînt lui enlever les biens de la succession, et c'est ce qu'aujourd'hui encore, malgré quelques opinions opposées, la majorité des auteurs s'accorde à reconnaître. L'indigne est héritier, mais il ne peut recueillir valablement les biens héréditaires. Enfin, l'indignité est relative : le coupable est déchu de son droit de succéder à telle personne et non à telle autre.

CHAPITRE II

DES CAUSES D'INDIGNITÉ.

Dans la séance du Corps législatif du 19 germinal an XI, Treilhard, orateur du gouvernement, faisant l'exposé des motifs du projet de loi sur les successions, ajoutait, après avoir énuméré les trois cas dans lesquels notre Code civil admet l'exclusion de l'héritier pour cause d'indignité : « Nous n'avons pas jugé convenable d'étendre davantage les causes d'indignité ; il ne faut pas sous le prétexte spécieux de remplir la volonté présumée du défunt, autoriser des perquisitions qui pourraient être également injustes et odieuses (1). »

Les législateurs du Code civil cherchèrent en effet à bannir de cette matière le pouvoir discrétionnaire laissé au juge par l'ancien droit ; ils ne voulurent plus que l'on pût s'en rapporter uniquement aux faits et aux circonstances, et les seules causes admises furent celles indiquées dans la loi, sous des conditions limitativement déterminées et dont la constatation ne présente aucune équivoque.

L'article 727 de notre Code civil est ainsi conçu : « Sont

(1) Treilhard, *Exposé des motifs*, voir Locré, t. X, p. 182.

indigner, de succéder, et, comme tels exclus, des successions :

1° Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ;

2° Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse ;

3° L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice. »

La loi prévoit donc trois cas qu'elle détermine limitativement, et en dehors desquels l'indignité ne saurait être encourue.

§ 1^{er}. — **Condamnation pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt.**

Notre loi est moins sévère que les lois antérieures. Aujourd'hui, en effet, le meurtre en lui-même n'est pas suffisant pour faire déclarer son auteur indigne de succéder à sa victime. Il faut que le coupable ait été jugé et condamné pour son forfait. Tant qu'il n'y a pas eu de condamnation, il ne peut pas y avoir indignité : jusqu'à sa condamnation, l'héritier est réputé innocent et ne doit pas souffrir de son crime.

Cependant, il semble bien extraordinaire au premier abord, que le meurtrier qui a pu échapper pendant un certain temps ou même définitivement à l'application de la loi, puisse prendre et conserver les biens de sa victime.

Ceci s'explique néanmoins et l'imprévoyance de la loi n'est qu'apparente, car c'est avec raison que le législateur de 1804 a pensé que l'indignité morale n'est pas suffisante pour permettre de prononcer sur des preuves peut-être trop légères une déchéance aussi grave que celle dont il s'agit. De plus, cette règle est un moyen efficace d'éviter des procès scandaleux, que pourrait faire naître la cupidité des membres d'une même famille d'où l'entente disparaîtrait à tout jamais.

Pour que l'indignité puisse être déclarée, il faut donc que le meurtrier ait été préalablement condamné pour son crime. Mais une condamnation civile serait-elle suffisante ? On peut répondre que non ; car si le Code avait simplement exigé une condamnation de cette nature, il n'eût point employé les expressions dont il s'est servi, et il est manifeste que c'est à une condamnation pénale que le législateur songeait. Du reste, aucune autre ne saurait mieux faire constater la faute, or, il ne doit pas y avoir doute possible. De plus, si une simple condamnation émanant d'un tribunal civil eût été suffisante pour faire encourir l'indignité, pourquoi exiger alors une condamnation préalable ? ne serait-il pas plus simple de faire constater dans un même jugement l'indignité du coupable et les faits qui la motivent ? Il faut donc une condamnation prononcée par un tribunal répressif et déclarant l'héritier coupable du meurtre sur la personne du défunt.

Il importe peu d'ailleurs, que cette condamnation ré-

sulte d'un jugement par contumace ou d'un jugement contradictoire. En effet, c'est l'existence même de la condamnation qui constitue la cause de l'indignité. C'est donc seulement après vingt ans, à partir du jour de la condamnation par contumace et pendant lesquels, nous le supposons, le condamné ne s'est point représenté que la déchéance deviendra définitive comme la condamnation qui l'a entraînée. C'est en effet seulement à l'expiration des vingt années que la peine sera prescrite et que le retour du contumax n'aura plus aucune influence sur sa condamnation devenue définitive (1).

Un jugement du tribunal de Montreuil-sur-Mer, rendu le 5 mars 1897, a jugé que la déclaration d'indignité ne pouvait avoir pour base qu'une condamnation devenue définitive, attendu, dit-il, que tant que la procédure n'est pas close, on ne peut pas savoir si le prévenu sera condamné, et que jusqu'à la condamnation, on ne doit pas le considérer comme coupable.

De la nécessité d'une condamnation, il résulte que l'indignité ne peut pas être prononcée si l'individu accusé ne peut pas ou ne peut plus être condamné : et cela, quand même il aurait avoué son crime.

Si l'inculpé était fou et a agi dans un moment de démence, ou encore si le meurtre qu'il a commis a été commandé par la nécessité de sa défense légitime ou de celle d'autrui, le Code pénal (2) nous dit qu'il n'y a alors ni

(1) Code d'instruction criminelle, art. 476, 635, 641.

(2) Code pénal, art. 64 et 328.

crime ni délit, par conséquent il n'y a pas de condamnation possible, dès lors il ne peut y avoir d'indignité. Il en sera de même si l'homicide était ordonné par la loi ou commandé par l'autorité (1). Ainsi l'exécuteur des hautes œuvres qui aurait été dans la triste obligation d'exécuter un de ses parents, ne pourrait assurément pas être déclaré indigne de recueillir sa succession.

Si le coupable était mineur de 16 ans et s'il a été jugé avoir agi sans discernement, il ne pourra pas être déclaré indigne, car la loi décide qu'il devra être acquitté (2). Et il en sera ainsi, alors même que le jugement qui l'aura acquitté décidera, par mesure de précaution, son internement, pour un nombre d'années plus ou moins long, dans une maison de correction. Il n'y a toujours pas eu de condamnation, dès lors nous ne sommes plus dans le cas strictement prévu par l'article 727-1° du Code civil.

L'indignité ne saurait être prononcée non plus, avons-nous dit, si l'inculpé ne peut *plus* être frappé d'une condamnation. C'est ce qui se produira, tout d'abord, au cas où le coupable est décédé avant d'avoir été condamné. Et cela ne cesse pas d'être vrai alors même qu'il aurait avoué avant de mourir ; ou encore que le jury l'ait déclaré coupable et qu'il soit mort subitement avant le prononcé de la sentence de condamnation. La raison est aisée à comprendre : l'indignité est une peine, et comme telle, ne doit être prononcée que contre un individu capable de se dé-

(1) Code pénal, art. 327.

(2) Code pénal, art. 66.

fendre. Or, il serait impossible que ces conditions fussent remplies si l'inculpé était mort avant la condamnation qui doit nécessairement précéder le jugement de déclaration en indignité.

Lorsqu'il se sera écoulé dix années depuis le jour du crime et qu'aucune poursuite ni aucun acte de procédure n'aura été fait ; ou encore, si dix années se sont écoulées depuis le dernier acte de procédure non suivi de jugement ou d'arrêt, l'action publique sera prescrite (1). Dès lors, le coupable ne pouvant plus être inquiété, sa condamnation sera devenue impossible. Sa culpabilité ne pourra plus être constatée judiciairement et la base de son indignité fera défaut.

Enfin, si une loi d'amnistie a été promulguée depuis le crime et avant la déclaration d'indignité, celle-ci ne peut pas avoir lieu. L'amnistie en effet a pour but de faire disparaître d'une façon complète le crime et la condamnation qui a pu être prononcée. « Elle efface le fait lui-même, elle emporte l'oubli du passé. C'est assez dire que lorsqu'elle intervient après la condamnation, elle l'efface ainsi que les incapacités qui en ont été la suite (2). » Même si la demande en déclaration d'indignité a été formée avant l'amnistie, celle-ci agissant rétroactivement et faisant considérer le crime et la condamnation comme n'ayant jamais eu lieu, l'indignité ne pourra pas être prononcée.

(1) Code d'instruction criminelle, art. 637.

(2) Blanche, *Etude pratique sur le Code pénal*, t. I, nos 153 et 154.

Nous devons toutefois signaler un système opposé d'après lequel, l'amnistie n'empêche pas de faire prononcer l'indignité, pourvu que la demande en déclaration ait été formée antérieurement à la promulgation de la loi (1). Pour admettre cette théorie, il faut soutenir, contrairement à la nature même de l'amnistie, que la condamnation prononcée n'en subsiste pas moins comme fait matériel et indestructible, et qu'en conséquence, la base de la déclaration d'indignité n'est pas détruite par l'amnistie.

C'est confondre les effets de l'amnistie avec ceux de la grâce.

Remarquons d'ailleurs que la jurisprudence est muette sur cette question et qu'elle n'aura sans doute jamais à se prononcer dans une semblable hypothèse. Les lois d'amnistie sont en effet fort rares ; et de plus, les crimes et délits de droit commun y sont généralement l'objet de réserves particulières : l'amnistie étant avant tout une institution destinée à effacer des crimes et délits politiques.

Il faut donc que le coupable ait été condamné. L'article 727-1^o ajoute « pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ».

Le coupable doit avoir donné la mort, c'est-à-dire avoir tué avec intention, volontairement. Autrement en effet, pourrait-on dire que l'héritier a donné la mort et surtout a tenté de la donner ? L'homicide doit être un meurtre

(1) Hureau, *Droits de succession*, t. I, n^o 135.

dans le sens strict du mot, tel que le définit l'article 295 du Code pénal.

Nous en concluons que la condamnation prononcée contre l'individu qui a porté des coups et blessures ayant occasionné la mort de la victime que le coupable n'avait pas eu l'intention de tuer, n'est pas suffisante pour entraîner l'indignité. A plus forte raison, l'homicide par imprudence que le Code punit seulement d'une peine correctionnelle, ne sera pas une cause d'indignité, car le coupable n'a pas agi avec l'intention de donner la mort au défunt.

Une question plus délicate est celle de savoir si le crime excusable peut faire encourir l'indignité. Le droit romain, particulièrement dur sur ce point, l'admettait sans aucune distinction. Dans notre ancien droit, la question était discutée, et de nos jours encore elle n'est pas résolue d'une manière uniforme par tous les auteurs.

Que faut-il entendre par crime excusable ?

L'excuse est le fait qui atténue la responsabilité de l'auteur de l'acte répréhensible. Malgré l'excuse, la culpabilité existe, et le crime excusable n'en est pas moins un meurtre commis avec l'intention de donner la mort. Cependant, cette intention n'a pas été complètement libre, l'excuse fait supposer que l'auteur du meurtre n'a pas pu ne pas vouloir donner la mort. Sa volonté a été dirigée par les circonstances. C'est, par exemple, un mari qui tue sous le coup de la colère, sa femme surprise en flagrant délit d'adultère avec son complice dans la maison conju-

gale. Dans ce cas, il a bien agi avec l'intention de donner a mort, mais sa volonté n'a pas été entièrement maîtresse d'elle-même. Il en est de même encore, si le crime a été provoqué par des coups et blessures qui ne méritaient peut-être pas comme juste répression le meurtre de leur auteur ; le sang-froid du meurtrier avait fait place à une compréhensible irritation, et sous cette influence il a dépassé les bornes de la légitime défense : sa culpabilité n'est pas douteuse, mais elle est amoindrie.

La majorité des auteurs admet que l'indignité doit toujours être prononcée même en cas d'excuse du meurtre. On se trouve bien en effet dans le cas de l'article 727-1° qui exige une condamnation pour meurtre, sans distinguer si celui-ci sera ou non excusable, si la peine sera criminelle ou correctionnelle et quel sera son taux. S'il y a condamnation pour meurtre ou tentative de meurtre, la double condition est remplie, et l'indignité devra être prononcée. Il est juste, du reste, que même dans le cas où sa faute est moindre, le coupable ne puisse profiter de la succession que son crime a fait ouvrir. Autrement, on pourrait craindre que le meurtrier ne s'efforce pas suffisamment de réprimer sa colère et soit porté à trouver des excuses trop faciles dans des cas où une volonté plus ferme et un plus grand sang-froid l'eussent empêché de se rendre criminel.

On peut encore remarquer que ce système auquel nous nous rangeons a pour lui d'être conforme à la tradition. L'opinion contraire s'appuie sur ce que le fait dont le

meurtrier s'est rendu coupable est considéré par la loi comme un délit, qu'il ne peut faire encourir à son auteur qu'une peine correctionnelle et que dès lors, on ne doit pas lui appliquer les règles édictées pour le cas d'un crime. D'ailleurs, la loi et la morale font une grande différence entre les deux cas ; la culpabilité n'est pas la même et il serait bien extraordinaire que deux fautes aussi distinctes soient punies de la même manière.

Nous répondrons que ce système a le grave défaut de ne pas prendre suffisamment en considération les termes du Code, dans une matière d'où l'on a voulu chasser l'arbitraire, et qu'ici les arguments de morale ne doivent point l'emporter sur ceux qu'on peut tirer des termes mêmes de la loi, quelque dure que celle-ci puisse paraître. Enfin le législateur s'est expliqué clairement : ce n'est pas à la peine encourue qu'il rattache la déchéance de l'indigne, c'est à sa condamnation ; peu importe donc le degré de la peine prononcée : dès qu'il y a condamnation pour meurtre ou tentative de meurtre, l'indignité peut être déclarée.

Pour terminer l'examen de cette question relative au crime excusable, nous pensons devoir signaler une dernière opinion, émise par Delvincourt, un des premiers commentateurs du Code Napoléon, et qui contrarie, nous semble-t-il, d'une façon encore plus manifeste l'esprit de notre législation. Cet auteur reconnaît qu'en principe l'indignité peut résulter d'un crime excusable, mais seulement après que le juge aura examiné les circonstances

dans lesquelles ce crime aura été commis. C'est au juge à apprécier la nature du fait et la valeur de l'excuse (1).

N'est-ce pas manifestement retourner en arrière qu'enseigner une semblable théorie qui rend au juge d'aujourd'hui le pouvoir discrétionnaire de celui de notre ancien droit ? Ce système n'a jamais été admis ni par les auteurs, ni par la jurisprudence.

La solution que nous avons adoptée pour le cas d'une condamnation prononcée contre un criminel excusable, doit être admise également pour celui où le coupable bénéficie d'une diminution de peine basée sur des circonstances atténuantes. Ici encore, en effet, il y a condamnation pour crime et cela suffit. Les circonstances atténuantes n'ont pas pour effet de changer la nature du meurtre, elles n'empêchent pas le coupable d'avoir donné la mort volontairement.

Que doit-on décider si la mort a été donnée en duel ? La réponse ne peut pas être unique ; elle a varié suivant les époques, et aujourd'hui encore elle demande une distinction. Il y aura possibilité de déclarer l'indignité du vainqueur lorsque le juge l'aura condamné pour avoir donné la mort volontairement ; dans le cas contraire, les conditions exigées par l'article 727-1° du Code civil n'étant pas remplies, l'indignité ne sera pas encourue. Or, la jurisprudence a varié sur le point de savoir si celui qui tue son adversaire dans un combat singulier et réglé à

(1) Delvincourt, *Cours de code civil*, t. II, p. 25, note 3.

l'avance, commet un meurtre dans le sens pénal du mot. Jusqu'en 1837, elle décidait qu'en aucun cas, l'homicide commis en duel sans déloyauté ni perfidie ne rentrait dans la catégorie des homicides prévus et punis par le Code pénal ; sauf cependant une exception qui pouvait se présenter en cas de duel au pistolet, lorsque le vainqueur avait tiré le premier sur son adversaire et à une distance telle qu'il ne pouvait le manquer. Sous l'empire de cette jurisprudence, l'indignité ne pouvait donc pas être déclarée contre le duelliste meurtrier, puisqu'il ne pouvait pas être condamné.

Mais, par un arrêt en date du 22 juin 1837, la Cour suprême changea sa jurisprudence et depuis ce jour, elle décide que le duel est contraire non seulement à l'ordre public et aux bonnes mœurs, mais encore aux lois, et que dès lors, les règles du Code pénal lui sont applicables. En conséquence, elle admet que, suivant les circonstances, la mort qui aura été donnée en duel sera considérée comme un homicide par imprudence ou comme un meurtre. Il s'agira donc d'examiner la sentence du juge. Si le duel a été un duel à mort, c'est-à-dire si les combattants avaient l'intention de se tuer et que l'un d'eux soit mort de ses blessures, il y a meurtre au sens de l'article 295 du Code pénal et la condamnation du vainqueur lui fera encourir l'indignité. Si, au contraire, il s'agissait d'un duel au premier sang, dans lequel le combat devait cesser à la première blessure, celui qui a porté le coup ne sera pas condamné pour avoir donné la mort à son

adversaire, quand même celui-ci mourrait à la suite de sa blessure ; et par conséquent il ne pourra pas être déchu de ses droits de succession pour cause d'indignité.

Le Code civil est resté muet également sur la situation du complice du meurtrier. Doit-il être lui aussi déclaré indigne ?

L'assimilation au point de vue de la peine que l'article 59 du Code pénal prononce du complice avec l'auteur principal d'un crime, porte à penser qu'il doit en être de même quant aux conséquences de la condamnation, et que le complice doit être lui aussi déclaré indigne. « Je n'hésite pas, dit Demante, à considérer comme ayant donné la mort, dans le sens de la loi, et à exclure conséquemment comme indigne, le complice du meurtrier (1). »

Nous pensons cependant, que dans notre matière où l'interprétation restrictive est de rigueur, les termes de la loi ne doivent point être étendus, et l'article 727-1^o ne parlant que de l'auteur principal ne doit pas être appliqué au complice. D'ailleurs, le Code pénal n'assimile pas le complice à l'auteur principal d'une manière absolue, et si la peine peut être la même, il n'en reste pas moins vrai que seul l'auteur de l'acte peut être condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort ; le complice ne pourra l'être que pour avoir provoqué le meurtre ou avoir contribué à son accomplissement en fournissant des renseignements ou des instruments nécessaires. Le com-

(1) Demante, *Cours de Code Napoléon*, t. III, p. 41.

plice ne rentre donc pas dans le cas prévu par les termes de notre article.

On nous dira peut-être qu'au point de vue de la morale et de l'équité, cette solution laisse à désirer, mais nous renverrons au législateur à qui incombe le devoir d'en faire respecter les principes ; car il n'appartient pas à l'interprète de transformer son œuvre pour la compléter.

L'héritier ayant été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt, quel peut être l'effet de la grâce accordée par le chef de l'Etat ?

La grâce n'efface pas le crime, « ce n'est que pitié et pardon ; elle n'efface rien : elle abandonne et remet ». Elle ne fait pas disparaître la condamnation. Or, le Code civil n'exige pas, pour condition de la déclaration d'indignité, l'exécution de la condamnation ; celle-ci suffit, peu importe que le condamné ne subisse point sa peine. La grâce qui peut lui être accordée ne l'empêchera pas d'être déclaré indigne, si l'action en déclaration est portée devant le juge.

Le pardon même émanant de la victime d'une tentative de meurtre après que la condamnation définitive du meurtrier a été prononcée, ne pourrait pas soustraire ce dernier à l'application de la loi. Si l'ancien droit admettait un système opposé, c'est qu'à cette époque, ce n'était pas sur l'existence d'une condamnation que reposait la déclaration d'indignité, mais sur la faute elle-même qui ne peut plus avoir le même effet lorsqu'elle a été pardonnée.

La prescription de la peine n'effacerait pas davantage l'indignité et pour la même raison : la condamnation n'en subsiste pas moins.

Au contraire, la réhabilitation du condamné anéantit la sentence, et l'indignité ne peut plus être prononcée puisqu'il n'y a plus de condamnation. Il en serait du reste ainsi, même si la peine n'avait pas été subie, car depuis la loi du 10 mars 1898, la réhabilitation est possible pour ceux qui, condamnés par défaut ou contradictoirement, ont prescrit contre l'exécution de la peine.

§ 2. — **Accusation capitale jugée calomnieuse.**

L'indignité frappe en second lieu « celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse » (art. 727-2°).

Le législateur a employé ici un terme tout à fait impropre, dont l'idée lui fut inspirée sans doute par les précédents historiques. Dans notre droit actuellement en vigueur, en effet, ce ne sont plus les particuliers qui *accusent* : ils n'ont à leur disposition que la plainte et la dénonciation ; l'accusation proprement dite appartient au ministère public.

Nous pensons donc que l'accusation dont parle le § 2 de notre article doit s'entendre dans le sens de la plainte ou de la dénonciation. Or, l'une et l'autre supposent une demande en justice régulièrement faite ; on doit donc

en conclure qu'une simple imputation verbale ou même consignée dans des écrits destinés à la publicité serait insuffisante pour faire encourir l'indignité à son auteur. Il en serait ainsi même si cette imputation avait été reconnue calomnieuse par justice, car, sans vouloir contester l'existence certaine de l'injure dont la gravité est non moins flagrante, nous croyons, qu'ici encore, il ne faut point étendre les termes du Code : or une telle déclaration ne constitue ni une plainte ni une dénonciation.

Il faut en dire autant d'un faux témoignage, bien que la calomnie puisse être certaine. En effet, l'individu qui fait une déclaration calomnieuse dans une affaire capitale contre celui dont il est l'héritier présomptif, et que le tribunal condamne même comme faux témoin, n'a formé ni plainte ni dénonciation régulière ; d'ailleurs, on peut dire que sa culpabilité est moindre que celle du dénonciateur, car il n'y a pas d'initiative de sa part.

Certains auteurs, parmi lesquels nous citerons Demolombe et Demante, ont cependant soutenu le contraire en s'appuyant sur l'inexactitude du terme *accusation* employé par la loi ; le sens vague que présente cette expression permet, disent-ils, d'assimiler le faux témoignage à la dénonciation, car la calomnie est aussi flagrante.

Nous le répétons, le système opposé nous semble préférable ; car en matière de peine on ne saurait être trop strict, et si le mot accusation employé par la loi est sûrement impropre, il n'en a pas moins un sens absolument certain.

Cette accusation, pour nous servir de la mauvaise expression de la loi, doit être capitale. « On n'entend par accusation capitale, que celle qui pourrait faire condamner l'accusé à la peine de mort naturelle ou civile. Celle qui n'aurait pu avoir qu'une issue moins grave ne suffisait donc pas pour motiver l'indignité (1). » Pour préciser le sens de ces mots, on avait eu recours au droit romain qui parlait de « *capitale judicium* ». C'était du reste parfaitement inutile, car il est bien certain que le législateur a employé le mot dans son sens le plus simple et le plus usuel. « Le premier venu vous dira, ajoute Laurent, qu'une accusation capitale est celle qui, si elle est prouvée, fera prononcer la peine de mort contre le prévenu (2). »

La loi du 31 mai 1854 ayant aboli la mort civile, on ne doit plus considérer aujourd'hui comme présentant les caractères d'une accusation capitale, celle qui n'est pas susceptible de faire prononcer la peine de mort contre le prévenu.

Un système prétend cependant que le sens des mots « accusation capitale » n'a pu être changé par une loi postérieure et que, conséquemment, on doit encore aujourd'hui leur donner le sens qu'ils avaient lorsque les auteurs du Code les ont choisis. Cette interprétation conduit à décider qu'une accusation pouvant faire encou-

(1) Maleville, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, t. II, p. 196.

(2) Laurent, *Principes de droit civil français*, t. IX, n° 6.

rir les travaux forcés à perpétuité ou la déportation, doit être rangée parmi celles que le Code a traitées de capitales (1). Quelques auteurs, notamment Delvincourt, sont même allés plus loin et ont prétendu qu'il fallait entendre par accusation capitale, celle qui serait susceptible de faire prononcer la mort et même toute autre condamnation afflictive et infamante ou même simplement infamante, c'est-à-dire les travaux forcés à temps ou le bannissement (C. pén., art. 7 et 8).

C'est étendre dans une mesure beaucoup trop large la disposition restrictive de notre article 727.

De plus, le système qui rejette l'influence de la loi du 31 mai 1854 est lui aussi en opposition avec l'esprit qui anime toute la théorie de l'indignité. Le but du législateur a été, en effet, d'empêcher un héritier de profiter d'une succession dont l'ouverture s'est produite par suite d'un acte coupable de sa part. Or, avant la loi du 31 mai 1854, une succession s'ouvrait par la mort naturelle ou par la mort civile du défunt. Rien de surprenant dès lors que celui qui avait porté une accusation susceptible de faire encourir la mort civile, fût déclaré indigne si son accusation avait été jugée calomnieuse. Mais aujourd'hui la mort naturelle seule peut faire ouvrir une succession. Et c'est remplir le désir du législateur de décider que l'accusation capitale ne peut entraîner l'indignité que si elle peut donner ouverture à la succession, c'est-à-dire si

(1) Mourlon, *Répétitions écrites sur le Code civil*, t. II, p. 26, note 2.

elle est susceptible de faire prononcer la peine de mort.

Il faut, en outre, que cette accusation capitale soit *calomnieuse*, c'est-à-dire que son auteur l'ait portée en sachant que ses allégations étaient fausses et sans fondement. La loi exige encore que la dénonciation calomnieuse (qui est un délit aux termes de l'art. 373, C. pén.) ait été *jugée* telle. Les juges doivent s'être prononcés sur le caractère calomnieux de la dénonciation. Cette exigence repose sur ce qu'un délit ne peut être constaté qu'au moyen d'une instruction régulière faite en justice.

Ici se pose une question sur laquelle les auteurs ne sont pas d'accord. Le paragraphe 1^{er} de l'article 727 du Code civil exige comme condition de la déclaration d'indignité, la *condamnation* préalable du meurtrier prononcée par la justice répressive ; dans le second paragraphe au contraire, le législateur déclare qu'une accusation calomnieuse simplement *jugée* telle est suffisante pour faire encourir contre son auteur la déchéance de ses droits héréditaires. De la rédaction de ce second paragraphe, certains auteurs ont cru devoir conclure qu'il n'est pas nécessaire que le juge ait prononcé contre le calomniateur une condamnation préalable ; il suffit, disent-ils, que la calomnie soit reconnue existante par le jugement intenté pour faire prononcer la déchéance du calomniateur.

Ce système repose, croyons-nous, sur une confusion. On doit distinguer, en effet, le jugement émanant du tribunal civil et qui a pour but de prononcer la déchéance

de l'indigne, de la sentence rendue par la justice répressive et qui doit être antérieure au jugement civil, puisque la loi l'exige comme condition de réussite de ce dernier. De plus, les termes de la loi ne font-ils pas voir clairement que c'est préalablement à la demande en déclaration d'indignité que la dénonciation sur laquelle est fondée cette demande doit avoir été jugée calomnieuse ? Enfin, pourquoi le législateur aurait-il exigé une condamnation du coupable pour le premier cas d'indignité qu'il prévoit, et non pour le second ? il serait bien difficile de donner l'explication d'une pareille bizarrerie.

A l'appui du système que nous combattons, on invoque encore la nécessité de ne pas laisser impuni le calomniateur. Or, dit-on, il pourrait arriver facilement que le coupable ne soit pas puni si l'on exige une condamnation préalable. En effet, la dénonciation calomnieuse est un délit ; or, tout délit se prescrit par trois ans (art. 638, C. instr. crim.) ; de plus, les articles 350 et 359 du Code d'instruction criminelle décident que le calomnié doit agir, pour conserver son action, avant le prononcé du jugement, ou avant la fin de la session de la Cour d'assises, lorsque le calomnié connaissait le coupable. Si donc le *de cujus* n'a pas agi dans ces délais, son calomniateur sera à l'abri de toute déchéance. Il est par conséquent nécessaire d'admettre que la calomnie peut être constatée par le tribunal civil saisi de la demande en déclaration d'indignité.

Sans contester la valeur de cet argument, nous répon-

drons que nous ne voyons pas pourquoi on priverait celui qui a été accusé à faux et par méchanceté, de son droit de pardonner l'offense qui lui a été faite. Comment et pour quel motif le contraindrait-on à poursuivre son calomniateur ?

On peut se demander encore s'il faut nécessairement que le calomniateur ait subi une condamnation correctionnelle, ou si, au contraire, une simple condamnation au civil est suffisante pour motiver contre lui une demande en déclaration d'indignité. Il se peut en effet que le calomnié se contente de former une demande en dommages-intérêts pour réparer le préjudice que lui a causé la calomnie. Le tribunal civil ayant accordé satisfaction à la victime et prononcé contre le calomniateur une condamnation en dommages-intérêts, ce dernier pourra-t-il être plus tard déclaré indigne ? La réponse affirmative ne nous paraît pas douteuse, car la calomnie a été reconnue judiciairement et dès lors le but du législateur est atteint. Peu importe la condamnation du coupable, la loi ne demande qu'une chose, c'est qu'il n'y ait pas de doute possible sur l'existence de la calomnie : or une condamnation civile en dommages-intérêts fournit en ce sens une preuve aussi sûre qu'une condamnation correctionnelle prononcée contre le calomniateur.

Si le *de cujus*, victime de la dénonciation calomnieuse, est décédé avant que la calomnie ait été reconnue judiciairement, ses héritiers ou plutôt les personnes intéressées et capables de faire écarter le prétendu calom-

niateur, ont-ils le droit d'intenter l'action pour prouver le délit ? Quelques-uns soutiennent que l'action est de la catégorie de celles que les Romains appelaient « *vindic-tam spirantes* » et qu'en conséquence de son caractère absolument personnel, elle ne passe point aux héritiers. Cette solution est trop absolue ; il faut faire une distinction.

Il est certain que si le *de cujus* est mort après l'expiration du délai de trois ans par lequel se prescrivait son pouvoir d'agir ou après l'expiration des autres délais des articles 358 et 359 du Code d'instruction criminelle, ses héritiers ne pourront point intenter une action que lui-même n'a pas pu ou n'a pas voulu exercer : ils doivent respecter sa volonté et ne plus agir pour faire disparaître le pardon qu'il a accordé.

Mais, si le défunt est mort maître de son action, ses héritiers la trouvent dans sa succession et rien ne doit les empêcher de l'exercer. « Du reste, il s'agit bien moins, pour les héritiers du *de cujus*, d'obtenir la réparation du tort moral qui lui a été causé, que d'arriver à exclusion de sa succession le dénonciateur qui s'est rendu indigne de la recueillir ou d'y participer ; et comme pour faire valoir le droit qui leur appartient à cet égard, il est nécessaire que la dénonciation ait été au préalable jugée calomnieuse par un tribunal de répression, il faut bien leur reconnaître le droit de saisir le tribunal correctionnel du délit commis envers leur auteur (1). »

(1) Aubry et Rau, *Droit civil français*, t. VI, § 593.

§ 3. — L'héritier majeur n'a pas dénoncé le meurtre du défunt.

Le troisième paragraphe de l'article 727 du Code civil déclare indigne de succéder au *de cujus* « l'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'aura pas dénoncé à la justice ».

Cette cause d'indignité existait déjà à Rome et nous l'avons retrouvée dans notre ancien droit français. Toutefois, elle n'avait pas le même caractère.

En droit romain, c'était la négligence à venger le meurtre du défunt qui entraînait l'indignité.

Les législations barbares issues de l'influence romaine et particulièrement en ce qui nous concerne ici, inspirées des idées si puissantes de la solidarité dans les familles, privaient également de la succession celui qui n'avait pas vengé le meurtre du défunt.

Dans notre très ancien droit français la règle était la même. Plus tard, l'organisation du ministère public vint la transformer et ce ne fut plus la négligence à venger le défunt, mais la négligence à dénoncer le meurtre, qui devint la cause de la déchéance.

Par ce rapide résumé historique, nous voyons que les législateurs de tous les temps ont pensé qu'il n'était ni juste ni moral qu'un héritier pût profiter impunément, peut-être même se réjouir d'un crime occasionnant à son profit l'ouverture prématurée d'une succession. Un héritier aussi ingrat qui recule devant les ennuis que

lui suscitera la dénonciation du crime, pour se donner uniquement aux avantages qu'il en retire, paraît en effet indigne de succéder au défunt, parce qu'il a manqué en agissant ainsi à tous les devoirs que la nature lui commandait, « *quia officium pietatis omisit* », disaient les Romains.

Malgré ces raisons, il est encore difficile de trouver le fondement véritable de ce cas d'indignité dans notre Code civil. Le devoir de vengeance n'existe plus. Quant à l'obligation morale de l'héritier, il peut arriver que ses devoirs de piété familiale le conduiront au contraire à garder le silence sur la mort du défunt ; c'est ce qui se produira si celui-ci a été tué dans des circonstances telles que le fait de les évoquer pour démontrer le meurtre, aura pour conséquence de ternir à jamais sa mémoire. Dans ce cas, l'héritier ne fera-t-il pas mieux de ne rien dire puisque son silence seul sauvera l'honneur du défunt ? Dès lors, il est bien douteux que la loi ait été inspirée à son auteur par des considérations d'ordre moral, car ne voit-on pas dans quelle cruelle alternative un héritier peut se trouver si le défunt a été assassiné, et nous préférons croire que le législateur n'y a pas songé. Peut-être, a-t-il eu comme but d'engager les particuliers à aider la justice en la mettant par leurs déclarations sur la voie des coupables, et de sauvegarder ainsi plus sûrement l'ordre social.

Nous verrons d'ailleurs que la difficulté de trouver aujourd'hui un fondement à l'existence de cette cause

d'indignité, a conduit les législations récentes des autres Etats européens à la supprimer de leur Code.

Quoiqu'il en soit, notre loi la reconnaît et nous devons l'étudier.

Remarquons de suite que le législateur n'exige pas la dénonciation du meurtrier ; il veut simplement que l'acte criminel soit porté à la connaissance de la justice. C'est qu'en effet, grandes pourraient être pour l'héritier les difficultés de connaître le meurtrier. Le crime au contraire est le plus souvent facile à constater : les traces en sont là, visibles et palpables, et l'héritier n'aura aucun mal à le connaître. Il en est tout autrement de l'assassin qui aura sans doute pris la fuite. C'est pourquoi le Code demande seulement que l'héritier informe la justice du fait qui s'est passé, et celle-ci, grâce à ses moyens d'investigation, arrivera à la découverte du meurtrier. De plus, les auteurs du Code ont songé aussi sans doute, à la répugnance qu'éprouve tout homme à dénoncer son semblable, fût-il le plus vil. Enfin, l'héritier qui connaît le meurtre hésiterait souvent à dénoncer un individu sur lequel portent ses soupçons, car il sera retenu par la crainte de ne pas voir réussir ses poursuites, et de supporter ensuite le juste ressentiment d'un homme dénoncé à tort.

Cette cause d'indignité n'est pas toujours applicable : seul l'héritier majeur peut subir les conséquences de sa négligence. La loi n'a pas voulu imposer au mineur une obligation aussi grave ; il y aurait du reste, en pareil cas,

des questions de fait qui ne manqueraient pas de soulever de grosses difficultés dans la pratique, afin de savoir par exemple si le mineur a ou n'a pas commis de faute, sa négligence pouvant n'être que le résultat naturel de son inexpérience et de son absence de discernement.

Il faut appliquer la même exception à l'interdit. En effet, l'article 509 du Code civil déclare que le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité ou de démence, même si cet état présente des intervalles lucides, est assimilé au mineur quand l'interdiction a été prononcée contre lui. On doit donc en conclure, que l'interdit comme le mineur, n'est pas répréhensible lorsqu'il a négligé de dénoncer le meurtre du défunt alors même qu'il fût, au moment de sa négligence, dans un intervalle lucide, car son interdiction ne cesse pas de produire ses effets habituels et son assimilation au mineur n'est pas intermittente.

Les raisons qui ont décidé le législateur à déclarer indigne de succéder seulement le majeur négligent, nous conduisent encore à préserver de la déchéance l'individu qui, n'étant pas interdit, est cependant dans un état mental tel qu'une négligence de sa part ne peut lui être reprochée comme une faute, pourvu bien entendu que cette négligence ne se soit point produite dans un intervalle lucide, si ce faible d'esprit était majeur, car, dans ce cas, n'étant pas interdit, il ne saurait plus être assimilé au mineur.

Le troisième cas d'indignité de l'article 727 du Code

civil, ne saurait non plus s'appliquer à un individu placé dans un établissement d'aliénés.

Il faut que l'héritier soit majeur ; mais à quel moment doit-il remplir cette condition ? faut-il qu'il ait atteint sa majorité à l'époque de l'ouverture de la succession, ou suffit-il qu'il ait commis la négligence de ne pas dénoncer le meurtre après sa majorité ou la levée de son interdiction survenues postérieurement à la mort du défunt, mais à une époque où les poursuites n'avaient pas encore été commencées ?

La question a été controversée. On a voulu soutenir que l'article 727 n'exigeait la dénonciation du meurtre que de la part d'un héritier en état de capacité au moment même de l'ouverture de la succession, mais que s'il était mineur ou interdit à cette époque, il n'était nullement forcé, sous peine de déchéance de ses droits d'héritage, de sortir de son mutisme lorsqu'il serait devenu capable, à quelque époque qu'il ait eu connaissance du crime (1). En effet, dit-on, l'interprétation du Code doit ici être très stricte et l'article 727 ne doit pas être élargi. En matière de peine aussi grave que la déchéance pour indignité, il faut se limiter par les termes mêmes de la loi. L'article 727-3° ne doit donc s'appliquer qu'à l'héritier déjà majeur lors du décès du *de cujus*. Si, à ce moment, on ne pouvait lui reprocher son insouciance, il a été valablement saisi de la succession, par conséquent, aucun évé-

(1) Poujol, *Traité des successions*, sur l'article 727, n° 11.

nement postérieur ne peut lui faire retirer un bénéfice qu'il a irrévocablement acquis.

Cet argument ne nous semble pas probant. L'indignité n'empêche pas la saisine de se produire au profit de l'indigne, mais elle peut la détruire ou plutôt la rendre inutile. La négligence apportée par l'héritier à dénoncer le meurtre du défunt n'a pu empêcher la saisine de se produire à son profit, et si cette négligence ne peut être considérée comme coupable que postérieurement, ce qui arrive précisément si l'héritier garde le silence après l'arrivée de sa majorité, rien ne s'oppose à ce que l'indignité qui en résultera détruise les effets de cette saisine, en faisant enlever les biens à l'indigne.

Pour quelle raison enfin, dans le cas que nous étudions, l'héritier négligent ne serait-il pas puni ? Il est coupable, il doit subir les conséquences de sa faute ; l'article 727-3° ne suppose nullement que sa culpabilité doive exister au moment même du décès. Si l'on adoptait le système que nous repoussons, on arriverait à ce résultat regrettable qu'un héritier majeur au moment du décès mais qui n'aurait connu le crime que quelques jours après, ce qui sera souvent le cas, et qui aurait été saisi valablement puisqu'alors il était de bonne foi et par conséquent innocent, ne pourra pas être déclaré indigne, même s'il ne dénonçait pas le meurtre dont il a désormais connaissance. Ce serait un moyen de restreindre, dans une mesure qui toucherait de bien près sa suppression totale, l'application du troisième cas d'indignité prévu par l'ar-

tiel 727. Que d'héritiers majeurs auraient été de bonne foi lors de l'ouverture de la succession !

Enfin, on peut se demander en présence du silence de la loi, si, comme dans l'ancien droit, l'indignité ne frappe pas l'héritier majeur qui n'a pas dénoncé le meurtre du défunt, lorsque cet héritier est dans une situation pécuniaire des plus précaires. La réponse est facile et il ne faut pas admettre cette exception, car la loi n'ayant pas distingué ce n'est pas à l'interprète d'y suppléer ; d'autant plus qu'aujourd'hui, l'indigence de l'héritier ne doit plus entrer en considération, car ce n'est pas à lui qu'incombent les frais de la poursuite du coupable ; c'est le ministère public, par conséquent l'Etat qui supportera les déboursés occasionnés par la recherche et la condamnation du criminel.

C'est le meurtre du défunt que l'héritier est tenu de dénoncer ; il n'y a donc pas d'obligation pour lui de dénoncer sa mort violente survenue dans des circonstances telles qu'il n'y a point eu meurtre dans le sens exact du mot.

Ainsi par exemple, l'héritier n'encourra aucune déchéance pour ne pas avoir informé la justice d'un homicide par imprudence ayant entraîné la mort du défunt. De même, si le meurtrier se trouvait en état de légitime défense, l'héritier n'est pas tenu de dénoncer le fait, car, dans ces cas, il n'y a pas meurtre dans le sens voulu par l'article 727.

Toutefois, il serait certainement prudent pour l'héritier

de prévenir la justice en cas de mort violente et de la mettre au courant des circonstances dans lesquelles celle-ci s'est produite.

La loi n'a pas fixé de délai pour faire cette déclaration. Il est certain qu'elle peut être faite même avant que la mort ait accompli son œuvre, si le défunt a survécu quelques instants à ses blessures, car il est du devoir de l'héritier de mettre la justice le plus rapidement possible à même de trouver le meurtrier. Toutefois, on ne peut pas dire qu'il y a eu meurtre, et l'héritier n'est légalement tenu d'avertir la justice pour se mettre à l'abri de la déchéance que lorsque la victime est décédée. D'ailleurs jusqu'au décès il ne peut être question d'indignité, puisque la succession n'est pas ouverte. Mais après la mort du défunt, à quel moment le silence de l'héritier devient-il pour lui une cause d'indignité ? Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour décider qu'il y a là une question de fait, à résoudre d'après les circonstances. Lorsque l'héritier aura trop tardé à dénoncer le meurtre, de telle façon que son retard sera prouvé n'être que le résultat de son insouciance, le juge devra admettre son indignité ; il a commis une faute impardonnable, son défaut d'affection pour le défunt est flagrant, et on peut dire que son silence le rend en quelque sorte complice du meurtrier.

Cette règle que l'héritier majeur doit, sous peine de déchéance de ses droits héréditaires, dénoncer le meurtre du défunt, souffre cependant certaines exceptions.

L'article 728 du Code civil, en effet, est ainsi conçu : « Le défaut de dénonciation ne peut être opposé aux ascendants et descendants du meurtrier, ni à ses alliés au même degré, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères ou sœurs, ni à ses oncles et tantes, ni à ses neveux et nièces. »

Lorsque, pour éviter l'indignité qui le menace, l'héritier dénonce le meurtre à la justice, il met celle-ci sur la piste du meurtrier par cette sorte de dénonciation indirecte du coupable. La morale et les liens du sang s'opposent à ce que l'héritier dénonce ainsi indirectement le meurtrier lorsque celui-ci est son parent proche : l'honneur de la famille est en jeu. Du reste l'affection que la nature a sans doute fait naître entre eux placerait l'héritier dans une cruelle alternative : dénoncer le meurtre et par là même livrer le meurtrier son parent à la justice, ou bien sacrifier ses droits à la succession du défunt afin de ne pas méconnaître son affection. On peut dire, il est vrai, qu'en général l'accomplissement d'un pareil forfait rendra son auteur odieux à sa famille qui l'abandonnera.

Cette exception, toute équitable qu'elle soit, n'a pas et ne peut pas avoir facilement une portée bien grande, et il arrivera même que les faits seront contraires à l'intention du législateur. Supposons en effet, qu'à la mort du défunt, victime d'un assassinat, un héritier du second degré écarté par la présence de son unique héritier du premier degré, vienne demander la déchéance de ce dernier, sous prétexte qu'il n'a pas dénoncé à la justice le

meurtre du défunt. Cet héritier du premier degré ainsi attaqué sera contraint, pour faire échouer l'action dirigée contre lui, de prouver qu'il se trouve dans un des cas prévus par l'article 728, c'est-à-dire qu'il est parent du meurtrier au degré voulu par la loi. De telle sorte qu'il se trouvera dans la dure alternative de sauver son parent le meurtrier en se laissant déclarer indigne pour négligence, ou de prouver que le meurtrier est son parent, par conséquent de faire plus que ne le demande l'article 727-3°, de dénoncer le meurtrier lui-même.

Il sera donc rare, en pratique, que l'article 728 puisse trouver son application. Il faut supposer pour cela que la justice est déjà au courant du meurtre et que les poursuites sont commencées contre le meurtrier. Dans ces cas, en effet, l'héritier repoussera la demande formée contre lui, en prouvant qu'il est vis-à-vis du meurtrier déjà connu dans un des cas de parenté prévus par l'article 728.

Notre exception à la règle générale pourra encore s'exercer lorsque la dénonciation du meurtre ne pourra plus préjudicier à son auteur, ce qui arrivera notamment dans le cas où l'action publique est prescrite et dans celui où le meurtrier est déjà décédé.

Supposons maintenant que le meurtrier étant son parent au degré voulu par l'article 728, l'héritier n'a pas cru devoir dénoncer le meurtre du défunt dont il avait connaissance. De plus, pour sauver le meurtrier, il s'est laissé déclarer indigne. Plus tard, le coupable est découvert et il est prouvé que l'héritier déclaré indigne

était dans son droit en ne dénonçant pas le meurtre. Que faut-il décider relativement au maintien de l'indignité dont il a été frappé ? La réponse nécessite une distinction. Si, en effet, lorsque la découverte du meurtrier vient prouver que l'héritier était excusable en ne dénonçant pas le meurtre, le jugement est passé en force de chose jugée, l'indignité doit être maintenue car il n'y a plus moyen d'attaquer ce jugement ni par voie de recours ordinaire, ni par voie extraordinaire. Dans le cas contraire, la déclaration d'indignité pourra être annulée. Cependant, le jugement ayant acquis force de chose jugée, si l'indigne parvenait à démontrer que les héritiers du degré subséquent qui l'ont fait écarter de la succession, étaient de mauvaise foi dans leur poursuite, il pourrait faire rétracter la déchéance qui l'a frappé, en exerçant la requête civile. En effet, il se trouve dans le cas de l'article 480 du Code de procédure civile : il y a eu dol de la part des poursuivants, s'il est démontré qu'ils savaient alors que le silence de l'héritier était commandé par ses liens de parenté avec le meurtrier et par conséquent excusable aux termes de l'article 728.

La réponse est la même, avec des distinctions semblables, pour le cas où, après la découverte du meurtre, il est prouvé que le complice du meurtrier était le parent de l'indigne à un degré visé par notre article 728. Il n'y a en effet pas lieu de distinguer puisque le complice est assimilé au meurtrier en ce qui concerne la peine encourue. Les mêmes raisons militent donc en faveur de celui

qui s'est laissé déclarer indigne pour n'avoir pas voulu dénoncer le meurtre et faire ainsi encourir à son parent, complice de l'auteur principal, une peine égale à celle prononcée contre ce dernier.

L'indignité ne doit pas frapper davantage celui qui a gardé le silence sur le meurtre du défunt parce qu'il croyait que le meurtrier était son parent. Ici encore, la déchéance ne doit pas être prononcée, car, nous le supposons, l'héritier était de bonne foi, et c'est pour mettre fin à la cruelle alternative où il se trouvait qu'il a préféré garder le silence afin de ne pas compromettre un de ses proches. Si donc l'indignité avait été prononcée contre lui, elle ne doit pas être maintenue lorsque sa bonne foi aura été prouvée.

Après avoir décidé que le défaut de dénonciation du meurtre ne peut être opposé aux ascendants et descendants du meurtrier, cet article 728 ajoute : « ni à ses alliés au même degré. » Ces mots qui paraissent bien, par leur place, ne se rapporter qu'aux ascendants et descendants, ne doivent-ils pas cependant être compris comme s'appliquant aussi aux autres personnes dont parle ensuite notre article ? La doctrine est unanime à reconnaître qu'ils doivent aussi s'entendre des autres degrés de parenté dont parle la fin du texte ; ces mots doivent être interprétés comme s'ils étaient à la fin de l'article. C'est ce qui résulte, à n'en pas douter, des termes mêmes employés par la loi. En effet « si on n'avait voulu appliquer cette disposition qu'aux alliés du meurtrier dans les lignes

ascendante et descendante, il eût fallu dire « ni aux alliés dans les mêmes lignes » et cependant on a dit « ni aux alliés au même degré » quoiqu'on n'eût désigné jusqu'alors aucun degré, et qu'au contraire, on eût désigné en masse et sans distinction de degré tous les ascendants et tous les descendants (1) ».

De plus, l'historique de la rédaction confirme encore cette façon de penser.

Dans la séance du 25 frimaire an XI (16 décembre 1802), le Conseil d'Etat avait rédigé l'article en disant : « ni aux alliés du meurtrier en ligne directe ». Le 23 ventôse an XI (14 mars 1803) la section du Tribunal, à qui avait été communiqué l'article ainsi rédigé par le Conseil d'Etat, fit observer qu'il n'y avait pas de raison pour ne pas mettre sur un pied de parfaite égalité les alliés et les parents au même degré, ce qui a lieu dans toutes les lois relatives à la parenté. L'alliance n'identifie-t-elle pas en effet avec les membres de la famille ceux qui en bénéficient ? Aussi, pour ces raisons, la section du Tribunal décida-t-elle de remplacer les mots « ni aux alliés en ligne directe » par ceux-ci placés à la fin de la disposition « ni à ses alliés au même degré », ce qui comprenait les alliés aux degrés égaux à ceux prévus par l'article non seulement en ligne directe, mais aussi en ligne collatérale. Cette correction fut adoptée par la Section de législation du Conseil d'Etat ; c'est ensuite par inadvertance qu'on écrivit ces

(1) Chabot, *Commentaires sur les successions*, t. I, p. 129.

mots à la place de ceux qui avaient été supprimés et non à la fin de l'article comme il en avait été décidé en dernier lieu.

On doit donc entendre l'article 728 comme s'il était rédigé de la manière suivante : « Le défaut de dénonciation ne peut être opposé aux ascendants et descendants du meurtrier, ni à ses alliés en ligne directe, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères ou sœurs, ni à ses oncles et tantes, ni à ses neveux et nièces, ni à ses alliés aux mêmes degrés (1). »

Remarquons, en terminant, que si l'héritier n'a pas dénoncé le meurtre lorsque son parent était seulement complice et non le meurtrier, il y aura lieu de lui appliquer l'exception de l'article 728 : les raisons ici sont les mêmes, et il n'y a pas lieu de distinguer ; sa négligence volontaire ne pourra pas lui être reprochée et il jouira de l'immunité à laquelle lui donne droit son lien de parenté :

Les trois causes d'indignité, que prévoit et sanctionne notre Code civil, s'appliquent aussi bien aux successeurs irréguliers qu'aux héritiers légitimes. La loi ne fait aucune distinction et il n'y a pas de motif pour suppléer au silence gardé par le législateur. Le mot héritier est pris ici dans son sens le plus large. Du reste, cela résulte encore de la place qu'occupent au Code les articles relatifs à l'indignité.

(1) Chabot, *Commentaires sur les successions*, t. I, p. 129.

Toutefois, de ce caractère de généralité que nous venons de leur reconnaître, il faut se garder de tirer la conséquence que les articles 727 à 730 du Code civil sont applicables aux légataires et donataires. La loi a eu soin de prévoir pour ces héritiers testamentaires, plusieurs cas, limitativement déterminés dans lesquels certaines fautes graves entraîneraient contre eux la privation des biens que le défunt leur avait destinés. Mais les articles 955 et 1046 du Code civil qui visent ces cas, n'établissent pas des règles identiquement semblables à celles que nous venons d'étudier relativement à l'indignité qui peut frapper l'héritier du sang.

CHAPITRE III

DE LA DÉCLARATION D'INDIGNITÉ.

Ce chapitre nous amène à l'étude de deux questions bien distinctes l'une de l'autre, quoiqu'en apparence, elles semblent n'en former qu'une seule. L'indignité doit-elle être déclarée en justice ? Telle est la première, la plus simple à résoudre. La seconde, dont la solution donne lieu à de graves controverses est la suivante : l'indignité a-t-elle lieu de plein droit, résulte-t-elle de la loi elle-même, lorsque les conditions exigées par celle-ci sont remplies, ou, au contraire, ne prend-elle naissance que par la sentence judiciaire qui la prononce ?

§ 1. — L'indignité doit-elle être prononcée par le juge ?

Cela n'est pas douteux ; un jugement est nécessaire pour déclarer indigne de recueillir une succession ouverte à son profit, l'individu qui s'est rendu coupable de l'un des faits reconnus par le Code comme suffisamment graves pour lui faire encourir la déchéance de ses droits héréditaires. La nécessité de cette déclaration judiciaire de l'indignité résulte de la tradition historique et de la nature même de la déchéance qui frappe l'indigne.

N'avons-nous pas vu en effet, qu'à Rome, l'indigne

ne cessait pas d'avoir la qualité d'héritier, mais que le bénéfice de la succession lui était enlevé par le fisc ? Nous nous sommes même appuyés sur le sens technique de l'expression employée par les jurisconsultes romains pour montrer la différence qui existait entre les biens dont étaient privés les incapables et que l'on désignait par le terme « *caduca* », et ceux dont ne pouvaient profiter les indignes et qu'on nommait « *ereptoria* ». De plus, le verbe « *auferre* » toujours employé dans les textes que nous avons cités, indique très clairement l'action d'enlever à quelqu'un ce qui était déjà en sa possession.

Dans notre ancien droit, qui avait du reste adopté sur beaucoup de points le système romain, nous avons vu également que l'indignité devait toujours être prononcée en justice, puisque les coutumes n'avaient pas pris soin d'énumérer d'une façon précise et limitative les cas dans lesquels un héritier se rendait indigne de recueillir une succession. Il fallait bien, par conséquent, que les juges apprécient la gravité de la faute commise, pour déclarer ou non l'indignité du coupable.

De ce très rapide résumé historique, ne doit-on pas conclure qu'aujourd'hui encore, l'indignité doit être prononcée en justice puisque les auteurs du Code civil en restant muets sur la question, n'ont aucunement pensé à innover, mais au contraire ont voulu conserver les règles anciennes ?

D'ailleurs, les termes mêmes dont se sert l'article 727 du Code civil sont en harmonie parfaite avec ce système :

« sont indignes de succéder, et comme tels *exclus* des successions... » Ce mot exclusion indique l'idée d'une expulsion et par conséquent d'une peine résultant d'une faute et frappant le coupable. Dès lors, un jugement est nécessaire parce qu'une peine ne peut être prononcée que par la justice.

Enfin, disons de suite, sans approfondir cette idée sur laquelle nous reviendrons, que l'indignité, à la différence de l'incapacité, est toute relative et ne frappe l'indigne que vis-à-vis d'une succession déterminée ; que, dès lors, elle ne peut pas opérer par elle-même comme l'incapacité qui implique l'absence absolue des qualités requises par la loi pour recueillir une succession quelconque.

Nous tirerons encore un dernier argument de l'article 727 du Code civil. Dans le troisième cas visé par cet article, la nécessité d'un jugement prononçant la déchéance de l'héritier qui a gardé le silence sur le meurtre du défunt est de toute évidence. Les partisans de la doctrine qui considère l'indignité comme ayant lieu de plein droit le reconnaissent eux-mêmes. Il faut, en effet, que le juge sache si l'héritier connaissait ou non le meurtre du *de cujus*, c'est-à-dire si son silence est coupable. Or, si une déclaration judiciaire est certainement nécessaire dans un des cas d'indignité, on ne voit pas pourquoi ni comment le législateur aurait voulu adopter une règle contraire pour les deux cas qu'il venait de prévoir précédemment.

L'indignité doit donc être prononcée en justice. Cette

règle reste applicable, pensons-nous, même si l'on admet que l'indignité a lieu de plein droit. Comment, en effet, s'il n'en était pas ainsi, pourrait-on faire profiter de l'indignité d'un héritier celui que la loi appelle à son défaut ? Il y aurait là une source bien abondante de difficultés pratiques, car on ne peut pas compter sur la bonne volonté de l'indigne ; il est bien certain qu'il ne se reconnaîtrait pas tel volontairement, si le juge n'avait pas prononcé sa déchéance. Comment encore celui qui doit profiter de l'exclusion du coupable pourrait-il sans difficulté, se mettre en possession des biens que l'indigne détient peut-être déjà ? Une solution amiable entre eux deux n'est pas à espérer. En vérité, si pareille théorie eût été celle désirée par le législateur, nous croyons qu'on eût pu lui reprocher une bien grande imprévoyance !

§ 2. — L'indignité a-t-elle lieu de plein droit ?

Etant admis que l'indignité doit être prononcée par le juge, quel sera l'objet du jugement ? constatera-t-il seulement l'indignité de l'héritier née de la loi elle-même ; ou bien, au contraire, est-ce lui qui créera la déchéance du coupable, de telle sorte que, jusqu'au prononcé de ce jugement, il n'y aura pas encore d'indignité ? En un mot, l'indignité est-elle légale, ou est-elle judiciaire ?

L'importance de cette question ne saurait être contestée. En effet, si l'indignité a lieu de plein droit, le coupable n'a jamais pu être héritier, et l'indignité dont il est frappé pourra être opposée par quiconque y aura intérêt.

Si au contraire, ce n'est pas la loi qui la crée, le coupable restera héritier jusqu'au jour du jugement qui le déclarera indigne et lui enlèvera alors le bénéfice de la succession. Nous reconnaissons qu'en définitive le résultat sera sans doute le même pour l'indigne, mais il n'en est pas moins vrai que sa qualité provisoire d'héritier pourra avoir des conséquences qui ne se produiront pas si l'indignité est légale, car dans ce dernier cas, il n'aura jamais eu aucun droit sur les biens héréditaires.

Pour soutenir que l'indignité a lieu de plein droit, on raisonne de la façon suivante :

Il n'y a pas lieu de faire de différences entre l'incapacité et l'indignité. Toutes les deux paraissent avoir été traitées de la même manière par le législateur, l'indignité n'est qu'une cause d'incapacité. D'ailleurs, la rédaction même de la loi montre que le législateur en restant muet sur la question a voulu appliquer à l'indignité et à l'incapacité des règles identiques, sur tous les points qu'il n'a pas visés particulièrement. L'indignité et l'incapacité sont en effet traitées sous la même rubrique : « des qualités requises pour succéder ». Les termes de la loi ne les assimilent-ils pas encore davantage ? : « sont incapables de succéder »...dit l'article 725, « sont indignes de succéder »...commence l'article 727. Le législateur eût-il donc employé des expressions semblables, si dans sa pensée l'indignité et l'incapacité n'eussent pas dû se produire de la même façon, c'est-à-dire : de plein droit ? D'ailleurs, les principes conduisaient le législateur à ce sys-

tème, car toutes les déchéances opèrent de plein droit, par le seul pouvoir de la loi qui les édicte.

Le troisième cas de l'article 727 dans lequel la loi déclare indigne de succéder celui qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas fait connaître, ne peut pas donner lieu à une objection sérieuse. En effet, la nécessité d'un jugement pour savoir si l'héritier a connu ou non le meurtre, ne peut changer en rien la nature de la déchéance qu'il a pu encourir. La loi frappe d'indignité celui qui a manqué envers le *de cuius* aux devoirs que les liens du sang lui imposaient. Or, ce n'est pas seulement du jour où il a été jugé avoir connu le crime qu'il est coupable, sa haine ou au moins son indifférence pour le défunt existait déjà et son silence n'a été que la manifestation postérieure des sentiments qui l'animaient à son égard ; il était donc déjà indigne de lui succéder.

Enfin, toutes les fois que la jurisprudence eut à se prononcer sur ces questions d'indignité, elle admit que l'indignité a lieu de plein droit. C'est ce que dit un arrêt de la Cour de Bordeaux du 1^{er} décembre 1853. De même, un arrêt rendu par la Cour de Poitiers le 25 juin 1856 décide que l'indignité dont est frappé l'héritier qui a été condamné pour avoir donné la mort au défunt, résulte de la condamnation elle-même, sans avoir besoin d'être déclarée par un jugement du tribunal civil, et que cette indignité remonte au jour de l'ouverture de la succession. L'exclusion se produit *ipso facto*, dit cet arrêt. La jurisprudence est donc formelle.

Malgré ces arguments, nous pensons que l'indignité n'a pas lieu de plein droit et que le coupable n'est pas exclu *ipso facto*, par le fait même de son crime, de la succession du défunt ; mais qu'au contraire, son exclusion ne peut avoir lieu que lorsque son indignité a été prononcée par le tribunal civil.

D'abord, et nous aurons bientôt l'occasion de revenir sur cette question, nous ferons remarquer que l'argument invoqué par les partisans du système que nous repoussons, et tiré des arrêts précités, n'a pas la valeur qu'on lui attribue, car ces deux arrêts ont été rendus pour le même cas d'indignité, qui était celui du meurtre du défunt par son héritier. Or, nous pensons qu'il eût été impossible à la Cour de Bordeaux aussi bien qu'à celle de Poitiers de raisonner de la même façon, si elles s'étaient trouvé appelées à statuer dans le troisième cas de l'article 727 où une déclaration judiciaire est nécessaire pour constater que l'héritier a gardé un silence coupable sur le meurtre du défunt. On ne doit pas tirer de solutions spéciales à un cas particulier, une conclusion servant de base à une règle générale.

De plus, rien, nous l'avons déjà dit souvent, n'autorise à penser que le législateur du Code civil ait voulu innover en notre matière. Or, la tradition historique a toujours été invariable pour exiger un jugement prononçant la déchéance de l'héritier coupable. « L'indignité n'a pas lieu de plein droit, elle doit être prononcée ; c'est pourquoi, par le droit romain, l'indigne acquérait l'hé-

rédité, mais le fisc l'en dépouillait lorsqu'il avait été déclaré indigne. Parmi nous, ce n'est point le fisc qui profite de l'indignité de l'héritier, mais ce sont les autres parents en degré de succéder avec lui (1). » Dans son *Traité des successions*, Lebrun enseigne la même doctrine.

On nous objectera peut-être, que le système que nous soutenons se comprenait fort bien sous un régime où les cas d'indignité n'étant pas énumérés par la loi mais laissés à la discrétion du juge, un jugement était nécessaire pour décider si l'héritier avait commis une faute suffisante pour le rendre indigne de succéder, mais qu'aujourd'hui, la nécessité de ce jugement ne se fait plus sentir, puisque la loi a eu soin d'énumérer les cas dans lesquels l'indignité est encourue.

Nous répondrons que, même aujourd'hui, un jugement nous paraît nécessaire parce que la nature même de cette déchéance n'a pas changé. L'indignité n'est pas comme l'incapacité, l'inaptitude générale à être héritier ; il ne suffit pas que la loi dise : dans telles et telles circonstances, l'héritier sera indigne de succéder ; l'intervention du juge est encore nécessaire pour constater la réunion de ces circonstances et l'existence de la faute. Tant que cette constatation judiciaire et la déclaration d'indignité qui devra en résulter ne sont pas faites, l'héritier n'est pas indigne, puisque sa culpabilité n'est pas établie et il

(1) Pothier, *Traité des successions*, chap. I, sect. II, art. IV, § 2.

restera valablement saisi de la succession. Si le législateur a pris soin d'énumérer les cas dans lesquels l'indignité sera encourue, c'est pour faciliter la tâche du juge, pour ne pas lui laisser non plus un pouvoir discrétionnaire qui peut être dangereux et pour donner à la loi une précision dont l'absence était un des plus grands défauts de nos anciennes coutumes. Mais ces modifications n'ont point changé la nature de l'indignité. Celle-ci reste ce qu'elle a toujours été : une peine.

La privation des biens de la succession dont est frappé le coupable a bien le caractère d'une peine : c'est le châtiment que sa faute lui a mérité. L'article 727 du Code civil décide que l'héritier qui se sera rendu coupable d'un des faits qu'il prévoit, sera indigne de succéder au défunt, c'est-à-dire sera frappé d'une peine qui consiste à être déchu de ses droits de succession. Or, quand la loi attache une peine à l'accomplissement d'un acte qu'elle prohibe, cette peine n'en frappe point l'auteur sans qu'un jugement de condamnation intervienne contre lui. C'est précisément ce qui a lieu en matière d'indignité : la loi édicte une peine contre celui qui commettra certains faits qu'elle prévoit limitativement, pourquoi donc devrait-on dans ce cas, décidant, contrairement aux principes généraux, que cette peine n'a pas besoin d'être prononcée, puisque le législateur ne l'a point expressément ordonné ?

C'est encore une erreur, à notre avis, d'assimiler l'indignité à l'incapacité. Cette dernière est absolue, l'indi-

gnité au contraire est toute relative. Pour employer des expressions romaines qui font comprendre très facilement la différence qui existe entre ces deux sortes de déchéances, on peut dire que l'incapacité est « *in rem generaliter* », tandis que l'indignité est « *in personam* » ; c'est en effet uniquement par rapport à celui dont la succession est ouverte et envers lequel l'héritier a commis une faute, que celui-ci est indigne, car, par rapport à toute autre succession, il n'a encouru aucune déchéance en raison de sa faute. Et même, contrairement à ce que soutiennent nos adversaires, nous croyons que le législateur a pris soin de traiter séparément les incapables et les indignes : c'est donc qu'il ne les assimile point. Les expressions qu'il emploie sont très différentes selon le cas : il déclare les indignes exclus de la succession, tandis que nulle part il n'use de cette formule pour les incapables. Or, ce terme ne suppose-t-il pas précisément beaucoup plus l'idée d'expulsion que celle d'obstacle à l'entrée (1) ? L'indigne ne pourra profiter de la succession du jour où son indignité aura été prononcée judiciairement. Cujas disait encore en ce sens : « *indignus polest capere, non retinere* ».

Enfin l'existence du droit acquis à l'héritier et qui ne pourra disparaître que par suite d'un jugement, ne ressort-elle pas encore sûrement de l'article 729 du Code civil, qui édicte les règles d'après lesquelles l'indigne

(1) Demante, III, n° 34 bis.

devra se dessaisir de ce qu'il a ? Cet acte de se dessaisir suppose certainement qu'il a été saisi : c'est donc qu'il a eu un droit né à l'ouverture de la succession et qu'il n'a pas été déchu *ipso facto*, par le fait même qu'il se trouve dans un des cas où la loi le frappe d'indignité.

Les termes du Code ne sont donc point un argument en faveur du système que nous combattons ; bien plus, ils se retournent contre lui. Et, en effet, l'article 727 déclare que l'indignité sera encourue dans trois cas ; la rubrique du chapitre II « des qualités requises pour succéder » doit donc s'appliquer aux deux derniers cas de l'article 727 aussi bien qu'au premier. Or, de l'avis même de nos adversaires, l'indignité ne peut être encourue de plein droit dans le cas où l'héritier majeur instruit du meurtre du défunt ne l'a pas dénoncé à la justice, car il faut nécessairement l'intervention du juge, pour constater si oui ou non l'héritier est coupable d'avoir gardé le silence. On pourrait en dire de même pour le second cas prévu par l'article 727, où le juge doit avoir déclaré que l'accusation capitale était calomnieuse. Dès lors, le législateur ne faisant aucune distinction, nous ne voyons pas pourquoi les termes de l'article 727 ne faisant pas preuve pour les deux derniers cas prévus, prouveraient pour le premier que l'indignité a lieu de plein droit. La loi a donné une seule et unique règle ; puisqu'elle ne distingue pas, les trois cas prévus doivent être régis de la même manière. Il n'y a du reste aucune raison pour décider que l'indignité doit opérer d'une façon différente selon la faute qui l'a fait encourir.

Enfin, un jugement du tribunal de Marmande du 15 juin 1879, montre que la jurisprudence a changé, et n'est pas si formelle qu'on veut bien le dire. Ce jugement déclare nettement que l'indignité n'a pas lieu de plein droit, et s'appuie, pour en décider ainsi, sur des considérants que nous citerons, car ils sont le résumé de toute notre argumentation : « Attendu, dit le tribunal, que si l'on peut dire avec de nombreux auteurs et certains monuments judiciaires, qu'il était inutile de faire déclarer par la juridiction civile ce qui a été déjà décidé au criminel, il n'en faut pas moins reconnaître que cette maxime, exacte en théorie, ne saurait être transportée dans la pratique sans faire violence aux dispositions de l'article 727 du Code civil ;

« Qu'en effet, cet article prévoit limitativement et impérativement trois causes d'indignité et, par suite, d'exclusion de la succession, dont une tout au moins, la troisième, ne peut être établie qu'à la suite de l'examen et de la décision des tribunaux civils ;

« Qu'en outre, ledit article se sert de la même formule exprimée dans des termes identiques pour préciser ces trois causes d'indignité ;

« Que par suite, on ne peut admettre que le législateur ait entendu émettre des systèmes différents sur la manière dont l'exclusion doit être prononcée, alors qu'il comprend tous les cas d'exclusion sous une seule et même formule ;

« Attendu d'ailleurs, qu'il n'est pas loisible au juge de distinguer là où la loi ne distingue pas ;

« Attendu au surplus, que sans parler des diverses dispositions de la législation romaine qui paraissent favorables à cette solution, tels étaient les principes de l'ancienne jurisprudence attestée par Furgole, Lebrun et Pothier ; que rien ne prouve que le législateur de 1804 ait songé à s'en écarter,.... etc.

Nous restons donc partisan de l'opinion, du reste admise également par la majorité des auteurs, selon laquelle l'indignité n'a pas lieu de plein droit, et ne résulte pas *ipso facto* de la condamnation prononcée contre le coupable par le juge de la juridiction répressive.

§ 3.— Qui peut intenter l'action en déclaration d'indignité ?

Cette action, comme toute autre, peut être mise en mouvement par quiconque a un intérêt né et actuel à la voir réussir. En effet, la loi n'ayant pas désigné les personnes qui pourront faire déclarer indigne un héritier coupable, le droit commun doit s'appliquer. Il faut donc rechercher qui a intérêt à ce que l'indigne ne vienne pas à la succession.

Ce sont d'abord les cohéritiers de l'indigne, c'est-à-dire ceux aux droits de qui ce dernier causerait préjudice par sa présence.

A défaut de cohéritiers, l'action en déclaration d'indignité appartiendra aux héritiers du degré subséquent qui ont intérêt à faire écarter l'indigne pour monter à sa place.

Il n'y a pas lieu de distinguer entre les héritiers légit-

mes et les successeurs irréguliers, ces derniers ayant également intérêt à voir disparaître l'indigne des rangs des ayants droit aux biens du défunt.

L'Etat lui-même pourra provoquer une demande en déclaration d'indignité dans le cas où, à défaut de l'indigne, c'est lui qui doit recueillir la succession.

Parmi les intéressés à faire écarter le coupable, il faut encore citer les personnes auxquelles le défunt a fait une donation ou un legs dépassant la quotité disponible, dans le cas où ces dispositions se trouveraient réductibles en raison de la présence du coupable qui est l'héritier réservataire. L'intérêt est incontestable pour ces donataires ou légataires puisqu'en obtenant la déclaration d'indignité contre l'héritier réservataire, ils éviteront la réduction. Cet intérêt existe aussi dans le cas où les donataires et légataires ne sont point seuls en concours avec l'indigne : il peut arriver, en effet, que l'indignité ait pour résultat de faire venir à la succession un héritier dont les droits à la réserve sont moins forts que ceux de l'indigne ; de telle sorte que la réduction sera moindre également pour les donataires ou légataires du *de cujus*.

Le droit d'intenter l'action en déclaration d'indignité est héréditairement transmissible, cela ne fait aucun doute. Il est certain que les héritiers ou successeurs universels de ceux à qui appartenait l'action en déclaration d'indignité, peuvent exercer cette action lorsqu'ils la trouvent dans la succession de leur auteur décédé dans le délai utile pour l'intenter.

Les créanciers des personnes intéressées peuvent-ils agir ? Pourront-ils exercer l'action de leurs débiteurs conformément à l'article 1166 du Code civil ? La question revient à se demander si l'action en déclaration d'indignité est une action exclusivement attachée à la personne ?

Nous pensons que l'article 1166 du Code civil doit s'appliquer ici. En effet, l'action par laquelle les héritiers, légataires et donataires veulent faire écarter l'indigne de la succession, a un caractère pécuniaire incontestable. Il est évident néanmoins qu'un intérêt de morale et d'ordre public s'y rattache également, mais le côté pécuniaire domine, car le but principal que se propose celui qui intente l'action, est d'arriver à la place de l'héritier qu'il veut faire déclarer indigne et dont la présence le gêne.

Toutefois la question est controversée, et les partisans de la doctrine contraire invoquent, pour refuser aux créanciers des intéressés le droit que nous leur reconnaissons, la nécessité d'empêcher le trouble que ne manqueraient pas de faire naître dans la famille, des débats scandaleux. Il ne faut pas, disent-ils, que des étrangers puissent s'immiscer ainsi dans la famille, et susciter un procès contre la volonté des héritiers ou légataires qui se taisent par respect pour la mémoire du défunt (1).

On peut répondre que si l'intérêt privé de la famille

(1) Chabot, art. 727, *Successions*, n° 21 ; Marcadé, t. III, n° 78 ; Duranton, t. IV, p. 120.

conduit à cette solution, l'intérêt public qui est aussi en jeu doit mener à la solution contraire. La morale elle-même ne demande-t-elle pas que l'héritier indigne ne profite pas de la succession d'un homme envers lequel il a méconnu les devoirs les plus sacrés que lui imposaient les liens du sang ? doit-elle permettre de la part de ses co-héritiers une telle indulgence, qui nous semblerait coupable ?

Et de plus, si, comme tout le monde l'admet, les légataires et donataires peuvent intenter l'action en déclaration d'indignité, n'est-ce pas pour cette raison que des personnes étrangères à la famille peuvent le faire ? c'est donc qu'à côté du caractère moral de cette action, il faut reconnaître que l'intérêt pécuniaire existe et même est le plus fort, car ce n'est évidemment qu'à ce titre que les donataires et légataires peuvent agir.

Mais si le cohéritier a renoncé à faire déclarer indigne son cohéritier coupable, ses propres créanciers ou les héritiers du degré subséquent pourront-ils agir à sa place ?

Les héritiers du degré subséquent ne pourront évidemment pas exercer l'action à sa place, car sa présence leur enlève tout intérêt ; or, l'intérêt est la mesure des actions. De plus, l'action en indignité existe dans l'intérêt privé de celui qui peut l'exercer ; et chacun est libre de renoncer à son intérêt personnel. Or, qu'arriverait-il, si l'action en indignité était exercée par un héritier d'un ordre subséquent ? L'action, mise en exercice par lui, ne pourrait

évidemment profiter qu'à l'héritier de l'ordre précédent, c'est-à-dire précisément à celui qui y avait renoncé dans l'intérêt de l'indigne.

Nous devons toutefois signaler ici l'opinion contraire soutenue par des auteurs considérables. Demolombe (1) dit qu'on ne peut pas déroger par des conventions particulières aux lois qui régissent les bonnes mœurs et l'ordre public, et qu'ici, tel est le caractère de la loi qui désigne certaines causes d'indignité de succéder ; qu'on ne peut pas voir dans la renonciation de l'héritier, un pardon accordé au coupable, car ce pardon serait une sorte de protestation soit contre la loi, soit contre la sentence des juges.

La grande majorité des auteurs est toutefois fixée dans le sens contraire, et refuse à l'héritier du degré subséquent le droit d'intenter l'action en déclaration d'indignité, à laquelle avait renoncé l'héritier appelé à en profiter.

Quant à ses créanciers, on doit décider qu'ils pourront intenter l'action à laquelle il a renoncé, car leur intérêt n'est pas contestable. Ils devront donc faire d'abord annuler la renonciation comme faite en fraude de leurs droits : l'action Paulienne de l'article 1167 du Code civil reçoit ici son application.

Il ne faudrait pas dire en effet avec certain auteur (2), qu'ici, le renonçant n'a pas diminué son patrimoine, mais

(1) Tome 13, n° 285 *bis*.

(2) Duranton, tome 6, n° 120.

a seulement négligé de l'augmenter. Cette distinction qui servait de base à la théorie romaine de l'action paulienne, ne saurait trouver place dans notre droit actuel, où l'on doit considérer comme faisant partie du gage des créanciers toute action existant dans le patrimoine de leur débiteur, et qui n'est pas exclusivement attachée à sa personne.

L'action en déclaration d'indignité est-elle divisible ?

Qu'arrive-t-il si l'héritier, qui a renoncé ou est décédé dans le délai utile, de telle sorte que son action se trouve dans son patrimoine, laisse plusieurs cocréanciers ou plusieurs cohéritiers ?

La question se présente aussi et plus pratiquement lorsque le *de cuius* est mort en laissant, outre l'indigne, plusieurs héritiers ou légataires ? Comment se répartiront les droits de chacun ?

Il est certain que l'action pouvant être intentée par tous ceux qui y ont intérêt, peut appartenir à plusieurs personnes, et que dès lors celles-ci peuvent l'exercer en même temps, chacune dans la mesure de son intérêt. Le tribunal prononcera l'indignité contre l'héritier saisi, et attribuera au demandeur, suivant ses conclusions, la part des biens qu'il réclame. Quant au surplus il restera à l'héritier saisi qui, à l'égard des autres cohéritiers restés inactifs, conserve tous ses droits à la succession. Par rapport à ceux-ci il n'est pas indigne, et il profitera de leur inaction jusqu'à concurrence des droits qu'ils ont négligé de faire valoir.

Mais qu'arrivera-t-il maintenant, si le demandeur dépose des conclusions tendant à lui faire attribuer la totalité des biens de la succession ?

La Cour de cassation, suivie d'ailleurs par la doctrine, a décidé, par un arrêt en date du 14 décembre 1813 (1), que l'action en indignité était essentiellement divisible, et que l'indigne devait profiter du silence de ceux qui n'ont point intenté l'action. Il doit donc conserver les biens dont il est saisi, et ne rendre que la part héréditaire de celui qui l'attaque et l'a fait déclarer indigne ; Attendu « que si l'indignité est une peine, elle ne l'est réellement que dans l'intérêt des parties intéressées, d'où il suit que les effets purement civils de cette peine appartiennent à chacun des cohéritiers qui les réclament, et se distribuent entre les cohéritiers à proportion du droit que chacun peut avoir à la succession ; et que si l'indignité est en elle-même une chose indivisible, elle ne peut l'être dans ses effets et dans l'exécution, lorsqu'elle a pour objet le partage d'une succession évidemment divisible de sa nature ».

Il faut donc dire que l'ancienne règle : « *res inter alios judicata aliis neque nocere neque prodesse potest* » est applicable en matière d'indignité : le jugement rendu sur la demande d'un seul des héritiers n'a point autorité de chose jugée vis-à-vis des autres.

(1) Sirey, 1814, 1, p. 66.

§ 4. — Contre qui peut-on intenter l'action en indignité ?

L'action en indignité peut-elle être intentée pour la première fois contre les héritiers de l'indigne ? La question est controversée. Un premier système soutient que l'exclusion pour cause d'indignité est une peine et que ce caractère de peine entraîne celui de la personnalité. Que par conséquent, l'exclusion pour cause d'indignité ne peut être prononcée que contre le coupable lui même, et que ses héritiers ne doivent pas subir les conséquences de sa faute. En d'autres termes, la mort de l'indigne met fin à la possibilité d'exercer l'action en déclaration d'indignité. L'article 2, § 1, du Code d'instruction criminelle est applicable : « L'action publique, pour l'application de la peine, s'éteint par la mort du prévenu. »

D'ailleurs, ce principe de la personnalité des peines a été mis en vigueur par le Code civil dans un cas tout à fait analogue au nôtre : l'article 957 décide, en effet, que « la révocation (pour cause d'ingratitude du donataire) ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire ».

L'analogie est certaine, dit-on, et si l'héritier du donataire ingrat ne doit pas souffrir de l'ingratitude de son auteur, il doit en être de même pour l'héritier de l'indigne.

Répondons de suite que l'analogie que l'on veut voir entre l'indignité et la révocation des donations pour ingratitude, n'est pas si flagrante qu'on le dit. En effet, les

règles édictées par la loi ne sont pas les mêmes dans les deux cas ; par exemple, le donataire ingrat ne doit rendre les fruits que du jour de la demande (art. 958), l'héritier indigne au contraire doit les rendre du jour de l'ouverture de la succession (art. 729). De plus, comme nous le dirons bientôt, l'action en indignité peut être intentée pendant 30 ans à partir du jour de l'ouverture de la succession, tandis que la demande en révocation pour cause d'ingratitude doit être formée dans l'année qui a suivi le délit (art. 957). Nous pourrions encore citer d'autres différences capitales qui prouvent que le législateur n'a pas voulu assimiler ces deux déchéances. On ne saurait donc attacher de l'importance à cet argument d'analogie qu'invoquent les partisans de la doctrine que nous combattons.

Quant à l'argument tiré du caractère de peine que présente l'exclusion pour cause d'indignité, nous le repoussons également. Sans doute, c'est une peine qui frappe l'indigne, peine consistant en la privation des droits de succession ; mais ce n'est pas une peine dans le sens de l'article 2 du Code d'instruction criminelle. C'est une peine qui a uniquement un caractère civil, et n'est nullement du ressort du droit criminel. L'indigne est privé de la faculté de s'enrichir à l'occasion de sa faute, il est également juste et moral qu'il en soit ainsi pour ses héritiers qui ne doivent pas pouvoir s'enrichir du fruit des crimes de leur auteur (1).

(1) Demolombe, t. 13, n° 279.

Nous pensons donc que l'exclusion pour indignité peut être poursuivie même après le décès du coupable contre ses héritiers testamentaires ou *ab intestat* qui ont recueilli dans sa succession celle du défunt envers lequel il s'était rendu indigne.

Cette théorie se comprend très facilement et est admise unanimement, cela va de soi, par les partisans de l'indignité légale. En effet, d'après ces auteurs, la déchéance s'étant produite de plein droit existe indépendamment de toute déclaration judiciaire et, par conséquent, se transmet aux héritiers de l'indigne avec sa succession. Au moment où la succession s'est ouverte, l'indigne n'a rien pu acquérir, il n'a donc rien pu transmettre : dès lors, il est juste que ses héritiers puissent être poursuivis et forcés de rendre les biens qu'ils détiennent ainsi sans droit.

Bien que nous ne pensions pas que l'indignité opère de plein droit, nous nous rangeons du côté de cette doctrine, et pour les raisons suivantes.

La tradition historique est en ce sens. Nous l'avons d'ailleurs précédemment invoquée pour soutenir que l'indignité résulte du jugement qui la prononce : nous ne pensons donc pas pouvoir être taxés d'inconséquence, comme tel auteur qui rejette les principes de l'ancien droit pour l'étude de la première question et qui, au contraire, s'appuie sur eux pour démontrer que l'action en déclaration d'indignité ne s'éteint pas par la mort du coupable.

Le droit romain et notre ancien droit étaient très nets

sur notre question, pour décider qu'on peut intenter l'action en indignité après la mort de celui qui a commis le crime.

Deux lois insérées au Digeste : la loi 9 (*de jure fisci*) et la loi 20 (*De senatusconsulto silaniano*) décident que la poursuite de l'indignité peut être faite et même commencée après la mort de l'indigne, parce qu'il ne s'agit pas de la punition personnelle du défunt (ce que la loi ne permet pas, puisqu'elle déclare le crime éteint), mais d'ôter aux héritiers les biens dont leur auteur s'est rendu indigne (1).

Or, le Code civil n'a pas introduit de principe nouveau relativement à la nature de la déchéance que fait encourir l'indignité. Nulle part, le législateur n'a manifesté son intention d'innover dans notre matière, nous devons donc nous conformer aux anciennes règles.

N'est-ce pas encore un principe absolu et consacré par la loi que les héritiers succèdent à tous les droits et actions de leur auteur et cela ne s'entend-il pas en ce sens que les actions qui pouvaient être intentées contre lui pendant sa vie, peuvent l'être contre ses héritiers après sa mort ? Il suffit de lire les articles 724, 873 et 1220 du Code civil. Qu'on n'objecte pas que la loi a dérogé à ce principe dans l'article 957, car nous avons déjà montré que l'analogie est loin d'être suffisante entre la révocation pour cause d'ingratitude et l'exclusion pour cause d'in-

(1) Furgole, *Des testaments*, I, chap. 6, sect. 3, n° 351.

dignité, pour faire admettre qu'une règle édictée dans le premier cas doive être étendue au second.

Enfin, la jurisprudence nous fournit encore un point d'appui. Le jugement du tribunal de Marmande du 25 juin 1879, dont nous avons déjà fait mention, a jugé également que l'action en déclaration d'indignité est recevable bien qu'elle soit formée après le décès de l'indigne, et peut être intentée contre ses héritiers (1).

§ 5. — Quel est le tribunal compétent ?

L'action en indignité, nous l'avons dit, a pour but de faire punir le coupable ; mais la peine qu'elle tend à lui infliger est d'une nature particulière, et son but principal est avant tout d'ordre pécuniaire. C'est donc un tribunal civil qui sera compétent pour déclarer l'indignité, et non un tribunal d'ordre répressif.

Le tribunal civil compétent sera celui du domicile de l'héritier coupable. L'article 59 du Code de procédure civile déclare en effet, qu'en matière personnelle, le défendeur sera assigné devant le tribunal de son domicile, ou de sa résidence dans le cas où il n'a pas de domicile. Or, nous sommes bien ici en présence d'une action personnelle.

A cette règle, il faut signaler une exception. Lorsque la demande en déclaration d'indignité est formée incidemment à une action en partage de la succession, le tribu-

(1) Dalloz, 1881, 3, p. 85.

nal du domicile du défunt sera compétent, conformément à la règle que les demandes entre héritiers jusqu'au partage inclusivement sont portées devant le tribunal du lieu où la succession est ouverte.

L'action en indignité peut-elle être intentée incidemment devant un tribunal criminel déjà saisi de la poursuite d'un crime ? Cette question se pose dans le cas de l'article 727-1°. Voici l'hypothèse : l'héritier a tué le *de cujus* ; la succession de ce dernier est donc ouverte. La Cour d'assises condamne le coupable et est saisie alors de la demande incidemment formée par les autres héritiers pour faire déclarer le meurtrier indigne. Est-elle compétente ?

Un parti important de la doctrine et comprenant des auteurs considérables (1), enseigne que dans ce cas, la juridiction criminelle est compétente. Les partisans de ce système s'appuient sur l'article 3 du Code d'instruction criminelle d'après lequel « l'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique ». Qu'est-ce en effet, dit-on, qu'une action civile ? L'article 2 du Code d'instruction criminelle répond que c'est une action qui a pour but la réparation d'un dommage résultant d'un crime, ou d'un délit. Or, cette action en déclaration d'indignité n'est-elle pas une action en réparation ? Il est impossible de nier que la demande en exclusion de la succession qui en est l'objet, se rapproche

(1) Demolombe, t. 13, n° 288 ; Demante, III, n° 37 bis.

d'une façon très étroite de la demande en réparation du dommage, puisqu'elle vise à empêcher le coupable de profiter de son crime. Il y a donc bien ici une véritable action civile, et les principes généraux doivent s'appliquer.

Nous pensons au contraire que c'est une erreur de regarder l'action en déclaration d'indignité comme une action civile au sens de l'article 2 du Code d'instruction criminelle. En effet, où voit-on dans l'exclusion demandée contre le coupable la réparation d'un dommage causé. Le dommage a été pour le *de cuius*, et c'est lui qui aurait eu droit à la réparation. Or qui va profiter de la déchéance de l'indigne? les cohéritiers, auxquels aucun tort n'a été causé. De plus, réparation veut dire remise en état, et ici nous ne voyons pas comment l'action en indignité pourrait atteindre ce résultat : le tort causé par le coupable est purement d'ordre physique ou moral, la soi-disant réparation est au contraire d'ordre pécuniaire, et, nous le répétons, on ne peut voir ici une réparation, puisque ce n'est pas la personne qui a subi le dommage qui profitera du résultat de l'action.

Nous croyons que, même pour ceux qui, comme nous, n'admettent pas que l'indignité opère de plein droit, c'est cette dernière opinion qu'il faut suivre. Car si l'on nous objecte qu'il peut arriver avec notre système que l'héritier condamné à mort pour son crime, et dont par conséquent l'indignité est la plus flagrante, peut mourir sans avoir été déclaré indigne, contrairement à ce que réclament les

principes de la morale et de la justice, nous répondrons que le délai qui a séparé sa condamnation de son exécution, quoiqu'ayant pu être très court, a été certainement suffisant pour permettre à des cohéritiers diligents de porter leur demande en indignité devant un tribunal civil. Que même en supposant que le temps nécessaire leur ait totalement manqué, la mort du coupable ne les empêchera pas d'arriver au but qu'ils poursuivent, puisque nous avons cru démontrer que ce décès n'éteint pas l'action en indignité.

§ 6. — A partir de quelle époque et pendant combien de temps peut-on agir ?

« L'article 727 du Code civil en déclarant les héritiers coupables indignes de succéder, et comme tels exclus de la succession », conduit fatalement à l'affirmation suivante : il est nécessaire, pour que l'action en indignité puisse être mise en mouvement, que la victime du coupable soit morte, car jusqu'à son décès, il n'y a pas de succession ouverte ? Comment pourrait-on déclarer le coupable exclu d'une succession, si cette succession n'est pas ouverte ? La déchéance qu'il encourt pour son crime, c'est la déchéance de sa qualité d'héritier ; or il n'est pas héritier tant que la mort n'a point atteint sa victime.

La doctrine d'après laquelle l'indignité a lieu de plein droit ne doit pas conduire à un résultat différent ; « en effet, que l'exclusion pour indignité soit légale ou judiciaire, elle suppose toujours nécessairement une relation, un rapport entre l'indigne et la succession ; digne ou indi-

gne, ces mots-là impliquent une idée de comparaison qui exige deux termes ; digne en effet, de quoi ? indigne de quoi ? or ces deux termes, cette relation nécessaire, ne peuvent exister qu'après l'ouverture de la succession ; donc, avant cette ouverture, il n'y a aucune indignité possible » (1).

Il peut arriver enfin, que le droit de demander l'exclusion de l'indigne ne s'ouvrira que postérieurement à l'ouverture de la succession. C'est ce qui se produira lorsque le coupable ne sera appelé à la succession que par suite de la renonciation d'un héritier plus proche. Ici encore, il ne peut être question de déchéance tant que l'indigne n'a pas de vocation à la succession.

Le droit d'agir en déclaration d'indignité dure trente ans. L'article 2262 du Code civil a en effet fixé à ce délai la durée des actions tant personnelles que réelles, sauf exception expresse. Or le Code est muet sur la prescription de notre action, la règle générale doit donc s'appliquer.

A partir de quelle époque court ce délai de trente ans ? Il faut distinguer : dans les deux premiers cas de l'article 727, les trente années commenceront à courir du jour de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire du jour de la mort du *de cuius*. Quant au troisième cas, la prescription court du jour où l'héritier a connu le meurtre du défunt, car c'est de ce jour seulement que date la faute résultant de son silence.

(1) Demolombe, t. 13, n° 278.

Nous ferons remarquer que cette prescription trentenaire est peut-être trop longue, surtout relativement au dernier cas visé par la loi ; car il est certain que des difficultés considérables s'élèveraient devant le demandeur qui intenterait l'action dans les dernières années seulement du délai : la preuve serait certainement bien difficile à faire. Quoi qu'il en soit, on ne doit pas appliquer une prescription plus courte dans notre hypothèse, le législateur ne l'ayant pas dit. La prescription de dix ans de l'article 1304 ne peut certes pas s'appliquer ici, car il ne s'agit nullement de rescision de convention. L'action en indignité conduit bien à la rescision du titre d'héritier du coupable, mais on ne peut pas dire que c'est la rescision d'une convention.

§ 7. — Le pardon efface-t-il l'indignité ?

Remarquons d'abord, que la question ne peut se poser pour le troisième cas de l'article 727 du Code civil, puisque l'indignité ne prend alors naissance que postérieurement à la mort du défunt ; il ne peut donc être question de pardon émanant de sa volonté.

Quant au second cas de notre article qui déclare exclu de la succession celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse, on ne peut pas dire que le pardon du défunt efface l'indignité de son héritier. Et en effet, en quoi consisterait le pardon dans ce cas ? dans le silence du calomnié qui ne poursuivrait pas en justice son calomniateur. Or, la loi exige pour qu'il y ait

indignité que l'accusation capitale ait été jugée calomnieuse. Dès lors, tant qu'il n'y a pas eu de jugement déclarant calomnieuse l'accusation capitale portée par l'héritier, celui-ci ne peut être indigne ; et alors il ne peut être question de pardon effaçant une déchéance qui n'existe pas. La cause de l'indignité n'a légalement jamais pris naissance, on ne peut donc dire que le pardon l'a effacée.

La question de savoir si le pardon du *de cuius* efface l'indignité ne se pose donc que pour le premier cas prévu par l'article 727. Le défunt en pardonnant l'offense peut-il empêcher que la déchéance de l'héritier soit prononcée ?

La majorité des auteurs est d'avis que le pardon du défunt ne peut effacer la cause de l'indignité. En effet, dit-on, l'indignité est une peine d'ordre public et les particuliers n'ont pas le droit d'y déroger (art. 6, C. civ.). C'est la loi qui édicte l'indignité ; le pardon du défunt ne peut porter atteinte à une règle aussi formelle. Enfin, l'indignité n'est-elle pas une peine que la loi prononce en excluant le coupable sans permettre qu'on lui pardonne ?

Pour les partisans de l'indignité légale cette théorie est en effet la seule soutenable, car leurs arguments contre l'effet du pardon sont tous basés sur ce caractère qu'ils reconnaissent à l'indignité. Mais pour nous, qui n'admettons pas que l'indignité opère de plein droit, nous ne saurions sous peine d'inconséquence de notre part admettre la même théorie (1).

(1) De notre avis : Merlin, *Répertoire (Indignité)* ; Malpel, *Successions, ab intestat*, n° 62.

On dit que l'indignité est d'ordre public ; mais les règles des successions *ab intestat* ne le sont pas, car il est permis aux intéressés d'y déroger dans des proportions considérables. Or, lorsque le défunt pardonne, il ne fait pas autre chose que de disposer de ses biens d'une façon autre que ne l'aurait fait la loi, s'il n'eût pardonné.

Le législateur en édictant comme il l'a fait les règles relatives à l'ordre successoral, s'est inspiré, cela est certain, de l'affection présumée des défunts. Or, lorsqu'un mourant pardonne à celui qui l'a gravement offensé, ne donne-t-il pas une nouvelle preuve indéniable de son affection pour le coupable ?

De plus, il est certain de l'avis de tous, que le défunt peut arriver à un résultat identique en léguant au coupable la quotité disponible de ses biens. S'il peut le faire par testament, pourquoi ne pourrait-il le faire d'une façon tacite mais non moins explicite, en relevant par le pardon l'indigne de sa déchéance.

Quant à l'argument que nos adversaires nous opposent comme péremptoire, à savoir que c'est la loi qui prononce la déchéance de l'indigne, et que par conséquent la volonté d'un particulier est incapable d'aller à l'encontre de la loi, nous avons déjà répondu, en expliquant les raisons qui nous poussent à ne point admettre la théorie de l'indignité légale.

On a dit encore pour soutenir la doctrine qui nous paraît la plus logique, qu'il en était ainsi en matière de révocation pour cause d'ingratitude des donations entre vifs, et qu'il y avait une grande analogie entre les deux hypothèses.

Nous ne nous appuierons pas sur cet argument, car, nous l'avons démontré, l'analogie dont on se sert, est loin d'être suffisante pour assimiler l'une avec l'autre ces deux déchéances. De plus, le législateur est bien plus formel dans l'article 957 où il fixe un délai après l'expiration duquel on ne peut plus agir, que dans notre article 727 où il est absolument muet sur la question. Nous ne saurions donc voir dans l'article 957 qu'une disposition tout à fait exceptionnelle et qu'on ne doit dès lors pas étendre d'un cas à un autre.

On nous objecte aussi qu'admettre la théorie d'après laquelle le *de cuius* peut, par sa réconciliation avec son héritier présomptif coupable, effacer les effets de l'indignité, c'est méconnaître la règle qui prohibe les pactes sur successions futures (art. 791, 1130).

Nous pensons qu'ici il n'y a pas de pacte sur succession future, car où est la convention passée par l'héritier ? Comment peut-on dire que l'indigne stipule avec le consentement de celui qui pardonne, sur les droits éventuels qu'il peut avoir sur la succession de ce dernier ? Il est impossible de voir ici un pacte sur succession future.

Quant à l'article 1389 du Code civil qui déclare qu'on ne peut changer par des conventions l'ordre légal des successions, nous ne croyons pas devoir y trouver une objection sérieuse. Le défunt en pardonnant au coupable n'a pas l'intention de déroger à la loi ; bien au contraire, son pardon a pour résultat de faire maintenir le coupable dans son rang d'héritier que la loi lui avait assigné.

Nous ne voyons pas en quoi le *de cujus* qui pardonne l'offense qu'on lui a faite change l'ordre légal de succéder, plus que s'il eût fait un testament. On peut voir tout au plus dans son pardon une institution tacite. Mais ce n'est point là faire une convention ou une renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions.

Disons enfin que la tradition historique nous fournit encore un puissant argument. Pothier (1) dit formellement que le pardon du défunt efface l'indignité de l'héritier. Or, nous pensons que cet argument a une grande valeur, car, quoi qu'en disent nos adversaires, la nature de l'indignité n'a pas changé dans notre législation actuelle, et s'il est vrai qu'aujourd'hui l'indignité a pour base les exigences de la morale et de l'ordre public, il n'en est pas moins vrai que la volonté probable du défunt est également une de ses raisons d'être.

Nous pensons donc que, lorsque le défunt est décédé après avoir manifesté d'une façon formelle soit expresse soit tacite sa volonté de pardonner l'offense, c'est un devoir pour ses héritiers de respecter sa volonté et de ne pas faire naître, par une demande en justice, un scandale qu'il a si clairement cherché à éviter.

(1) Pothier, *Des successions*, chap. 1, sect. 2, art. 4.

CHAPITRE IV

DES EFFETS DE L'INDIGNITÉ.

§ 1. — Déchéance de l'indigne.

« Ceux qui étant capables de succéder s'en rendent indignes sont exclus des successions (1). » Ce passage de Domat nous conduit à redire que l'indignité ne se confond pas avec l'incapacité. En effet, si l'indigne et l'incapable sont frappés d'une déchéance qui conduira souvent à un résultat à peu près identique, on ne peut pas dire que c'est pour les mêmes causes et en vertu d'un même principe. La raison de l'indignité est un manquement de la part de l'héritier à ses devoirs vis-à-vis du défunt ; l'incapacité au contraire n'a aucun rapport avec les devoirs de l'héritier envers le *de cujus*. Si l'héritier est incapable, ce n'est pas en raison d'un fait coupable qui lui est personnel, c'est en raison d'une volonté formelle de la loi. Lebrun (2) distinguait aussi nettement l'indigne de l'incapable : le premier ne peut conserver les droits de succession, le second ne peut les acquérir.

On ne doit donc pas dire que l'indignité rend celui qui

(1) Domat, *Lois civiles*, t. I, 2^e part., liv. I, sect. III, n^o 1.

(2) Liv. III, chap. I, n^o 9, *Traité des successions*.

en est passible, incapable de succéder, car loin d'enlever la capacité, elle la suppose chez celui qu'elle frappe : elle est une peine qui ne peut atteindre qu'un individu réunissant les conditions nécessaires pour succéder.

L'effet de l'indignité est de faire exclure l'indigne de la succession qui s'est ouverte à son profit et dont le bénéfice lui échappe à cause de sa faute.

Lorsque, sur la demande des intéressés, l'indignité est prononcée, l'indigne perd tous ses droits d'héritier du défunt, il ne peut profiter en aucune façon de la saisine provisoire qui s'était opérée en sa faveur à la mort du *de cuius*. Un arrêt de la Cour de cassation du 22 juin 1847 (1) déclare que l'héritier indigne « doit être considéré comme n'ayant jamais reçu la succession ». Il a perdu d'une façon définitive les droits que lui donnait son titre d'héritier. Mais, comme l'indignité est une déchéance toute relative, c'est uniquement vis-à-vis de la succession du défunt envers lequel a été commis un des faits énumérés dans l'article 727, qu'elle opère, et rien ne s'oppose à ce que l'indigne recueille d'une manière indirecte les biens du défunt que sa faute lui empêche de prendre directement. Son indignité a profité à d'autres personnes ; or, si la loi l'appelle à leur succéder, la déchéance dont il a été frappé n'agit pas vis-à-vis de ces dernières, et il pourra profiter de sa vocation d'héritier. Dès lors, il pourra recueillir dans leurs successions les biens venus du défunt.

(1) Sirey, 47.1.673.

Par exemple Pierre a été assassiné par son fils Paul. Celui-ci a été déclaré indigne et exclu comme tel de la succession de son père. Celui-ci avait un frère Jacques qui a hérité en profitant de l'indignité de son neveu Paul. Ce dernier pourra recueillir dans la succession de son oncle Jacques, mort avant lui, tous les biens venus de la succession paternelle.

Ce n'est pas comme héritier de Pierre que Paul recueille ces biens, c'est indirectement en sa qualité d'héritier de Jacques. Or l'article 732 du Code civil déclare que la loi, abrogeant les règles de l'ancien droit, ne regarde ni à la nature ni à l'origine des biens pour en régler la succession. Ce serait enfreindre la volonté des législateurs que de refuser à l'indigne le droit que nous venons de lui reconnaître, car il faudrait nécessairement pour cela rechercher l'origine des biens.

D'ailleurs, le droit romain avait déjà décidé la même chose, et pour la raison que, dans ce cas, l'indigne ne succédait pas au défunt : « *quia non principaliter succedit* » (1).

Dans notre ancienne jurisprudence, nous l'avons vu, la question faisait difficulté.

Domat décidait que l'indignité de l'héritier ne faisait point obstacle à ce qu'il pût recueillir dans la succession d'un tiers les biens de la succession qu'il n'a pu recueillir directement « parce qu'il ne les aura pas comme héritier

(1) Loi 7, Dig. *De his quæ ut indignis*, 34-9.

de celui dont il a été jugé indigne d'être héritier, mais comme héritier d'un tiers vis-à-vis duquel il n'a aucune indignité » (1). Pothier était du même avis (2).

Lebrun (3), au contraire, pensait que l'indigne ne pouvait jamais recueillir les biens du défunt, ni directement ni indirectement, du moins quant aux immeubles. Il est vrai qu'à cette époque l'origine des biens jouait un grand rôle dans les règles de leur dévolution.

On peut encore citer, pour montrer les effets tout relatifs de l'indignité, l'hypothèse suivante. Une femme, mariée sous le régime de la communauté, est exclue comme indigne d'une succession. Ses enfants mineurs de dix-huit ans recueillent cette hérédité dont leur mère est exclue ; le mari de la femme indigne, père de ces enfants, aura l'usufruit légal des biens qui leur sont ainsi dévolus (art. 384, C. civ.). Or ces revenus que touche le mari, tombent dans la communauté, et dès lors, la femme en profite puisqu'elle est commune en biens. Il n'y a pas lieu de l'en priver, car ce n'est pas vis-à-vis de la communauté qu'elle a été déclarée indigne, c'est vis-à-vis de la succession. Toutefois, si le père des enfants venait à mourir, ce qui devrait donner lieu à usufruit légal au profit de la mère survivante sur les biens de ses enfants, celle-ci ayant été déclarée indigne ne pourrait prétendre à cette jouissance, l'article 730 *in fine* du Code civil est formel sur ce point.

(1) Domat, *Lois civiles*, t. 7, liv. I, tit. I, sect. 3.

(2) Pothier, *Traité des successions*, chap. II, sect. II, art. 4, quest. 4.

(3) Lebrun, liv. III, chap. IX, nos 7, 9.

De même, si un père a été déclaré indigne et que la succession dont il a été exclu soit revenue à ses enfants mineurs, par rapport à ceux-ci il n'est pas indigne. De telle sorte que si l'un d'eux vient à mourir, il recueillera à juste titre la succession de ce dernier en concurrence avec les frères du défunt, ses autres enfants. Le père n'a pas été déclaré indigne vis-à-vis de cette succession. Bien plus, si les frères du défunt sont encore mineurs de dix-huit ans, leur père aura droit à la jouissance légale des biens qu'ils auront recueillis dans la succession de leur frère. C'est toujours la conséquence du principe absolu formulé par l'article 732 du Code civil.

Mais l'article 730 dispose *in fine* que « l'indigne ne peut en aucun cas réclamer sur les biens de la succession dont il est exclu, l'usufruit que la loi accorde aux père et mère sur les biens des enfants », car autrement il profiterait des biens de la succession qui ne lui échapperaient pas ainsi d'une manière absolue. Cette règle s'applique d'ailleurs aussi bien à la mère indigne qu'au père, il n'y a pas lieu de distinguer.

Le conjoint de l'indigne pourrait profiter de l'usufruit dont est privé ce dernier, car ce n'est pas lui qui est indigne, et il ne doit pas souffrir de la faute de son conjoint coupable.

Toutefois, si c'est le père qui est indigne, la mère ne peut avoir l'usufruit des biens recueillis par les enfants à la place de leur père, qu'après la mort de celui-ci. En effet, la puissance paternelle n'est pas enlevée à ce der-

nier, et la mère ne peut profiter de l'usufruit légal qu'au moment où s'ouvre son droit, c'est-à-dire à la mort de son mari, si ses enfants sont encore mineurs de dix-huit ans (art. 384, C. civ.).

C'est donc uniquement par rapport à la succession du *de cuius*, envers lequel il s'est montré coupable, que l'indigne est déchu de ses droits.

On peut encore déduire de ce principe plusieurs conséquences :

L'indigne peut représenter celui de la succession duquel il a été écarté pour recueillir une succession ouverte après la mort de celui-ci. En effet, qu'est-ce que la représentation ? c'est une fiction de la loi qui place le représentant dans le degré du représenté. Il en résulte que le représentant ne tient pas ses droits de celui qu'il remplace, mais bien de la loi elle-même, ce n'est pas la succession du représenté qu'il recueille, c'est une autre succession dont ce dernier eût profité s'il avait survécu. Dès lors, comment l'indignité du représentant pourrait-elle faire obstacle à son droit de représentation, puisqu'il recueillera ainsi une succession par rapport à laquelle il n'est pas indigne ? Il n'est pas nécessaire d'être héritier du représenté pour être son représentant dans une succession à laquelle il eût été appelé ; l'article 744 dit en effet qu'« on peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé ». Le représentant devient directement et personnellement l'héritier du *de cuius*.

Pour la même raison, l'indigne peut recueillir les biens

qui lui sont dévolus en vertu d'une substitution permise, alors même que le grevé était le défunt envers lequel il a été jugé indigne. En effet, ce n'est pas non plus *jure hereditario* que le substitué recueille les biens du grevé, c'est à titre de donataire ou de légataire de l'instituant, c'est dans la succession de ce dernier qu'il prend les biens en vertu de la substitution faite à son profit.

Toutefois, il faut reconnaître que si la substitution s'est ouverte par la mort du grevé tué par le substitué indigne, il peut en résulter un grave préjudice pour les héritiers du défunt. En effet, le grevé aurait pu, s'il n'avait pas été tué, économiser sur les revenus des biens frappés de substitution et sa succession aurait été d'autant plus considérable. Il est donc juste d'admettre ces héritiers à réclamer à l'indigne des dommages-intérêts, comme compensation du préjudice que leur cause l'ouverture anticipée de la substitution.

On a dit qu'il serait juste au contraire de priver l'indigne de la substitution, parce que c'est par un fait coupable de sa part qu'il a détruit les chances de survie du défunt. Mais, l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 1^{er} décembre 1853 qu'on a cité en ce sens n'a pas trait à la question, et de plus, il serait dangereux de faire ce que la loi n'a pas jugé utile de faire, et d'infliger sans texte à l'indigne une aussi grave déchéance. D'ailleurs, le dommage que celui-ci a causé a été purement éventuel, car la survie du grevé était une chance tout à fait aléatoire. Enfin, s'il y avait d'autres appelés à la substitution, on ne peut les

faire souffrir pour un tort qu'ils n'ont pas causé (1).

L'indignité emporte-t-elle contre celui qui en est frappé la révocation des libéralités entre vifs ou testamentaires que le *de cujus* aurait pu lui faire ? On doit répondre par la négative, car ce sont les droits à la succession *ab intestat* que perd l'indigne ; il est déchu de son titre d'héritier, mais pas de son titre de donataire ou de légataire. Son indignité ne l'empêchera pas de conserver les donations qui lui auront été faites par le défunt. Au premier abord, il semble injuste que celui qui a manifesté envers son bienfaiteur un tel manque d'affection puisse profiter librement des libéralités de ce dernier ; cette solution à laquelle nous conduisent les principes de la théorie de l'indignité, n'est-elle pas inadmissible ? Non, on peut l'admettre, car la loi a apporté un obstacle à l'accomplissement de ce déplorable résultat. L'article 957 du Code civil décide en effet que ces libéralités pourront être révoquées par les héritiers du donateur décédé dans l'année du délit, ou ayant commencé lui-même l'action en révocation, de telle sorte que le coupable sera puni. Mais on ne peut pas dire que c'est en vertu des règles sur l'indignité, ce sera d'après les principes de la révocation des donations pour cause d'ingratitude.

L'arrêt de la Cour de Bordeaux du 1^{er} décembre 1853 auquel nous avons déjà fait allusion, semble résulter au contraire d'un principe opposé, car il a déclaré révoquée

(1) Demolombe, XIII, n° 300.

de plein droit une donation faite à l'indigne par le *de cuius*. Mais, nous ne pensons pas qu'il faille en tirer une conséquence aussi générale que celle qui conduit à déclarer comme règle que l'indignité du donataire fait tomber de plein droit les donations faites à son profit. Dans l'espèce dont il s'agissait, la donation avait été faite sous condition du droit de retour en cas de prédécès du donataire, et la cause d'indignité était la condamnation de ce donataire pour avoir tué le défunt, ce qui change l'hypothèse. On comprend alors, en effet, que la Cour ait considéré la donation comme résolue, mais il faut remarquer attentivement que ce n'est pas en vertu des principes admis en matière de succession, mais pour cette raison que le donataire qui avait assassiné son donateur dont il était l'héritier présomptif, a détruit par son crime les chances de survie du donateur. Il a par conséquent rendu impossible l'accomplissement de la condition à laquelle était subordonnée l'ouverture du droit de retour : de telle sorte qu'on se trouve reporté dans le cas prévu par l'article 1178 du Code civil, la condition est réputée accomplie, puisque c'est le débiteur qui par son fait en a empêché l'accomplissement (1).

Quant à la question de savoir si l'indigne, qui conserve, comme nous venons de lui en reconnaître le droit, le bénéfice des libéralités à lui faites par le *de cuius*, en devra le rapport, il est bien évident qu'il faut aussi répondre

(1) Demolombe, XIII, n° 299,

négativement. Le rapport est en effet un règlement de compte entre cohéritiers (art. 857, C. civ.). Or, l'indigne n'est pas héritier, il n'a donc pas de cohéritier ; dès lors il ne peut être question de rapport pour lui. Il peut être comparé au renonçant ; une fois l'indignité prononcée, il n'a jamais été héritier, pas plus que celui qui a renoncé.

Enfin, si l'indigne n'est privé que des droits qu'il aurait eus, sans son indignité, dans la succession *ab intestat* du *de cujus*, il est privé de tous ces droits-là. Nous faisons allusion au cas où l'indigne serait un héritier réservataire. La déchéance dont il est frappé s'étendrait même à sa réserve, car la réserve n'est autre chose qu'une part de la succession, et la règle qui s'applique au tout doit s'appliquer à la partie. Pour être réservataire, il faut être héritier ; or cette dernière qualité fait précisément défaut à l'indigne, il doit en être de même *a fortiori* de la première puisqu'elle ne peut être qu'une conséquence de la seconde, et que son existence ne se conçoit pas en l'absence de l'autre.

§ 2. — Des effets de l'indignité vis-à-vis des
cohéritiers de l'indigne.

A l'égard de ses cohéritiers ou des autres successibles du degré subséquent, l'indigne est réputé n'avoir jamais été héritier. Il en est de même dans ses rapports avec les donataires ou légataires qui ont fait prononcer l'indignité. La saisine qui s'était opérée en sa faveur à la mort du défunt est anéantie rétroactivement, par l'effet de la dé-

claration judiciaire de l'indignité. Cette saisine passe alors à celui qui est appelé à profiter de l'indignité, et remonte au jour de l'ouverture de la succession : c'est lui qui est considéré comme ayant toujours été héritier : « *semel heres semper heres* ». Il est en effet impossible de concevoir deux personnes ayant sur une même chose les mêmes droits, en même temps et à l'exclusion l'une de l'autre.

De cette résolution complète de son titre d'héritier, il résulte que la confusion, qu'il avait fait naître entre le patrimoine de l'indigne et celui du défunt, disparaît, et que tous les droits tant réels que personnels appartenant à la succession contre l'indigne, ou au contraire existant du chef de l'indigne contre la succession, renaissent de part et d'autre. Les dettes et les créances de l'indigne vis-à-vis de la succession, paralysées pourrait-on dire, par l'effet de cette saisine momentanée, reparaissent par suite de la déclaration d'indignité. La loi n'a pas voulu que l'indigne pût profiter en quoi que ce soit de la succession dont il est exclu, mais d'un autre côté, le principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui est venu empêcher également que la succession ne s'enrichisse au détriment de l'indigne.

A Rome, les jurisconsultes raisonnant uniquement d'après la rigueur absolue des principes, avaient admis au contraire que la confusion était irrévocable et que l'indigne ne perdait pas son titre d'héritier. Notre ancienne jurisprudence n'avait pas admis cette conséquence parce

que la confusion n'est irrévocable que lorsqu'elle a une cause irrévocable (1). Notre droit actuel, suivant le même principe, a décidé avec raison qu'il était d'une juste réciprocité que l'indigne vit renaître à son profit ses droits contre la succession que la confusion avait éteints.

La rescision de la saisine a donc pour effet de remettre les choses en l'état où elles se seraient trouvées si l'indigne n'avait jamais été héritier. Il en résulte que celui-ci doit restituer tous les biens héréditaires, avec les fruits et les revenus de ces biens. Nous verrons bientôt à partir de quelle époque l'indigne doit restituer les intérêts. Bornons-nous pour le moment à justifier cette règle qu'il doit les rembourser. C'est une application du principe contenu dans l'article 1182 du Code civil, d'après lequel l'arrivée de la condition résolutoire donne lieu à la restitution de ce qui a été reçu sous une semblable condition. Or, on peut dire ici que la déclaration d'indignité c'est l'événement qui fait naître la condition résolutoire à laquelle était subordonnée la vocation héréditaire de celui qui s'est rendu indigne.

Cette obligation dans laquelle se trouve l'indigne de restituer les biens héréditaires est de plus conforme à la morale et à l'équité. Il serait injuste que l'indigne pût retirer un bénéfice de sa faute.

La dévolution des biens enlevés à l'indigne n'a pas toujours été régie de la même manière. En droit romain,

(1) Demante, 3, n° 38 *bis*, III.

c'était le fisc qui s'emparait de l'hérédité enlevée à l'indigne. Dans l'ancien droit, au contraire, Domat, Lebrun et Pothier nous apprennent que l'indignité profitait à l'héritier le plus proche après l'indigne. S'il y avait plusieurs parents appelés conjointement à la succession, l'indignité de l'un profitait aux autres.

Dans notre législation actuelle, c'est encore cette règle qui est appliquée. La part de l'indigne est acquise par les personnes auxquelles nuisait sa présence, c'est-à-dire par ses cohéritiers dont les parts auraient été diminuées de ce que l'indigne eût pris dans la succession, ou par les parents qui eussent été appelés comme héritiers si l'indigne avait été mort ou incapable au moment de l'ouverture de la succession. La déchéance de l'indigne peut également profiter à des légataires ou à des donataires, dans le cas où l'indigne était un héritier réservataire. Ceci peut se présenter dans deux cas : ou bien l'indigne est seul héritier réservataire et il y a un légataire universel ; ce dernier prendra alors tous les biens de la succession ; — ou bien l'indigne n'est pas seul réservataire, mais sa déchéance fait venir à sa place un héritier dont la réserve est moindre, auquel cas, le légataire universel profitera encore de l'exclusion de l'indigne puisque son legs subira une réduction moins forte.

L'article 729 du Code civil est ainsi conçu : « L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et les revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession. »

Nous tirons de cet article la conséquence que, si l'héritier est tenu de restituer les fruits et revenus des biens héréditaires, il doit *a fortiori* rendre ces biens eux-mêmes en totalité, ou tout au moins la part entière qu'il a eu dans ces biens comme héritier. La loi n'a parlé que des fruits parce qu'il aurait pu y avoir difficulté, le possesseur étant quelquefois autorisé à conserver les fruits et revenus des biens qu'il a possédés ; mais, si elle est restée muette relativement aux biens, c'est qu'il allait de soi que leur restitution s'imposait à l'indigne. Il doit rendre les biens avec tous leurs accessoires et accroissements, car autrement il profiterait indirectement de la succession (1). De cet article 729 nous déduisons encore que l'indigne est considéré par la loi comme un possesseur de mauvaise foi, car le possesseur de bonne foi ne restitue pas les fruits (art. 549, C. civ.). Il doit donc être traité comme tel.

L'héritier indigne, dit la loi, doit rendre les fruits et les intérêts des biens héréditaires. Remarquons d'abord que l'article 729 ne s'applique qu'aux fruits et intérêts que l'indigne a effectivement perçus, car si l'équité exige que l'indigne ne s'enrichisse pas de la succession elle demande aussi que son exclusion ne l'appauvrisse pas.

(1) Il a été jugé par la Cour de Lyon, dans un arrêt rendu le 12 janvier 1864, que la conversion d'un titre de rente de 4 1/2 00 en un titre de rente de 3 0/0 opérée par l'héritier déclaré indigne, en exécution de la loi du 12 février 1862, n'a pas eu pour effet d'enlever à cette rente son caractère de valeur héréditaire, que dès lors le titre de rente 3 0/0 doit être restitué (Dalloz, 64.2.66).

L'article 729 ne distinguant pas, il faut décider que l'indigne est redevable de tous les fruits de quelque espèce qu'ils soient, aussi bien des fruits civils que des fruits naturels. Il devra donc rembourser les loyers des maisons, les fermages, les arrérages des rentes, aussi bien que les fruits naturels et industriels tels que les récoltes, coupes de bois taillis, etc. Le principe d'après lequel l'indigne ne doit profiter en rien de la succession, conduit encore à décider qu'il devra payer la valeur des loyers d'une maison de la succession qu'il a occupée depuis l'ouverture de cette dernière ; l'immeuble est en effet censé ne lui avoir jamais appartenu, il a donc occupé la chose d'autrui, il en doit les loyers. On devra évaluer la valeur locative de l'immeuble et lui en faire payer la location proportionnellement au temps qu'il a habité la maison. Il s'enrichirait en effet d'autant, au détriment de la succession, en ne prenant pas sur sa propre fortune une somme nécessaire à son logement.

Le même principe conduit encore à conclure que l'indigne ne devra pas conserver les intérêts des sommes dont il est comptable, car il profiterait indirectement de la succession.

L'indigne doit rembourser les intérêts et les fruits des biens héréditaires, mais à partir de quelle époque en est-il comptable ?

L'article 729 nous répond, à partir de l'ouverture de la succession. Nous ferons remarquer immédiatement qu'il existe ici une différence considérable entre l'exclusion

pour cause d'indignité, et la révocation de donation pour ingratitude : la loi se montre plus sévère pour l'indigne que pour le donataire ingrat. En effet, aux termes de l'article 958 du Code civil, le donataire ingrat n'est obligé de rendre les fruits et intérêts qu'à compter du jour de la demande en révocation de la donation qu'il a reçue ; or cette demande peut avoir lieu fort longtemps après l'époque où le donataire a commencé à jouir des biens qui lui ont été donnés. On comprend, du reste, que la loi soit plus sévère lorsqu'elle enlève au coupable un droit qu'elle lui avait elle-même accordé, que lorsqu'elle permet de retirer à l'ingrat une libéralité provenant uniquement de la volonté du défunt.

La réponse donnée à notre question par l'article 789 du Code civil est tellement catégorique qu'on doit conclure également que l'indigne doit rendre les intérêts qu'il a touchés à compter du jour de l'ouverture de la succession, même si l'acte qu'il a commis et qui l'a fait déclarer indigne n'a eu lieu que postérieurement à l'époque de cette ouverture. Cette hypothèse se produit dans le cas de l'article 727-3°, dans lequel l'héritier n'aurait eu connaissance du meurtre du défunt que longtemps après la mort de celui-ci. Il est bien évident que jusqu'au jour où l'héritier a eu connaissance du crime qu'il a omis de dénoncer à la justice, il n'était pas indigne et ne pouvait être déclaré tel, que par conséquent il aurait dû gagner les fruits qu'il percevait. Mais quelle que soit la rigueur de la peine, c'est inutilement que le coupable invo-

querait sa bonne foi au moment où il avait perçu les fruits antérieurement à sa faute. En effet, il ne tenait qu'à lui de ne pas encourir la peine en dénonçant le meurtre aussitôt qu'il en a eu connaissance. L'héritier ne peut vraiment se croire héritier que lorsqu'il se sent digne de l'être, or il est bien certain que l'indifférence ou même la haine qu'il nourrissait contre le défunt n'a pas pris naissance seulement le jour où il l'a manifestée par son silence, elle préexistait certainement à la mort du *de cujus*. Aussi, voit-on, en approfondissant un peu les choses, que la loi n'a pas eu tort de tenir un langage aussi sévère et que l'héritier indigne ne mérite pas qu'on lui accorde la faveur de conserver les fruits jusqu'au jour où il a commis sa faute, il ne tenait qu'à lui de ne pas en encourir les conséquences rigoureuses (1).

Il nous reste à résoudre une question qui a donné naissance à une vive controverse. Lorsque l'indigne a touché des sommes héréditaires et qu'il les a conservées au lieu d'en faire emploi, en doit-il les intérêts à partir du jour où il les a touchés ou seulement au contraire à partir de la demande en restitution formée contre lui régulièrement en justice ? Il semble bien à première vue qu'il ne peut y avoir de difficulté, et que l'héritier indigne doit rendre les intérêts des sommes héréditaires du jour où il les a perçus, autrement il profiterait de la succession, résultat manifestement contraire à la volonté du législateur.

(1) Un auteur a cependant soutenu le contraire, mais il n'a pas été suivi : Marcadé, t. III, n° 729, p. 58.

Mais la raison de douter vient de ce que l'article 1153 du Code civil décide au contraire, en règle générale, que les intérêts ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

Que faut-il donc décider ?

Sans remonter au droit romain qui faisait à ce sujet des distinctions qui n'ont plus de raison d'être aujourd'hui, à savoir que le possesseur de mauvaise foi était tenu des fruits même s'il avait négligé de les percevoir, tandis qu'il ne devait que les intérêts qu'il avait réellement touchés : nous voyons que dans notre ancien droit on avait admis sans aucune distinction que « l'indigne qui avait joui de quelque bien de l'hérédité devait en rendre tous les fruits et autres revenus de tout le temps de sa jouissance et aussi les intérêts des deniers qu'il pourrait avoir reçus, soit des débiteurs de la succession ou de la vente de quelques immeubles, ou pour d'autres causes, car il est au rang du possesseur de mauvaise foi *même avant la demande* (1).

Certains auteurs n'ont pas cru devoir reconnaître dans notre Code civil actuel, l'existence de cette même règle, et ont décidé que les intérêts des sommes que l'indigne a gardées entre ses mains, n'en courraient à sa charge qu'à dater du jour de la demande. Aucun texte de la loi en effet, dit-on, ne déroge à l'article 1153 pour faire courir ces intérêts de plein droit contre l'indigne, et la règle générale doit être appliquée. Du reste, ajoute-t-on, l'ar-

(1) Domat, 2^e partie, liv. I, t. I, sect. III, p. 12.

ticle 729 fait lui-même une application de cette règle, en déclarant que l'indigne devra rendre tous les fruits et revenus dont il a eu la jouissance : expressions qui montrent clairement que le législateur n'a eu en vue que l'obligation de rendre les fruits effectivement perçus.

De plus, l'article 1378 ne saurait recevoir ici son application, car si l'on admet que l'indignité n'a pas lieu de plein droit, on ne peut pas décider que l'indigne ait été de mauvaise foi et que par conséquent il ait été de plein droit en demeure de restituer les capitaux du jour où il les a reçus.

Répondons d'abord à cette dernière objection : nous admettons que l'indignité n'a pas lieu de plein droit, mais nous n'en croyons pas devoir tirer la conclusion qu'on nous oppose. Si l'indignité a besoin, pour produire ses effets, d'être prononcée en justice, il n'est pas moins certain qu'elle est encourue du jour où la faute a été commise, que dès cet instant l'auteur de ce fait délictueux est éventuellement soumis à toutes les conséquences de l'indignité. Il peut donc être, à partir de ce moment, considéré comme possesseur de mauvaise foi, et pour cela mis de plein droit en demeure de restituer avec intérêts et accessoires, les capitaux versés entre ses mains (1).

C'est sur une présomption de mauvaise foi qu'est basée l'obligation rigoureuse de l'article 729. Or cette pré-

(1) Aubry et Rau, t. VI, p. 290, note 4.

somption conduit à décider que l'indigne doit payer les intérêts des capitaux qu'il a reçus, du jour où il les a touchés, car la mauvaise foi dans laquelle il se trouve lui impose l'obligation de réparer d'une façon complète le dommage qu'il a causé ; et s'il n'a pas profité des sommes reçues, il n'en est pas moins évident qu'il a empêché les autres héritiers appelés à profiter de son indignité d'user avantageusement des sommes qu'il a ainsi détournées sans droit. La succession a été d'autant diminuée par sa faute.

Quant à l'article 1153, c'est à tort pensons-nous, que ce texte a été introduit dans le débat, car il est relatif aux intérêts des sommes d'argent ayant fait l'objet de quelque obligation contractuelle ; il suppose que le créancier a stipulé des intérêts, et n'est pas relatif aux obligations qui incombent à un possesseur de mauvaise foi.

Qu'arrivera-t-il si l'indigne a aliéné les biens héréditaires avant la déclaration de son indignité ? Le principe qui régit toute la matière conduit encore à décider que l'indigne ne doit pas s'enrichir aux dépens de la succession par des aliénations qu'il pourrait faire de biens héréditaires. Il doit donc restituer le prix de la chose vendue. Ceci est certain, même pour le cas où le prix obtenu serait supérieur à la valeur de la chose : si, au contraire, la valeur du bien vendu est supérieur au prix, l'indigne doit en rendre la valeur, car c'est de celle-ci que l'héritier véritable est privé par la mauvaise foi de l'indigne. La vente assurément est valable lorsque, bien entendu,

l'acheteur a été de bonne foi, mais cette considération n'a aucune puissance pour faire changer la solution de notre question, car c'est uniquement dans les rapports de l'indigne et de son acheteur que se pose la question de valabilité de la vente. Cela n'empêche pas que le vendeur ne doit faire souffrir aucun préjudice au véritable héritier par la mauvaise opération qu'il a faite. La question de valabilité ou de nullité de la vente, n'influe en rien dans le règlement de compte qui doit être passé entre l'indigne et celui à qui il restitue la succession. De plus, les articles 1382 et 1383 n'obligent-ils pas celui qui a causé sans droit un dommage à autrui à le réparer ?

Supposons maintenant que l'indigne ait fait emploi des sommes qu'il a touchées comme prix des biens héréditaires aliénés, ou plus simplement qu'il ait fait des acquisitions avec des deniers trouvés dans la succession. Devra-t-il rendre les biens qu'il a ainsi acquis ou au contraire des sommes d'argent égales à celles employées à leur acquisition ? C'est cette dernière solution qui doit être admise. En effet, il doit rendre ce qu'il a reçu, or ce sont les deniers qui lui sont échus à titre d'héritier. Quant aux biens qu'il a acquis, ils sont devenus sa propriété personnelle, il ne peut donc ni contraindre, ni être contraint de les restituer. La jurisprudence est en ce sens ; la Cour de Lyon décida que de semblables acquisitions ne pourraient prendre la nature de valeurs héréditaires et tenir sous ce rapport la place des deniers qui ont servi à payer les biens qui en sont l'objet, que par

une subrogation de choses que le législateur n'a point à ce sujet décrétée et qui ne saurait exister sans une prescription expresse de la loi (1).

L'indigne, nous l'avons vu, est tenu de restituer tout ce qu'il a reçu de la succession, avec tous les accroissements et accessoires qui ont pu venir augmenter sa part ; Il en résulte que son obligation a pour objet un tout unique, et qu'elle ne pourra s'éteindre qu'à un seul moment et par l'effet d'une unique prescription : celle de trente ans, il n'y a pas lieu d'appliquer de prescription particulière. La prescription quinquennale de l'article 2277 du Code civil ne doit pas être appliquée pour libérer l'indigne de sa dette d'intérêts, car c'est d'une totalité que l'indigne est débiteur, et non pas, comme le veut cet article, d'intérêts périodiques produits par une somme d'argent prêtée ; ici, il n'y a ni prêt ni convention ; l'indigne doit restituer ce qu'il possède sans droit. Il ne peut être libéré que par la prescription qui en effacera en même temps le principal.

Du principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, il résulte que si l'héritier indigne ne doit profiter en rien de la succession, ceux qui profitent de son indignité ne doivent pas s'enrichir à ses dépens ; c'est ainsi que, étant soumis à l'article 555 du Code civil, c'est-à-dire obligé d'abandonner aux héritiers les constructions qu'il a faites, ou bien les démolir, ceux-ci doivent lui rembour-

(1) Arrêt de la Cour de Lyon, 12 janvier 1864, Dalloz, 1864.2.266.

ser s'ils retiennent les constructions « le prix de la main-d'œuvre et la valeur des matériaux, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir ». C'est la règle applicable à tout possesseur de mauvaise foi.

L'indigne pourra également se faire rembourser les avances qu'il aura faites pour la succession, ainsi que les dettes héréditaires qu'il aura payées. Les créances que l'héritier avait contre l'hérédité renaissent puisque la confusion cesse. Elles n'avaient pas été anéanties par la saisine car celle-ci n'avait donné lieu qu'à la confusion, or, la confusion n'est pas un mode d'extinction des créances.

Les avances faites par l'indigne peuvent avoir donné naissance à des intérêts : ceux-ci devront lui être remboursés du jour de la demande en justice qu'il aura formée, conformément au droit commun (art. 1153, C. civ.). Nous ne pensons pas que l'on doive assimiler l'indigne à un mandataire qui a payé la dette du mandant, pour lui donner, conformément à l'article 2001 du Code civil, le droit au remboursement des intérêts à dater du jour où ces avances sont constatées. L'indigne en effet n'a reçu aucun mandat de ceux qui l'ont fait exclure de la succession. Il est tout à fait étranger par rapport au véritable héritier puisqu'il est censé n'avoir jamais eu ce titre. On objecte qu'il faut au contraire le considérer comme lié avec l'héritier qui l'a fait déclarer indigne, puisque la restitution de l'hérédité doit donner lieu à un règlement

de comptes entre eux dans lequel ils auront à se bonifier réciproquement de ce qu'ils peuvent se devoir (1). La réponse à cette objection se trouve dans la conséquence qu'il faudrait en tirer : l'article 2001 du Code civil devrait en effet être applicable dans tous les cas, l'héritier indigne aurait droit aux intérêts des sommes payées toujours du moment du paiement. Or, les partisans de cette opinion ne lui reconnaissent ce droit que si les dettes, par lui payées portaient elles-mêmes intérêts, ou étaient échues, et demandaient par conséquent un paiement immédiat pour éviter des poursuites contre la succession ; or, où trouver la base juridique d'une pareille distinction ? Ajoutons encore qu'on ne voit pas comment le règlement de comptes qui intervient entre l'indigne et l'héritier véritable, pourrait faire écarter les règles du droit commun.

En résumé, la déclaration d'indignité rend l'héritier qu'elle fait exclure, étranger à la succession. L'indigne s'il a des dettes envers le défunt, pourra être poursuivi par les héritiers qui ont profité de son indignité en recueillant la succession ; mais réciproquement, l'équité conduit à décider qu'il rentre dans tous ses droits tant réels que personnels, momentanément disparus par la confusion provisoire qui s'était opérée à son profit lors de l'ouverture de la succession.

(1) Aubry et Rau, VI, p. 291, note 9.

§ 3. — Des effets de l'indignité vis-à-vis des tiers.

Nous avons dit que dans ces rapports avec ses cohéritiers et plus généralement avec tous ceux qui ont qualité pour faire prononcer l'indignité et qui l'ont effectivement fait déclarer en justice, l'indigne est considéré comme n'ayant jamais été héritier. La déclaration judiciaire de son indignité anéantit son titre d'héritier dans le passé comme dans l'avenir. En est-il de même lorsqu'on considère la situation de l'indigne vis-à-vis des tiers ?

Que faut-il tout d'abord entendre par tiers ? La question ne souffre aucune difficulté : ce sont évidemment tous ceux auxquels le changement d'héritier résultant de la déclaration d'indignité pourra causer quelque préjudice. Ce sont donc ceux qui ont traité avec l'indigne, qui ont passé avant la déclaration d'indignité avec celui-ci quelque acte relatif à des biens faisant partie de la succession.

Ces actes doivent-ils être respectés, ou au contraire sont-ils nuls et nonavenus ?

La réponse est bien simple si l'on admet la théorie de l'indignité légale. En effet, suivant les auteurs partisans de ce système, l'indignité ayant lieu de plein droit, l'indigne n'a jamais été propriétaire, il n'a jamais eu de droits sur l'hérédité, par conséquent il n'a pu en transférer car « *nemo dat quod non habet* ». Les actes passés par l'indigne ne sont pas résolus rétroactivement par la déclaration d'indignité, ils sont nuls comme étant faits sans

droit par celui que son indignité a toujours rendu étranger à la succession.

Pour défendre ce système, on a encore donné les raisons suivantes qui, du reste, peuvent seules expliquer comment des adversaires de l'indignité légale se prononcent contre le maintien des actes passés par l'indigne avec des tiers.

Cette solution, a-t-on dit, est la seule conforme au principe du droit commun d'après lequel la résolution d'un droit rétablit les choses dans le même état que si le droit résolu n'avait jamais existé (1). De plus, personne ne peut conférer plus de droits qu'il n'en a, et ceux que l'auteur accorde à son ayant-cause sont transmis à celui-ci avec toutes leurs qualités, mais aussi avec tous leurs vices. Si le droit du constituant tombe, il doit en être de même de celui qui a été conféré à l'ayant cause : c'est le principe bien connu : « *resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis* » (art. 2125). Or, où est la raison, demande-t-on, qui puisse faire écarter en notre matière l'application des principes généraux de droit commun ? Y a-t-il un texte qui décide que la résolution du titre de l'indigne n'aura pas pour effet de faire tomber les droits de ses ayants-cause ? Nullement, le législateur est muet et de son silence que doit-on conclure, si ce n'est qu'il a pensé que les règles du droit commun devaient être appliquées ici !

(1) Code civil, art. 1183.

Il ne faut pas tirer de l'article 958 relatif à la résolution des droits des tiers en matière de révocation de donation, un argument d'analogie, car des différences trop grandes séparent les deux situations. Les termes mêmes de l'article 958 ne permettent pas de transporter les règles de cet article à notre matière : en effet, les aliénations consenties par le donataire ingrat ne sont maintenues qu'autant qu'elles sont antérieures à l'inscription de l'extrait de la demande en révocation en marge de la transcription prescrite par l'article 939. Eh bien ! appliquer cette règle en notre matière est chose impossible. L'article 958 forme une règle d'exception, c'est encore une raison de plus pour ne pas en étendre l'application en dehors du cas qu'il vise spécialement.

Enfin, cette règle d'après laquelle les actes passés entre l'indigne et les tiers doivent tomber, est fondée non seulement en droit mais aussi en raison. En effet, si l'indigne avait le droit de contracter valablement sur les biens héréditaires, il pourrait porter de graves et irrémédiables préjudices aux autres héritiers, par une mauvaise gestion.

Mais, quant aux tiers, le danger qu'ils courent n'est pas le même. En effet, si l'indignité de l'héritier est fondée sur sa condamnation pour avoir tué ou tenté de tuer le défunt (727-1°), ou sur un jugement déclarant calomnieuse une accusation capitale portée contre celui-ci (727-2°), ils seraient vraiment peu excusables de s'être laissés surprendre par l'indigne, car les jugements de

condamnation qui ont été rendus n'ont pu laisser planer aucun doute sur l'indignité du condamné ; les tiers ne mériteraient pas en vérité, à cause de leur trop grande négligence, qu'on leur accorde la faveur de maintenir les actes qu'ils ont passés ainsi à la légère avec l'indigne. Quant au troisième cas de l'article 727, le législateur, reconnaît-on, aurait dû faire des distinctions en faveur des tiers ; mais puisqu'il a jugé utile de ne pas le faire, ce n'est pas à l'interprète d'y suppléer, et on doit rester sous l'empire du texte absolu qui exclut sans distinction l'indigne de l'hérédité (1).

Ce reproche que sont obligés de faire au législateur les partisans du système que nous venons d'exposer, nous engage à décider au contraire avec la majorité des auteurs, que vis-à-vis des tiers, l'indignité, n'opère pas rétroactivement. Nous avons admis la nécessité d'un jugement pour faire produire ses effets à l'indignité. Nous restons donc logiques en décidant que dans ses rapports avec les tiers l'indigne doit être considéré comme ayant été légalement investi des droits d'héritier jusqu'au jour où le jugement est venu prononcer sa déchéance. En conséquence, les actes qu'il a passés avec les tiers relativement aux biens de la succession doivent être maintenus ; les personnes qui ont fait prononcer l'indignité et qui en ont dès lors profité, n'ont pas le droit de faire annuler les ventes, constitutions d'hypothèques, loca-

(1) Laurent, 9, n° 29.

tions, etc., passées par l'indigne. Mais, en vertu du principe que nul n'a le droit de s'enrichir au détriment d'autrui, il sera de toute justice de leur accorder le droit de demander à l'indigne le remboursement des avantages qu'il a pu retirer de ces conventions. Elles auront encore le droit, et ce sera pour elles le seul moyen de ne pas souffrir des actes désavantageux passés par l'indigne, de poursuivre celui-ci en dommages-intérêts pour réparer le préjudice qu'elles auront pu souffrir d'une mauvaise gestion de l'hérédité.

L'indigne avait en effet qualité pleine et entière résultant de la saisine dont il était investi, pour disposer des biens de la succession : son titre d'héritier lui en conférait tous les droits.

Quant à l'effet rétroactif du jugement qui déclare l'indignité, on ne doit pas l'étendre aux tiers qui ont traité avec le coupable. En effet, ce jugement prononce une peine d'une nature spéciale, il est vrai ; mais toute pécuniaire et civile qu'elle peut être, elle n'en a pas moins les caractères ordinaires d'une peine et dès lors, elle ne peut frapper que le coupable.

On nous taxera peut-être d'inconséquence, car, lorsque nous avons étudié la question de savoir si l'indignité pouvait être déclarée contre les héritiers du coupable, nous l'avons admis, en rejetant l'argument invoqué par nos adversaires et tiré du caractère pénal et par conséquent personnel de la déchéance résultant de l'indignité. Nous avons répondu qu'il n'était pas juste que les héri-

tiers de l'indigne puissent tirer bénéfice du crime de leur auteur, et que le caractère pénal de l'indignité n'était pas suffisant pour faire prévaloir une théorie manifestement contraire à ce principe d'ordre public. Mais, nous ne sommes plus dans des circonstances semblables, car en admettant ici le caractère personnel de la déchéance, on ne voit pas comment nous favorisons un enrichissement des tiers au détriment des héritiers véritables, puisque ceux-ci ont le droit de demander à l'indigne le remboursement des pertes qu'il a pu faire subir à l'hérédité par ses contrats désavantageux.

Les tiers n'ont commis aucune faute, il serait donc tout à fait injuste qu'ils ne fussent pas maintenus dans leurs acquisitions, et c'est ce qui arriverait si la rétroactivité du jugement qui déclare l'indignité s'étendait à eux. Les tiers ne sauraient être victimes d'une indignité qu'ils ne pouvaient pas prévoir.

Certains auteurs et la jurisprudence (1) à leur suite, ont voulu distinguer si les tiers étaient de bonne ou de mauvaise foi, pour déclarer qu'en cas de collusion de leur part avec l'indigne, les actes qu'ils auraient passés ensemble doivent être anéantis. Nous ne saurions pour notre part admettre une semblable distinction et en effet : ou l'indigne a pu aliéner valablement, ou il n'a pas pu. Mais si l'on admet avec nous qu'il a été pleinement capable jusqu'au jugement qui a prononcé son indignité, il

(1) Poitiers, 25 juin 1856, D. 56.2.195 ; Aubry et Rau, VI, p. 293, note 15 ; Demante, III, n° 38 *bis*, IV.

faut être conséquent, et ne pas admettre que la mauvaise foi des tiers contractants ait pu enlever à l'indigne des droits qu'il tient de la saisine que la loi lui a conférée. Le tiers de mauvaise foi doit donc être aussi protégé que celui de bonne foi.

On dit, il est vrai, que celui qui a par sa faute, c'est-à-dire sans droit, causé un dommage à autrui doit la réparation de ce dommage et que l'article 1382 qui formule ce principe doit être appliqué ici. Mais en observant plus attentivement notre situation, on voit que ce n'est pas le tiers acquéreur qui a causé le dommage, c'est l'héritier indigne, et c'est ce dernier qui est tenu de le réparer.

L'article 729 du Code civil fournit encore un argument en notre faveur. La loi dit que l'indigne devra rendre aux héritiers tous les fruits et revenus qu'il a touchés depuis l'ouverture ; mais elle n'édicte cette règle de restitution que vis-à-vis des personnes intéressées à l'indignité. Qu'en conclure, sinon que cette règle est inapplicable vis-à-vis des tiers et que dès lors dans ses rapports avec ceux-ci, l'indigne ne doit pas être considéré comme tel du jour de l'ouverture de la succession.

Enfin, si l'on admet que l'indigne n'a jamais été héritier ou qu'il n'a jamais pu consentir que des droits résolubles ou entachés de nullité, cela revient à méconnaître toute différence entre l'incapacité et l'indignité. Or nous avons montré combien, au contraire, elles diffèrent l'une de l'autre.

Doit-on distinguer entre les actes nécessaires, c'est-à-dire ceux qu'un bon administrateur doit faire, et ceux qui ne sont pas absolument indispensables à la parfaite administration de l'hérédité? Un auteur (1) a cru devoir faire cette distinction, et maintenir les premiers dans tous les cas, tandis que les seconds devront être annulés lorsqu'ils ne rentrent pas dans les limites d'une bonne administration. Dans la première catégorie il place : les paiements faits de bonne foi à l'indigne par les débiteurs de la succession ; les baux par lui passés ; les jugements rendus pour ou contre lui. Dans le second ordre d'actes, il maintient comme faisant partie des actes d'administration au sens large : les aliénations à titre onéreux, les constitutions de droits réels, etc. Il annule au contraire la donation entre vifs ou le legs des biens héréditaires.

Cet auteur s'appuie sur l'idée du mandat pour maintenir certains actes ; la loi, en accordant la saisine à l'indigne jusqu'au jugement qui déclarait son indignité, a entendu lui conférer le droit d'administration sur tous les biens héréditaires. Or la résolution du droit de l'indigne ne peut pas porter sur les actes d'administration qu'il a passés, car ces actes reposent sur son droit de possesseur temporaire que la résolution ne peut empêcher d'avoir existé. Ce n'est donc pas comme héritier apparent mais comme mandataire que l'indigne a pu agir. Dans cette théorie on distingue encore si le tiers était de bonne ou de mauvaise foi.

(1) Demolombe, XIII, nos 311 et s.

Il n'y a pas lieu pensons-nous de faire ces distinctions. Le législateur ne les a pas faites et ce n'est pas à l'interprète de les faire. De plus, comment peut-on dire que l'indigne est un mandataire ? De deux choses l'une : ou l'indigne est propriétaire et administrateur et dès lors il est capable de disposer et d'administrer valablement, ou il ne l'est pas. Mais où serait la base des distinctions entre les actes nécessaires que l'indigne pourrait faire et les actes non nécessaires qu'il ne pourrait pas faire tous ? Enfin, s'il y a un mandat légal, quelle influence la mauvaise foi des tiers pourrait-elle exercer sur la validité des actes que l'indigne passe en vertu de ce mandat ?

Une autre question controversée est celle de savoir si les aliénations à titre gratuit émanant de l'indigne, doivent être maintenues. Il semble en effet que l'acquéreur à titre gratuit est moins digne d'intérêt que l'acquéreur à titre onéreux. En effet, le premier *certat de lucro captando*, tandis que le second *certat de damno vitando* : ce dernier lutte pour éviter une perte, sa situation est donc plus digne de pitié.

Si la lutte avait lieu entre l'acquéreur et son ayant cause, il est évident que l'on devrait donner gain de cause à l'acquéreur à titre onéreux et décider que dans le cas contraire l'aliénation à titre gratuit ne doit pas être maintenue, car nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui. Mais ici les deux adversaires ne sont-ils pas sur le même pied d'égalité, et ne peut-on pas dire que tous deux cherchent à éviter une perte. En effet, c'est entre

L'héritier qui va profiter de la déchéance de l'indigne et l'acquéreur de ce dernier que se pose la question de valabilité de la donation : or ils sont tous deux dans la même situation, et dans un pareil débat un certain avantage s'attache à la possession ; c'est un cas où l'on devrait appliquer le fameux adage : « *in pari causa melior est causa possidentis*. Et ici, celui qui a la possession, c'est le concessionnaire à titre gratuit des droits réels vis-à-vis de l'héritier.

Remarquons en terminant qu'une fois l'indignité prononcée, l'indigne ne peut certainement plus agir valablement avec les débiteurs ou les créanciers de la succession. Il ne peut pas non plus être poursuivi car ce serait inique de le laisser poursuivre si on lui refuse le droit d'attaquer lui-même les débiteurs. En un mot, à partir de la déclaration d'indignité, l'indigne est vis-à-vis des tiers aussi bien que par rapport à ceux qui l'ont fait déclarer indigne, tout à fait étranger à la succession.

§ 4. — Des effets de l'indignité à l'égard des enfants de l'indigne.

Le jugement qui prononce l'indignité n'emporte déchéance que relativement à la vocation propre et personnelle de l'héritier. Ce principe est formulé dans la première partie de l'art. 730 du Code civil ainsi conçu : « Les enfants de l'indigne venant à la succession de leur chef et sans le secours de la représentation, ne sont pas exclus pour la faute de leur père. » Sur cette question de savoir si la faute du père indigne rejaillissait sur ses enfants, notre ancien

droit avait adopté le système contraire, et décidait en faisant preuve ainsi d'une rigueur vraiment excessive qui frisait presque l'injustice, que : « Les enfants de l'indigne sont personnellement exclus de la succession, à quelque titre qu'ils puissent venir, soit par représentation, soit même de leur propre chef (1) ! » Toutefois, quelques jurisconsultes s'étaient insurgés contre une pareille dureté de langage, « la loi civile en effet, conforme à la loi naturelle, ne doit pas permettre que les peines tombent sur d'autres que sur les coupables. Pourquoi donc les enfants porteraient-ils la peine de l'indignité de leur père ? Il n'y a donc pas lieu de décider que les enfants de l'indigne n'eussent pas droit au bénéfice de la représentation par le moyen de laquelle la succession du défunt passe immédiatement au représentant sans passer sur la tête du représenté (2).

Les rédacteurs du Code civil ont fait droit à ces réclamations et rédigé en ce sens l'article 730.

Cet article a donné lieu à de vives controverses. Avant d'en aborder l'étude, citons un cas dans lequel aucune difficulté ne peut être soulevée relativement à l'application de notre principe.

Supposons que les enfants de l'indigne se présentent à la succession de leur propre chef. Ils y viennent en vertu de leur degré de parenté et directement appelés par la loi. L'article 730 s'applique évidemment : les en-

(1) Lebrun, *Successions*, liv. III, ch. IX, n° 10.

(2) Bouhier, *Sur la coutume de Bourgogne*, chap. 73, n° 71.

fants ne seront pas exclus par la faute de leur père, et succéderont. Ceci pourra se présenter dans l'hypothèse suivante : le défunt a laissé deux fils, *Primus* et *Secundus*. Il a été tué par *Primus* déclaré indigne de lui succéder et dès lors exclu de sa succession. Le frère de *Primus* que nous avons appelé *Secundus* renonce à la succession de son père. Or, *Primus* et *Secundus* ont des enfants. Les enfants du renonçant *Secundus* ne pourront pas venir prendre la totalité de la succession, ils ne viendront que concurremment avec leurs cousins les enfants de *Primus*, car ces derniers viennent de leur propre chef à la succession de leur grand-père, et ils sont au même degré de parenté que les enfants de *Secundus*. La vocation personnelle de tous ces héritiers est égale, aucun n'emprunte la place, ni le degré d'un héritier décédé antérieurement ; en un mot, il n'y a pas de représentation, et la faute de l'indigne ne peut nuire à ses enfants.

Il en serait de même si le *de cujus* ne laissait pas d'autres enfants que l'indigne.

Mais la question devient plus délicate, et c'est à ce sujet que naît la controverse, dans le cas où celui qui a commis le fait d'où est résulté l'indignité, est mort avant l'ouverture de la succession. Ses enfants peuvent-ils venir par représentation à la succession dont il eût pu être exclu s'il avait survécu ?

Primus par exemple a été condamné pour avoir tenté de donner la mort à son père *Secundus* ; puis il meurt

avant ce dernier. *Secundus* meurt à son tour et laisse comme parents un autre fils *Tertius* qui accepte la succession, et les enfants de *Primus*. Ceux-ci ne peuvent pas venir de leur chef à la succession du *de cujus* puisqu'ils sont d'un degré plus éloigné que leur oncle *Tertius* qui les prime. Mais peuvent-ils venir concourir avec lui par le moyen de la représentation ? peuvent-ils se prévaloir de l'article 740 du Code civil pour représenter leur père *Primus* prédécédé ? telle est la question.

Pour soutenir que dans notre hypothèse, la loi enlève aux enfants le droit de représenter leur père coupable, on raisonne de la façon suivante : les termes de l'article 730 montrent d'une façon évidente que la loi n'exclut pas les enfants de l'indigne pour la faute de leur père, lorsqu'ils viennent à la succession du *de cujus* en vertu de leur vocation héréditaire personnelle, mais que s'ils ont besoin de la représentation pour recueillir la succession, l'indignité de celui qu'ils devraient représenter, les empêche de profiter de ce bénéfice. Il est bien certain que la loi n'a pu prévoir que le cas où la représentation était possible d'après les principes généraux sur la matière, autrement cette disposition n'aurait aucun sens, car il n'y a pas besoin d'une disposition spéciale pour décider que les enfants d'un indigne ne pourront pas représenter ce dernier si les circonstances avaient écarté du bénéfice de la représentation, même les enfants d'un individu non indigne. Or, « on ne représente pas les personnes vivantes »

(art. 744). Et si les enfants de l'indigne ne peuvent le représenter, c'est parce qu'il est vivant, mais non parce qu'il est indigne. L'article 730 ne peut donc se comprendre que dans le cas de prédécès de l'indigne, puisqu'il ne peut être question de représentation que dans ce cas.

Ainsi donc, que l'indigne soit encore vivant ou prédécédé à la mort du *de cujus*, il ne pourra pas transmettre à ses enfants ses droits de succession. S'il est encore vivant, la représentation ne peut avoir lieu ; si au contraire il est prédécédé, l'indignité qu'il a encourue lui a fait perdre tous ses droits d'héritier il ne peut donc en transmettre puisqu'il n'en a aucun. Qu'est-ce en effet que la représentation, sinon une fiction de la loi dont l'effet est de faire entrer les représentants dans la place, le degré et les droits du représenté (art. 739). Les enfants de l'indigne ne peuvent donc réclamer que les droits de leur père : or, il n'en a pas. Dès lors ses enfants ne peuvent avoir plus de droits que lui, car le représentant ne saurait avoir plus de droits que le représenté.

Les mots « de leur chef et sans le secours de la représentation » n'auraient aucun sens « si les enfants ne pouvaient pas plus être exclus pour la faute de leur père dans le dernier cas que dans le premier et si telle avait été l'idée du législateur il serait inconcevable qu'il n'eût pas dit tout simplement : les enfants de l'indigne ne pourront pas être exclus pour la faute de leur père (1) ».

(1) Baudry et Wahl, *Successions*, t. 1, n° 332.

Enfin, cette opinion s'appuie encore sur ce que la jurisprudence paraît s'être fixée dans ce sens (1).

Nous ne saurions, quant à nous, nous conformer à cette doctrine.

Rappelons d'abord ce principe fondamental de l'indignité, à savoir qu'il ne peut être question d'indignité avant l'ouverture de la succession : le coupable ne peut donc être déclaré indigne, s'il est mort avant l'ouverture de la succession du *de cuius*. Or, la représentation ne peut se supposer que dans ce cas : les enfants ne peuvent représenter leur père que dans le cas où celui-ci est mort avant l'ouverture de la succession. Dès lors, comment peut-on dire que l'indignité empêche les enfants du coupable de le représenter, puisqu'il n'y a jamais eu ni indigne, ni indignité.

L'article 730 prouve déjà sur ce point que le législateur n'a pas eu en vue le cas du prédécès du coupable, car il parle des enfants *de l'indigne*, il faut donc que celui-ci ait survécu. Pourquoi, en effet, prêter au législateur la pensée que rien ne fait d'ailleurs supposer d'une façon certaine, d'avoir voulu adopter la théorie de l'indignité légale absolument contraire, nous l'avons déjà dit, aux théories de l'ancien droit.

De plus, l'article 730, dans sa seconde partie, déclare que l'indigne ne peut en aucun cas réclamer sur les biens de la succession dont il est exclu, l'usufruit légal des

(1) Arrêt précité de la Cour de Bordeaux, 1^{er} décembre 1853.

père et mère sur les biens de leurs enfants. Cette disposition ne fait-elle donc pas encore supposer que le législateur a pensé à la survivance de l'indigne ?

La théorie que nous combattons nous semble de plus en opposition flagrante avec les principes fondamentaux de la représentation. En effet, en cas de représentation qui est héritier : le représenté ou le représentant ? incontestablement ce dernier. C'est donc par rapport au représentant que se pose la question de savoir s'il n'est ni incapable ni indigne. Ce ne sont pas les qualités du représenté qui n'est pas, qui n'a jamais été héritier, qu'il faut examiner, mais celles du représentant qui est le seul héritier. « Et la preuve en est, dit Demolombe, que si l'enfant du délinquant prédécédé s'était lui-même rendu indigne de la succession, il ne pourrait pas y venir, même par représentation de son père (1). »

Cette fiction de la représentation ne peut être invoquée que par un héritier qui a une vocation propre et personnelle à la succession, et c'est de la loi et non du représenté qu'il la tient. D'ailleurs, le représenté eût-il survécu, il aurait eu des droits que sa conduite il est vrai eût pu lui faire perdre ; mais sa mort survenue avant que son indignité ait été prononcée, a eu pour résultat de le laisser en possession de tous ses droits, il est mort absolument capable et non indigne, on ne peut contester à ses enfants la faveur d'invoquer les droits qui lui appartenaient.

(1) Demolombe, XIII, n° 292.

Enfin, le caractère de peine que nous avons reconnu à l'indignité conduit encore à notre solution. Que si l'on nous objecte que la déchéance résultant de l'indignité est une peine d'une nature particulière, ce que nous avons admis, nous répondrons encore que quelle que soit la nature de la peine, la logique et l'équité exigent que seul le coupable soit frappé et qu'il n'est pas juste que sa faute retombe sur ses enfants. L'indigne est frappé d'une déchéance qui ne doit atteindre que lui.

Nous avons admis cependant que l'action en déclaration d'indignité pouvait être exercée même après la mort du coupable, afin d'empêcher ses héritiers de profiter de son crime ; mais ici nous ne sommes plus dans la même hypothèse : il ne s'agit pas d'individus héritant de l'indigne, il s'agit de ses enfants héritant directement de celui qu'il a tué : ce sont eux qui sont héritiers, or ils ne sont pas indignes de l'être, parce que leur père eût été peut-être déclaré tel s'il avait survécu.

L'article 730 vise donc uniquement le cas où l'héritier coupable a survécu au *de cujus*. Ses enfants ne pourront le représenter, mais est-ce parce qu'il est indigne ? Non, c'est parce qu'il est vivant, et qu'on ne peut pas représenter les personnes vivantes. Mais si le coupable est prédécédé, l'article 730 ne doit pas trouver son application, et aucun texte n'existe pour faire déroger aux principes qui régissent la représentation.

On a dit qu'en admettant notre théorie, il fallait reconnaître que l'article 730 n'avait pas de raison d'être, puis-

qu'il ne pouvait être alors que la répétition de la règle générale. Mieux vaut, croyons-nous, reprocher au législateur une inutilité, que pouvoir l'accuser d'avoir mis dans la loi une règle contraire aux principes de l'indignité et de la représentation. D'ailleurs, ce n'est pas le seul cas où le législateur ait reproduit pour des circonstances spéciales les dispositions des principes généraux, il n'y a donc pas lieu de s'en étonner autant, et d'en tirer argument. L'article 744 formule la règle qu'on ne peut représenter une personne vivante, et l'article 787 vient déclarer qu'« on ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé ». Or, ce dernier texte ne dit pas autre chose que ceci : on ne représente pas une personne qui a renoncé parce que ce renonçant était encore vivant lors de l'ouverture de la succession. Voilà donc un autre exemple de répétition, et l'on ne doit voir, dans cet article 787, que le simple rappel d'une règle générale.

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

I. — Allemagne.

Le nouveau Code civil allemand, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1900, reproduit en matière d'indignité successorale, les principes admis déjà par la plupart des anciennes législations allemandes. Mais, jusqu'à cette époque, celles-ci différaient quelque peu entre elles.

Dans le Wurtemberg, par exemple, une loi du 5 septembre 1839 d'après laquelle l'indigne était réputé prédécédé, semblait confondre l'indignité avec l'incapacité. En Saxe, au contraire, l'indignité était nettement reconnue et un héritier ne pouvait être déclaré indigne que sur une demande formée régulièrement en justice par tout individu y ayant intérêt ; il n'était nullement assimilé à un incapable.

Toutes ces différences, causes de difficultés dans la pratique, ont disparu aujourd'hui. Le nouveau code civil a unifié, pour tout l'empire allemand, la théorie de l'indignité en matière de succession.

A la différence de notre droit français, le droit civil allemand admet que l'indignité peut frapper même un hé-

ritier testamentaire aussi bien qu'un héritier légitime lorsqu'il s'agit de la faute la plus grave, c'est-à-dire en cas de meurtre ou de tentative de meurtre sur le défunt (art. 2345, C. civ.).

L'étendue de l'indignité allemande est donc plus large que chez nous. De plus, si l'on observe les cas dans lesquels le nouveau Code allemand frappe de déchéance pour indignité l'héritier coupable, on est amené à conclure que les tribunaux de l'Empire doivent être, beaucoup plus souvent que les nôtres, appelés à statuer sur des questions de cet ordre. La plupart du temps, en effet, ce sera pour cause d'un obstacle apporté par l'héritier présomptif à la liberté de tester du *de cujus*, que l'indignité sera encourue. Dès lors, il est facile de voir que les cas d'indignité du Code allemand sont beaucoup plus du domaine de la pratique que ceux admis par notre article 727.

Toutefois, malgré ces raisons, il ne faudrait pas croire qu'en Allemagne, cette question soit beaucoup plus importante qu'en France, car, indépendamment des entraves apportées à l'exercice de l'action en déclaration d'indignité, par l'existence de délais très courts, la théorie de l'exhérédation qui est admise dans le Code allemand enlève certainement beaucoup d'intérêt pratique à la question de l'indignité.

Ce Code n'admet pas comme cause d'indignité, la négligence de l'héritier majeur à dénoncer le meurtre du défunt. Mais, il déclare indigne d'hériter :

1° Celui qui, à dessein et sans droit, a donné la mort ou tenté de la donner au défunt, ou l'a mis dans un état par suite duquel, jusqu'à son décès, le *de cujus* était dans l'impossibilité de faire ou de révoquer une disposition à cause de mort.

Remarquons de suite qu'il n'est pas nécessaire que l'héritier ait été condamné pour son crime ; la preuve certaine est suffisante.

L'article 2339 déclare encore indignes :

2° Celui qui, à dessein et sans droit, a empêché la confection ou la révocation d'une disposition à cause de mort ;

3° Celui qui, par dol ou violence, a déterminé le défunt à faire ou à révoquer une disposition à cause de mort ;

4° Celui qui, relativement à une disposition à cause de mort du *de cujus*, s'est rendu coupable de faux ou de divertissement de titre.

Mais, lorsque le résultat désiré par l'héritier coupable n'a pas pu être atteint, la loi décide qu'il n'y aura pas lieu de le déclarer indigne. C'est ce qui arrivera si, avant l'ouverture de la succession, la disposition à laquelle le défunt a été déterminé ou au sujet de laquelle l'acte illicite a été commis, est devenue nulle, ou si la disposition qu'il a été forcé de révoquer est devenue sans effet.

De cette règle, il semble qu'on doit conclure que l'indignité du système allemand ne repose pas sur le même principe que l'indignité admise par le Code civil français. En effet, tandis qu'en France, la loi a principalement

pour but de châtier le coupable en le privant du bénéfice de la succession à laquelle il était appelé, le législateur allemand a surtout voulu empêcher qu'il n'y ait un bénéfice acquis illégalement ; ce n'est pas précisément l'intention mauvaise et le manque flagrant d'affection de l'héritier envers le défunt qu'il a voulu réprimer, c'est bien plutôt le résultat illicite cherché par le coupable qu'il ne veut pas laisser obtenir ; au testateur appartient le devoir de punir son héritier présomptif au moyen de l'exhérédation.

Cette remarque nous amène à dire qu'avec de tels principes, la loi allemande ne pouvait pas manquer de reconnaître le pardon émanant du défunt comme suffisant pour empêcher l'action en indignité de pouvoir être intentée après sa mort. C'est ce que décide expressément l'article 2343 du nouveau Code civil.

L'indignité n'a pas lieu de plein droit, elle doit être prononcée en justice. L'action qui ne peut être intentée qu'après l'ouverture de la succession repose sur la déclaration du demandeur que la dévolution de la succession est entachée de nullité.

L'action en déclaration d'indignité appartient à toute personne intéressée, c'est-à-dire à tous ceux qui sont appelés à profiter de l'exclusion de l'indigne, qu'il s'agisse d'un héritier d'un ordre subséquent, ou d'un cohéritier, ou même d'un colégataire dans les deux cas où l'indignité est admise en matière de succession testamentaire.

A part cette dernière extension, la règle est la même dans notre législation ; mais il faut noter cependant une autre différence : en effet, l'article 2341 du Code allemand admet que, si celui appelé à profiter de l'exclusion de l'indigne n'agit pas, l'action appartiendra à l'héritier subséquent. Elle peut donc être intentée par une personne qui n'a point d'intérêt ; puisque, même si elle réussit à faire exclure l'indigne, l'exclusion de ce dernier ne profitera pas à elle-même, mais à l'héritier de l'ordre précédent qui n'a pas agi. L'existence de cette règle, contraire au principe qu'il n'y a point d'action quand il n'y a pas d'intérêt, repose sans doute sur l'idée que nous avons mentionnée et qui inspira la théorie allemande de l'indignité, d'après laquelle il faut empêcher de toute façon l'héritier indigne d'atteindre le résultat illicite qu'il désire et qu'il a recherché au moyen de son acte fautif.

Quant au délai pendant lequel l'action peut être portée devant le tribunal, il est très court. D'abord, la succession doit être ouverte, nous l'avons déjà dit ; et de plus, l'article 2340 décide que l'indignité ne peut être demandée en justice que pendant une année à partir du jour où l'intéressé a connu le fait qui la motive. Enfin, l'action n'est plus possible après trente ans écoulés depuis le jour de l'ouverture de la succession.

Quant aux effets produits par la déclaration d'indignité, ils n'ont lieu qu'à partir du moment où le jugement a acquis force de chose jugée (art. 2342).

La déclaration d'indignité rend celui qui la subit réputé étranger à la succession du jour de son ouverture. Dès lors, celui qui en profite est censé avoir toujours été héritier.

De cet effet rétroactif du jugement, il résulte que les actes passés par l'indigne sur les biens héréditaires sont anéantis, et qu'en sens inverse, si celui qui en profite avait consenti quelques droits sur ces mêmes biens, ceux-ci seraient grevés valablement puisque le constituant est réputé avoir toujours été héritier et propriétaire.

L'héritier indigne perd tous ses droits héréditaires. Il devra rendre tous les biens de la succession qu'il peut posséder. Sur ce point, il est vrai, le Code civil allemand ne s'exprime pas expressément, mais cette solution ne saurait être mise en doute. Il est certain également que tous les fruits et intérêts perçus devront être rendus.

S'il s'agit d'un héritier *ab intestat* qui soit héritier réservataire, l'indignité prononcée contre lui fait tomber même son droit à la réserve, s'il est dans un des cas prévus par le premier paragraphe de l'article 2339, c'est-à-dire s'il s'est rendu coupable de meurtre ou de tentative de meurtre sur la personne du défunt.

En droit français, cette solution est admise sans distinction de la cause d'indignité.

II. — Angleterre.

La seule analogie que l'on puisse trouver dans le droit

anglais avec notre Code civil, est relative à l'indignité en cas de meurtre du défunt. La loi anglaise décide que celui qui a donné la mort au défunt sera exclu de sa succession par forfaiture, comme s'il avait commis tout autre crime emportant mort civile.

Mais encore est-il qu'il s'agit ici plutôt d'une incapacité générale que d'un véritable cas d'indignité, car en droit anglais il est de principe que le condamné pour trahison ou autres crimes les plus odieux désignés sous le nom de « *felonies* », ne peut recueillir ni transmettre des biens par succession. Ce n'est donc pas l'indignité, avec son caractère distinctif de déchéance relative à une succession particulière, qui frappe celui qui a donné la mort au défunt, puisque son crime lui enlève en même temps le droit de succéder ou de transmettre par succession d'une manière générale.

III. — Autriche.

Le Code civil autrichien date de 1811. Jusqu'au 1^{er} janvier 1900 la législation autrichienne était la seule des législations allemandes qui considérait l'indigne comme légalement inhabile à succéder. Mais cette exception n'existe plus, puisque le nouveau Code civil allemand admet l'indignité en matière de succession et lui consacre plusieurs articles.

L'article 540 du Code autrichien déclare indigne de succéder au défunt, celui qui a, avec mauvaise intention,

tué le défunt ou porté atteinte à sa vie, à son honneur ou à ses biens. Il en est de même si ces actes criminels ont été dirigés contre les descendants du *de cujus* ou contre son épouse. Mais le Code autrichien exige comme condition, que ces actes soient susceptibles de faire naître contre leur auteur des poursuites pénales soit d'office, soit intentées par la partie offensée. Toutefois, l'article 540 *in fine* décide que si l'on peut présumer que le défunt a pardonné à l'offenseur celui-ci ne sera pas exclu de sa succession.

Est encore indigne de succéder celui qui, par violence ou par dol, a contraint la dernière volonté du défunt, ou lui a empêché de faire son testament ou a détruit celui-ci déjà fait (art. 542).

Enfin, mais cette dernière cause d'indignité est relative à la succession testamentaire, ne peuvent rien recueillir réciproquement l'une de l'autre par dispositions de dernière volonté, les personnes qui ont avoué ou qui ont été judiciairement convaincues d'adultère ou d'inceste avec le *de cujus* (art. 543).

L'indigne est réputé prédécédé et son indignité empêche tout droit héréditaire de se fixer sur sa tête.

L'article 541 est ainsi conçu : les descendants de celui qui s'est rendu indigne du droit d'hérédité, ne sont pas exclus de la succession du *de cujus*, si la mort du coupable est survenue antérieurement à celle de celui à qui il devait succéder.

L'indignité ne met donc pas obstacle au droit de représentation des enfants de l'indigne.

L'indignité ne peut résulter des actes criminels énoncés dans l'article 540 que s'ils ont été commis du vivant du *de cujus*. L'atteinte portée à sa mémoire ne pourrait donc pas rendre son auteur indigne de recueillir la succession du défunt ; ainsi l'a jugé la Cour suprême d'Autriche le 12 mars 1879.

L'indignité sous le Code civil autrichien a lieu par rapport à la succession testamentaire et à la succession *ab intestat*. Un legs valable devient caduc si le légataire est indigne (art. 543).

On peut se demander en raison du silence de la loi, si le pardon qui efface l'indignité dans le premier cas (art. 540) a une égale efficacité dans les autres cas. L'affirmative doit être enseignée, car, en dehors de cette considération qu'il n'est pas possible de trouver un motif capable de conduire à des distinctions, un puissant argument d'analogie est fourni par le nouveau Code allemand d'après lequel le pardon du défunt met obstacle à la déclaration d'indignité, dans tous les cas.

L'indignité a en Autriche des effets semblables à ceux résultant de l'indignité en Allemagne.

IV. — Provinces baltiques.

Les provinces baltiques (1) ont une législation très compliquée sur la théorie de l'indignité en matière de succession.

(1) Esthonie, Livonie, Courlande.

Le Code baltique donne des cas d'indignité une liste beaucoup plus longue que notre Code civil français. « Perd tout droit à la succession ou au legs qui lui est dévolu :

« 1° Celui qui a donné ou tenté de donner la mort au défunt ;

« 2° Celui qui par fraude ou par violence, a empêché le défunt de manifester ou de modifier ses dernières volontés ou qui, à l'inverse, l'a contraint de faire ou de changer son testament ;

« 3° Celui qui a contesté à tort la capacité juridique du testateur par la libéralité de qui il avait été gratifié ;

« 4° Celui qui, du vivant du testateur et à son insu ou contre son gré, a fait un pacte sur la succession future de ce dernier (art. 2848). »

L'indignité de recueillir un legs frappe encore : les personnes qui vivent en état de concubinage ; elles sont indignes de rien recevoir l'une de l'autre par acte de dernière volonté. L'épouse adultère ne peut pas non plus succéder à son mari. Celui qui attaque un testament et qui succombe dans son action, est déchu des droits que lui conférait ce testament.

Le Code baltique écarte aussi, comme indigne d'une succession *ab intestat*, celui qui s'abstient de provoquer des poursuites contre le meurtrier du défunt. La fille qui se marie sans le consentement de ses parents perd tout droit à leur succession.

Enfin signalons un cas qui se rapproche du second cas

de notre article 727 : les frères et sœurs qui ont intenté contre le défunt une action criminelle, ou méchamment cherché à lui causer une perte de fortune, sont exclus de tout droit à sa succession légitime.

Cette liste fort longue, quoique encore incomplète des cas d'indignité, montre que le droit des provinces baltiques applique la théorie de l'indignité aussi bien à la succession testamentaire qu'à la succession *ab intestat*.

Cette législation n'exige pas, à la différence de la nôtre, que le meurtrier ait été condamné pour son crime, ni que la calomnie ait été reconnue en justice : il suffit que les faits soient prouvés et certains.

Au point de vue des effets de l'indignité, ce Code contient des règles qui ne sont pas toujours identiques à celles de la loi française.

L'indignité empêche celui qu'elle frappe, de rien recueillir de la succession. Les biens dont il est ainsi exclu passent à ceux que la loi appelle à sa place et que sa présence eût écartés ou gênés, soit qu'il s'agisse d'un héritier subséquent, soit qu'il s'agisse d'un cohéritier. Si l'indignité frappe un légataire universel, celui-ci étant exclu et faisant ainsi défaut, l'hérédité sera dévolue d'après les règles de la succession *ab intestat*.

En Livonie et en Esthonie, l'indignité dont est frappé l'héritier d'un parent infirme parce qu'il a abandonné ce dernier, profite à l'établissement de bienfaisance qui a recueilli l'infirmes. Toutefois, la famille a le droit d'opérer contre l'établissement charitable, le retrait des biens patri-

moniaux qui se trouvaient dans la succession. Qu'on le remarque donc, en passant, l'origine des biens joue toujours un certain rôle pour leur dévolution entre héritiers.

Par rapport à ceux qui sont appelés à profiter de sa déchéance, l'indigne est considéré comme n'ayant jamais eu aucun droit sur les biens héréditaires ; et s'il en a eu la possession, il est assimilé au possesseur de mauvaise foi. Aussi, est-il tenu de restituer tous ces biens avec leurs accessoires et les fruits qu'il a perçus, sans distinction.

Il est intéressant de signaler ici une règle analogue à celle que nous avons trouvée en droit romain et que le Code civil français a repoussée, à cause de son excessive rigueur. Le Code baltique (art. 2376) déclare que les effets du titre d'héritier qui s'était fixé sur la tête de l'indigne, ne cessent pas dans le passé d'une manière absolue. L'indigne a le droit de se faire rembourser les sommes qu'il a payées pour la succession, par exemple les dettes héréditaires ; mais il n'a droit à aucune récompense ni indemnité pour le préjudice que peut lui avoir causé l'addition d'hérédité : la confusion qui s'est produite entre son patrimoine et celui du défunt n'en continue pas moins à sortir ses effets, il perd tout droit aux créances qu'il a pu avoir contre le *de cuius* et qui se sont éteintes par la confusion.

Le Code baltique admet, enfin, que le pardon du défunt peut effacer la déchéance de l'indigne ; peu importe

en outre que ce pardon soit manifesté expressément ou tacitement. Il peut résulter par exemple d'une institution en faveur du coupable, faite depuis le jour où le *de cujus* a eu connaissance de l'acte entraînant l'indignité, car dans ce cas, sa volonté de pardonner l'offense n'est pas douteuse et elle doit être respectée.

V. — Belgique.

Les coutumes de l'ancien droit belge sont muettes sur les qualités requises pour pouvoir succéder à un défunt. Aussi, à défaut de législation, les Cours et tribunaux rendaient des arrêts et des jugements basés sur les règles romaines relatives à l'indignité successorale. Une seule coutume indiquait cependant un cas particulier d'indignité : les statuts du duché de Bouillon et de Muno déclaraient indigne de succéder : celui qui avait donné la mort au défunt ou conspiré contre lui. De 1795 à 1814, les départements français formés par la Belgique furent régis par les mêmes lois que les autres parties de la France, et toutes les anciennes coutumes disparurent lorsque le Code Napoléon devint la loi générale. Après 1814, on devait rédiger pour tout le royaume des Belges une seule loi civile ; mais les événements postérieurs retardèrent les travaux et de nos jours encore, c'est le Code civil français de 1804 qui est en vigueur en Belgique. De nombreuses lois sont venues depuis, apporter des modifications rendues nécessaires, notamment une

loi du 26 novembre 1896 sur les droits de succession du conjoint survivant, inspirée du même esprit que notre loi du 9 mars 1891. Mais, en ce qui concerne notre matière de l'indignité, ce sont toujours les mêmes articles 727 à 730 du Code civil français qui sont applicables. Il faut toutefois noter une différence en ce qui concerne le premier cas d'indignité prévu par l'article 727 ; tandis qu'en France, les complices du meurtrier sont punis de la même peine que lui, les articles 66 et 67 du Code pénal belge (du 15 octobre 1867) édictent une règle contraire. Il en résulte qu'il ne peut y avoir en Belgique de difficulté pour résoudre la question de savoir si le complice doit être assimilé au meurtrier au point de vue de l'indignité ; la controverse que nous avons signalée en France ne saurait donc se retrouver ici.

La Belgique ayant la même loi civile que la France, nous devrions terminer de suite l'étude de la question de l'indignité successorale dans ce pays. Mais, il existe un avant-projet de revision (1) du Code Napoléon pour la Belgique que nous ne croyons pas pouvoir passer sous silence, car, appelé à devenir prochainement un Code en vigueur, il contient des règles très différentes de celles que nous avons chez nous, notamment en ce qui concerne l'indignité en matière de succession.

L'article 745 de cet avant-projet est ainsi conçu :

(1) Cet avant-projet de révision, terminé en 1885, est l'œuvre de M. Laurent, professeur à l'Université de Gand. Il est beaucoup inspiré des règles du Code civil italien.

« Sont incapables de succéder pour cause d'indignité :

1° Celui qui a donné ou tenté de donner la mort au défunt ;

2° Celui qui a imputé au défunt un crime, si l'accusation a été jugée calomnieuse ;

3° Celui qui a empêché le défunt de tester ou de révoquer son testament, et celui qui a caché, supprimé ou altéré un testament. »

L'indignité est donc assimilée à l'incapacité ; comme cette dernière, elle a lieu de plein droit, en vertu de la loi qui présume la volonté du défunt d'exclure de sa succession un parent qui n'a pas d'affection pour lui et qui a donné la preuve de ses sentiments par un manquement grave à ses devoirs.

La troisième cause d'indignité repose encore sur la présomption que le défunt n'a pas voulu déférer au successeur la succession *ab intestat* ; l'indigne est exclu au moment même où il serait appelé à succéder, c'est-à-dire à la mort du *de cuius*.

Comme la loi italienne, cet avant-projet n'exige pas la condamnation du meurtrier. Le manque d'affection est suffisamment établi pour donner lieu à l'indignité, lorsqu'il est certain que l'héritier présomptif a tué le défunt ou a tenté de lui donner la mort.

La loi française exige, pour la seconde cause d'indignité, que l'héritier ait porté contre le défunt une accusation calomnieuse. Le projet de révision n'emploie pas cette expression que nous avons du reste reconnue tout

à fait impropre, car il n'est pas si exigeant sur ce point. Il n'est pas nécessaire en effet qu'une plainte ou une dénonciation ait été formée régulièrement en justice, il suffit que l'héritier ait imputé d'une façon quelconque un crime au défunt ; s'il y a vraiment imputation calomnieuse, c'est-à-dire si l'héritier a attribué un acte criminel au défunt, en sachant qu'il mentait et qu'il parlait ainsi par méchanceté, la condition est remplie, l'indignité frappera le calomniateur.

Il n'est pas nécessaire non plus, que la calomnie ait pour objet un crime susceptible de faire prononcer contre le défunt une peine capitale.

Cet avant-projet, on le voit, est plus rigoureux que l'article 727 de notre Code civil.

Comme troisième cause d'indignité, l'article 745 admet des actes coupables de la part de l'héritier, que la loi italienne punit de la même façon, mais que notre Code français n'admet point comme suffisants pour rendre leur auteur indigne. Lorsque cet article décide que l'indignité frappera l'héritier qui a empêché le défunt de tester, c'est encore dans le but de faire respecter la volonté présumée du *de cujus* : en effet, celui-ci voulait faire un testament, c'est évidemment qu'il désirait écarter en tout ou partie l'héritier appelé par la loi à sa succession, et alors si ce dernier l'a empêché de tester, l'ordre légal qui reprend son empire est contraire à la volonté du défunt : c'est ce résultat qu'il ne faut pas laisser se produire. Des mêmes raisons se retrouvent pour les autres cas où l'héritier a

empêché le défunt de révoquer ou de changer son testament ; et pour celui où il a caché, détruit ou altéré lui-même les dispositions de dernière volonté du *de cujus*.

La troisième cause d'indignité de notre article 727, n'est pas parmi celles que l'avant-projet admet : l'indignité ne frappe pas l'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé à la justice. Est-ce, comme on l'a dit, parce que, dans l'état actuel de la législation moderne, les crimes sont recherchés et punis au moyen du ministère public et que grâce au zèle et à l'expérience des magistrats chargés de la vindicte publique, il arrivera rarement qu'un meurtre reste inaperçu et impuni ; que dès lors, mettre une semblable disposition dans la loi, c'est formuler une règle inutile ou à peu près ? M. Laurent ne l'a pas pensé ; il ne croit pas nécessaire d'ajouter ce cas d'indignité parce que c'est pousser un peu trop loin la rigueur de la loi, de mettre sur la même ligne le meurtre du défunt et la simple négligence de le dénoncer à la justice. Cette négligence ne constituera d'ailleurs pas toujours une preuve suffisante du manque complet d'affection de l'héritier pour le défunt.

Nous avons déjà constaté que cet avant-projet de réforme assimilait l'indigne à l'incapable. « Sont incapables de succéder pour cause d'indignité » ; ainsi s'exprime, à son début, l'article 745 qui donne la solution d'une question de principe. L'indignité ne semble pas être autre chose qu'un cas d'incapacité. De plus, la déchéance qui frappe le coupable n'étant que le résultat de la volonté

présumée du défunt de l'écarter de sa succession, l'exclusion doit se produire au moment même de l'ouverture.

Il va de soi par conséquent qu'un jugement pour prononcer et faire naître l'indignité n'est nullement nécessaire ; en effet, dit l'auteur de l'avant-projet : ou le fait qui est la cause de l'indignité n'est pas contesté et alors il n'y a pas de raison pour que le juge intervienne, le manque d'affection pour le défunt est flagrant de la part de l'héritier, et celui-ci est indigne. Le juge n'aura à intervenir que si l'indigne ne voulait pas rendre les biens dont il a pu avoir pris possession ; mais alors, l'intervention du juge ne fera que constater l'existence de l'indignité ; — ou bien, le fait est contesté et le juge interviendra pour examiner si oui ou non ce fait doit être reconnu certain, auquel cas il constatera l'indignité comme existant non du jour de cette constatation, mais du jour antérieur où ce fait qui en est la cause, s'est passé.

D'ailleurs, l'incapacité aussi peut être contestée, mais si le juge reconnaît que la cause d'incapacité existe, l'héritier incapable est frappé de ce vice antérieurement à l'ouverture de la succession dont aucun droit n'a jamais pu se fixer sur sa tête.

De ce que l'indignité résulte de la loi et a lieu de plein droit comme l'incapacité, il résulte que l'héritier indigne n'a jamais hérité, il n'a jamais eu aucun droit sur les biens de la succession. Il n'a par conséquent jamais pu valablement les administrer, ni en disposer. Toutefois, l'avant-projet admet que si les tiers ont traité de bonne

foi avec l'indigne, on devra respecter les actes ainsi passés ; nous trouvons ici une application de la théorie de l'héritier apparent : l'intérêt public demande qu'on maintienne des actes passés avec des personnes de bonne foi.

L'héritier indigne ne peut, à plus forte raison, jouir des biens héréditaires qu'il a pu posséder depuis l'ouverture de la succession ; il devra donc rendre avec eux les fruits et revenus de toute nature qu'il a touchés.

Mais, si l'indigne ne peut en rien profiter de la succession dont il est exclu, sa faute ne doit pas nuire à ses enfants et ceux-ci pourront le représenter pour arriver à la succession dont il eût été écarté s'il avait survécu. L'article 748 est ainsi conçu : « l'indignité du père n'empêche pas ses enfants ou descendants de succéder, soit de leur chef, soit par représentation. »

Toutefois, le père indigne n'est pas privé de l'administration des biens que ses enfants auront recueillis dans la succession dont il a été exclu : l'article 748 ne laisse, par son silence calculé, aucun doute à cet égard. La raison en est que cette gestion n'est pas un avantage pour celui qui en est chargé et que les enfants auront plus de chance de trouver dans leur père un gérant plus dévoué que dans un étranger quelconque, et de ne pas souffrir ainsi indirectement de la faute de leur père. L'indignité de celui-ci, en effet, ne conduit pas du tout à penser que ses sentiments pour ses enfants sont aussi mal inspirés que ceux qui l'animent envers le défunt.

Quant à l'usufruit des biens héréditaires recueillis par

les enfants, dont est privé le père indigne d'après les règles du Code civil français actuellement en vigueur, il n'en est pas question dans les articles de l'avant-projet de réforme. Mais, il ne faudrait pas tirer de ce silence la conclusion que cet usufruit ne sera pas retiré au père indigne, ce serait une erreur absolue. La raison du silence de l'article 748 s'explique d'elle-même, puisque l'avant-projet qui révisé tout le Code civil supprime cet usufruit légal des père et mère.

Enfin, le pardon émanant du défunt peut effacer l'indignité. Ce pardon n'a pas besoin, pour être efficace, d'être contenu dans un acte authentique: un acte sous seing privé le constatant serait suffisant. L'auteur du projet déclare même qu'on pourrait soutenir que le pardon tacite suffit, car la réconciliation n'est pas un acte solennel. Toutefois, il remarque avec raison, qu'un acte écrit supprimera toutes les contestations que pourrait faire naître un pardon plus ou moins certain.

VI. — Danemark.

Le Danemark est soumis encore de nos jours à une législation fort ancienne : les lois de ce pays sont en effet codifiées depuis 1683 ; et c'est ce Code, connu sous le nom de « Code Christian » en souvenir du roi Christian V qui en ordonna l'exécution, qui est encore en vigueur. Le Code danois ne connaît qu'une cause d'indignité : c'est la mort donnée à une personne par celui qui

était appelé à lui succéder. Il n'exige pas que le coupable ait été condamné comme meurtrier, et ne fait aucune distinction sur le point de savoir si la mort a été donnée volontairement ou par simple accident. La raison de ces défauts réside certainement dans l'ancienneté de ses dispositions.

L'indignité frappe même celui qui a donné la mort aux autres héritiers légitimes de la personne à la succession de laquelle il était appelé. Le meurtrier qui a voulu faire disparaître un héritier dont la présence l'eût gêné, est déclaré indigne et déchu de tous ses droits à la succession qu'il a voulu accaparer pour lui seul.

Les enfants de l'indigne ne souffrent pas de la faute de leur père, l'indignité du coupable n'empêche pas ses descendants de venir à la succession dont il a été exclu ; et ils peuvent y venir soit de leur chef, soit au moyen de la représentation.

VII. — Norwège.

Lors de la promulgation du Code Christian en Danemark, la Norwège était réunie à ce pays et sous la domination du même roi Christian V ; aussi, ce que ce monarque avait fait pour les Danois en 1683, il voulut le faire pour les Norwégiens; et en 1687 la Norwège eut à son tour ses lois codifiées. Ce dernier Code fut presque textuellement copié sur celui de 1683, mais aujourd'hui les modifications successives qu'il subit furent si nom-

breuses, qu'il serait difficile d'y retrouver souvent la trace de son origine.

Notamment en ce qui concerne l'indignité en matière de succession, le Code norvégien de 1687 qui est encore aujourd'hui le Code en vigueur, s'écarte profondément du Code danois.

En Norvège, l'indignité frappe et fait exclure des successions :

1^o L'enfant qui désobéit à ses parents et méprise leurs sages exhortations ;

2^o Celui qui a donné la mort au défunt ;

3^o L'époux contre lequel a été prononcé le divorce pour crime d'adultère ; il ne peut même pas succéder avec son conjoint à un enfant commun : c'est l'époux innocent qui succédera seul.

Il faut, bien entendu, quant au premier cas d'indignité, qu'il s'agisse d'une désobéissance grave aux parents. Toutefois le Code ne précisant nullement, c'est aux tribunaux à juger si le manquement aux devoirs de la piété filiale a été suffisant pour faire exclure le coupable de la succession de ses parents.

En ce qui concerne les effets de l'indignité relativement aux descendants de l'indigne, le Code norvégien est particulièrement sévère. Sa rigueur va jusqu'à décider que la faute de l'indigne retombe non seulement sur ses enfants, mais sur tous ses héritiers quels qu'ils soient : ceux-ci ne peuvent pas plus que l'indigne succéder au défunt.

C'est une règle contraire à celle adoptée par toutes les autres législations que nous avons étudiées.

VIII. — Suède.

De tous les pays de l'Europe continentale, la Suède possède sans contredit la législation la plus originale en ce qui concerne l'indignité en matière de succession. Cela vient de l'ancienneté de ses lois qui reproduisent textuellement parfois des coutumes encore plus anciennes. Le Code suédois qui date de 1734 est en vigueur depuis 1736.

Les lacunes que présentait ce Code étaient fort nombreuses, aussi, un grand nombre de lois postérieures, dont quelques-unes très récentes, sont-elles venues modifier et compléter cette législation. C'est ainsi que les ordonnances royales du 29 octobre 1860 et du 16 février 1864 vinrent adoucir en matière d'indignité les rigueurs de l'ancienne législation qui n'était plus en rapport avec les mœurs des temps modernes.

Le chapitre VI du titre des successions du Code suédois de 1734 est intitulé : « Du meurtrier et de son exclusion de la succession. » Il est bien certain, quoique le mot n'y soit pas prononcé, que c'est de l'exclusion pour indignité qu'il s'agit. Le Code suédois ne déclare indigne de succéder, que le meurtrier : il fait à ce sujet plusieurs distinctions que nous allons voir, mais, il faut le remarquer, il n'est pas question d'indignité frappant celui qui

aurait contraint d'une manière quelconque la dernière volonté du défunt, ou qui se serait rendu coupable envers lui d'une grave injure.

Personne ne pourra recueillir la succession de celui qu'il aura tué volontairement. Il faut remarquer que la loi suédoise ne parle que du meurtre volontaire; il n'en serait donc pas de même du meurtre involontaire et encore moins du meurtre résultant d'une simple imprudence. Des réserves doivent être faites cependant en ce qui concerne le meurtre entre époux et celui commis par le père ou la mère sur la personne de leurs enfants. L'indignité profitera à ceux qui eussent été écartés ou tout au moins, dont les parts eussent été diminuées par la présence de l'indigne; ils recueilleront les biens héréditaires dont il ne peut profiter. Cependant, si les héritiers qui sont appelés grâce à l'exclusion de l'indigne ne le sont que par le moyen de la représentation, ils seront exclus comme l'indigne lui-même. Le Code suédois présente sur ce point une grande rigueur, dont l'existence s'explique par l'ancienneté de la loi.

Ce Code prévoit aussi le cas où un homme meurt laissant sa femme enceinte. Celle-ci est tuée par les héritiers du mari ou bien elle est seulement maltraitée par eux, de telle façon que son enfant périt. Qu'arrivera-t-il dans ce cas? Comme le meurtrier ne doit pas profiter de son crime, la loi l'exclut de la succession du mari, en décidant que les biens de celui-ci qui avaient passé à l'enfant, ont été transmis ensuite de l'enfant à la mère, et

si celle-ci est morte, de la mère à ses héritiers propres. La loi ajoute même que si la mère ne se sachant pas enceinte avait légué sa succession aux héritiers du mari, ils devront la restituer.

Lorsque c'est le mari qui a tué sa femme, la loi le déclare indigne de lui succéder, même s'il n'y a pas eu assassinat dans le sens étroit du mot, c'est-à-dire meurtre volontaire : la mort de la femme résultant d'une faute lourde de son mari, suffit.

Le mari perdra tous ses droits à la succession de sa femme, mais sa peine ne s'arrêtera pas là. Il ne pourra pas réclamer son « *giftorätt* », c'est-à-dire son droit sur les biens meubles et immeubles de la communauté apportés par la femme, et sa part passera aux héritiers de celle-ci. Ceux-ci prélèveront sur le surplus la dot de la femme. De plus, s'il n'y a pas d'enfant commun, la femme a droit au « *morgon-gafva* » ou don du lendemain : dans notre hypothèse, si cette donation a été constituée en meubles, les héritiers de la femme en prélèveront encore le montant avec la dot. S'il y a des enfants communs, ils hériteront de leur mère, de telle sorte que la faute du mari lui fera perdre tous les droits qu'il aurait eus, soit dans la communauté soit sur les biens de sa femme, s'il ne l'avait pas commise.

Que les enfants viennent à décéder sans laisser eux-mêmes de descendants, leur père coupable ne pourra jamais hériter d'aucune portion des biens qui leur étaient venus de leur mère. La faute du père rejaillira même sur

ses parents qui seront exclus aussi des biens venant de sa femme. Ces biens passeront aux parents maternels de l'enfant décédé sans postérité.

Ces règles seront applicables dans le cas inverse, où la femme aura tué son mari. Mais elle perdra en outre son droit au « *morgon-gafva* ».

Le meurtre par imprudence n'est pas en général une cause d'indignité : il devient cependant suffisant pour la faire naître, lorsqu'il a eu pour victime les enfants du coupable. La loi ne distingue pas si c'est le père ou la mère, et les déclare indistinctement déchus de tous droits d'héritage sur les biens de leurs enfants, lorsque ceux-ci sont morts victimes de mauvais traitements ou même d'une grave imprudence de leur part.

Enfin, le Code suédois prévoit le cas où deux personnes, appelées respectivement à la succession l'une de l'autre, se tuent réciproquement dans un moment de colère ; celle qui aura survécu à l'autre ne fût-ce qu'un moment de raison, ne pourra en hériter, et la succession passera aux autres héritiers. Mais, comme cette déchéance n'est que la punition d'une faute, si l'on peut prouver que celui qui a tué l'autre, était en état de légitime défense, il n'y a plus de culpabilité et par conséquent le meurtrier ne doit pas être exclu de la succession de sa victime ; il en héritera, et rien ne s'oppose à ce qu'il puisse transmettre les biens de cette succession à ses propres héritiers.

Remarquons toutefois que la loi suédoise, quelque ar-

chaïque qu'elle soit, ne va pas, comme fait le droit musulman, dans le cas où la mort est résultée d'une lutte corps à corps, jusqu'à déclarer comme présumée innocente la personne qui meurt étant dessous et coupable celle qui était par dessus.

Le meurtrier n'a pas besoin d'avoir été condamné pour être déclaré indigne et exclu de la succession : il suffit que sa faute soit certaine.

Tels sont les seuls cas dans lesquels l'indignité est encourue d'après le Code suédois. Nous ne pensons pas qu'il faille voir une autre cause d'indignité dans la mort civile qui du reste est abolie aujourd'hui, ni dans l'expatriation du royaume pour un délit grave. Le chapitre VII déclare bien qu'un homme qui a encouru l'une de ces deux peines ne peut plus recueillir d'héritage dans le royaume, et qu'il en est de même de ses enfants conçus depuis sa mort civile, mais sans prendre garde du cas relatif à la mort civile, nous ne voyons dans le second qu'un cas d'incapacité et non d'indignité.

Le chapitre VII prévoyait encore deux autres causes d'indignité. Bien qu'en réalité, il n'y avait là, quoi qu'en dise la loi, que des causes d'incapacité et non d'indignité, nous les mentionnerons à cause de leur originalité. Ces règles ont du reste été abrogées. Lorsque les biens d'un homme étaient confisqués en vertu du Code criminel et qu'une succession venait à lui échoir après sa condamnation, il ne pouvait la recueillir et son indignité profitait à ses plus proches héritiers. — Il en était de

même pour celui qui était banni à temps. Il ne pouvait recueillir les successions qui lui étaient échues, et lors de sa rentrée dans le royaume, on lui donnait ce qui restait des rentes et des fruits après le paiement d'une pension prélevée pour les besoins de sa femme et de ses enfants s'il était marié.

L'ordonnance royale du 16 février 1864 a abrogé ces rigoureuses dispositions.

Enfin, un individu banni pour hérésie ne pouvait pas non plus recueillir de succession en Suède, à moins qu'il n'abjure sa foi hérétique et qu'il ne soit grâcié par le roi dans les cinq ans. Toutefois, même dans ce cas, il n'avait pas le droit de se faire rendre les fruits et revenus touchés par les héritiers qui avaient recueilli la succession à sa place.

Cette règle a été abolie par une ordonnance royale du 29 octobre 1860.

IX. — Espagne.

Jusqu'en 1889 l'Espagne n'avait pas ses lois civiles codifiées. Les règles devaient être puisées à des sources pour la plupart fort anciennes et qui souvent ne répondaient plus aux besoins de la pratique. Un décret de la reine Isabelle, en date du 12 juin 1851, avait ordonné de faire un projet de Code civil pour le royaume. Ce projet après avoir été abandonné, a fini par aboutir et est devenu le Code actuel qui régit le royaume d'Espagne depuis le 24 juillet 1889.

Ce Code est inspiré à chaque page des principes de notre Code Napoléon, et ses règles ne sont souvent que la reproduction de celles du Code civil français de 1804. Toutefois, ce serait une erreur profonde de croire qu'il n'en est qu'une copie, car des divergences énormes les séparent souvent l'un de l'autre. Les règles du Code espagnol sur la théorie de l'indignité, nous en offrent un exemple.

En effet, les causes d'indignité dans le Code espagnol sont au nombre de sept, par conséquent bien plus nombreuses que dans le Code civil français. L'article 756 du nouveau Code espagnol déclare indignes de succéder, les successibles qui auront commis envers le défunt les mêmes actes que ceux reconnus par la loi française comme susceptibles d'entraîner l'indignité ;

Et en outre sont indignes de succéder :

1^o Les parents qui abandonneraient les enfants, prostitueraient leurs filles ou attenteraient à leur honneur ;

2^o Le condamné judiciairement pour adultère avec la femme du testateur ;

3^o Celui qui par menace, fraude ou violence, aurait obligé le testateur à faire ou à modifier son testament ;

4^o Celui qui par les mêmes moyens empêcherait une personne de faire un testament, de révoquer celui qu'elle a fait, ou qui falsifierait, cacherait ou altérerait un autre postérieur.

Les causes d'indignité, telles qu'elles sont prévues et réglées par le nouveau Code espagnol, sont loin d'être

identiques à celles admises par la législation antérieure. Par exemple, avant 1889, étaient une cause d'indignité :

1° le fait par une veuve de mener une vie déréglée ; elle perdait tout droit à la succession de son mari ;

2° Le fait par des enfants d'abandonner leurs parents en état de démence et de laisser à des étrangers le soin de leurs personnes.

Mais puisque ces cas ont disparu, occupons-nous seulement de la législation actuellement en vigueur.

En dehors des cas d'indignité inconnus chez nous, le Code espagnol admet ceux que prévoit notre article 727, toutefois les conditions ne sont pas les mêmes. L'accusation calomnieuse portée contre le défunt est une cause d'indignité, mais il n'est pas nécessaire que le fait imputé soit de nature à entraîner une peine capitale, il suffit que l'accusation mensongère ait pour objet un délit puni par la loi d'une peine afflictive. Quant à l'obligation, dont est tenu sous peine d'indignité l'héritier, de dénoncer le meurtre du défunt quand il en a eu connaissance, elle ne fait encourir l'indignité à celui qui s'y est soustrait, que s'il s'est écoulé plus d'un mois du jour où il en a eu connaissance.

Toutefois, la loi déclare que dans les cas d'indignité pour meurtre du défunt, accusation calomnieuse portée contre lui ou complicité d'adultère avec sa femme, il faut attendre, pour apprécier la capacité de l'héritier, que la condamnation soit devenue définitive.

En droit espagnol, l'indignité s'applique aussi bien à

la succession testamentaire qui est même la plus recherchée à l'imitation du droit romain, qu'à la succession *ab intestat*. La preuve en est dans l'article 758 du Code civil espagnol, qui déclare, au chapitre de l'indignité, que si l'institution ou le legs sont conditionnels, on attendra pour apprécier la capacité de l'héritier, que le temps nécessaire à l'accomplissement de la condition soit écoulé.

Nous avons jusqu'ici parlé indistinctement de capacité et d'indignité, c'est qu'en effet le Code civil espagnol ne distingue pas, et déclare même formellement que l'indigne est un incapable. Comme toute incapacité, c'est au moment du décès du *de cujus* (mort *testat* ou *ab intestat*) qu'il faut se placer pour voir si l'héritier en est frappé ; sauf toutefois les exceptions que nous avons formulées tout à l'heure.

De ce que l'indignité est une incapacité, faut-il conclure qu'elle a lieu de plein droit ? l'article 762 montre qu'au contraire le Code espagnol admet la nécessité d'un jugement pour déclarer l'indignité : « On ne peut intenter d'action, dit-il, pour faire déclarer l'incapacité, cinq ans après le moment où l'incapable est entré en possession de la succession ou du legs. » C'est donc qu'il faut que l'incapacité ait été déclarée judiciairement, et par conséquent aussi l'indignité qui n'est autre chose qu'un cas d'incapacité.

L'héritier ou le légataire indigne qui se serait mis en possession des biens héréditaires, devra les restituer avec tous leurs accessoires, fruits et revenus qu'il aura tou-

chés depuis l'ouverture (art. 760). Le jugement produit donc un effet rétroactif. L'indigne ne doit pas profiter de la succession, et il en est ainsi même s'il est un héritier réservataire, il perdra son droit à la réserve, au moins pour le cas d'indignité résultant d'une accusation calomnieuse.

Quant aux enfants de l'indigne, la faute de leur père ou mère ne doit pas retomber sur eux, et dans le cas où l'indigne est un héritier réservataire, ses enfants acquerront son droit à la réserve. Mais dans ce cas, comme il ne doit profiter des biens héréditaires ni directement ni indirectement, l'indigne n'aura ni l'usufruit ni l'administration des biens dont ses enfants héritent grâce à son exclusion (art. 761).

Le pardon du défunt efface l'indignité de son héritier. Il n'est pas nécessaire d'une déclaration expresse et formelle. Le pardon est suffisant s'il résulte implicitement du fait par le *de cujus* d'avoir institué le coupable dans un testament postérieur au fait emportant indignité, lorsque le testateur avait eu connaissance de ce fait. Le défunt peut également pardonner dans un acte public, s'il n'a eu connaissance de la faute qu'à une époque postérieure à la confection de son testament (art. 757). Dans ce cas, le pardon ainsi manifesté est suffisant pour faire maintenir le testament, sans qu'il soit nécessaire d'en faire un autre.

Enfin, l'action en déclaration d'indignité se prescrit par cinq ans, à partir du moment où l'indigne est en possession des biens de la succession (art. 762).

X. — Portugal.

Le Portugal possède un Code civil depuis le 1^{er} juillet 1867. Au point de vue de l'indignité, il s'écarte profondément des règles de notre Code civil. Comme le Code espagnol, le Code portugais donne la préférence aux successions testamentaires, et c'est dans le titre relatif à ces dernières, qu'il faut chercher les causes d'incapacité qui peuvent frapper un héritier. L'article 1978 se contente de renvoyer à ce qui a été dit pour la capacité d'acquérir par testament, en déclarant que « ceux qui sont incapables d'acquérir par testament, sont également incapables d'acquérir par succession légitime ».

Ces expressions nous amènent à faire constater de suite que le nouveau Code portugais confond aussi l'indignité et l'incapacité.

Les causes d'indignité ne sont pas nombreuses : l'article 1782 est ainsi conçu : « Ne pourront profiter des dispositions testamentaires faites en leur faveur, ceux qui auront été condamnés pour avoir attenté à la vie du testateur ou concouru de quelque manière que ce soit à un attentat de cette nature, et ceux qui se seront opposés par violences, menaces ou fraudes à la révocation du testament. »

Le Code portugais n'admet donc en réalité que deux causes d'indignité. Il faut remarquer que, contrairement aux autres législations modernes nouvellement codifiées, il exige la condamnation de celui qui a attenté à la vie

du défunt. Mais par contre, il étend l'indignité à tous ceux qui ont participé, à quelque titre que ce soit (complices, ou co-auteurs), à l'acte criminel.

Il n'est pas question de la négligence à dénoncer le meurtre du défunt.

Quant à l'accusation calomnieuse, elle ne peut faire encourir l'indignité contre son auteur, mais l'article 1876 la met au nombre des faits qui donnent droit aux père et mère de déshériter leurs enfants : elle est donc seulement une cause d'exhérédation.

Cette faute de médisance pourra donc ne pas préjudicier à son auteur : il suffira qu'il ne soit pas exhéredé. Cela se comprend d'ailleurs à merveille dans une législation qui permet à la victime ayant survécu à un attentat criminel contre sa personne de pardonner au coupable. A plus forte raison doit-elle pouvoir pardonner à celui qui l'a seulement calomniée.

Le Code portugais n'a donc emprunté à notre Code civil que le cas le plus grave d'indignité, le meurtre du *de cujus* par le successible.

Le pardon est admis comme cause d'extinction de l'indignité. Dans le cas d'un attentat à la vie du testateur, si celui-ci a fait, postérieurement à cet attentat dont il a été la victime, un testament en faveur du coupable qu'il savait tel, ce testament sera valable. Il en sera de même s'il a déclaré vouloir persister dans ses dispositions, lorsqu'elles avaient été faites avant la faute.

L'indigne étant incapable il résulte qu'aucun, droit ne

se fixe sur sa tête et que l'indignité a lieu de plein droit, car nous n'avons pas ici comme dans le Code Espagnol de disposition contraire. L'indigne n'a donc aucun droit sur les biens de la succession qu'il devra rendre avec tous les fruits perçus et accessoires s'il s'en est emparé.

Mais la faute du père indigne ne retombe pas sur ses enfants ; aux termes de l'article 1979 : « l'incapacité d'un héritier se borne à sa personne ; ses enfants et descendants, lorsqu'il en a, succèdent comme s'il était décédé sans avoir été incapable ». L'indignité n'est donc pas un obstacle au droit de représentation des enfants de l'indigne.

XI. — Hollande.

Avant la Révolution de 1795, la législation néerlandaise n'était pas uniforme, et de nombreuses lois étaient en vigueur, mettant en pratique des principes de droit féodal et de droit canonique. Les inconvénients de cette diversité étaient énormes, aussi réclamait-on une législation unique pour tout le pays. Des projets furent faits en ce sens, mais n'aboutirent pas. Le 1^{er} mai 1809, le nouveau roi de Hollande, Louis-Napoléon, désireux de doter son pays d'un Code civil, décida que le Code Napoléon serait applicable dans le royaume ; toutefois, avant d'être appliqué il fut révisé et rendu conforme aux mœurs du pays. Mais peu après, la législation française allait devenir la loi de la Hollande. Par suite de la réu-

nion de ce pays à l'Empire, les Codes français y furent rendus applicables par décrets des 8 novembre 1810 et 6 janvier 1811. Ils y restèrent en vigueur jusqu'en 1838, date à laquelle fut promulgué le nouveau Code néerlandais. Il a emprunté la plupart de ses dispositions au Code Napoléon.

C'est ainsi que la théorie de l'indignité est reproduite en général telle qu'elle existe dans notre Code de 1804 ; l'article 885 du Code civil néerlandais reproduit textuellement la première cause d'indignité de notre article 727. Mais, il supprime, comme le font d'ailleurs la plupart des législations les plus récentes, la troisième cause d'indignité, c'est-à-dire le silence coupable gardé par l'héritier sur le meurtre du défunt. Par contre, il contient deux dispositions inconnues dans la loi française ; il déclare en effet indignes de succéder : celui qui par violence ou voies de fait, a empêché le défunt de faire ou de révoquer son testament ; et celui qui aura soustrait, détruit ou altéré le testament du défunt.

Enfin, l'indignité frappe également celui qui aura été jugé calomniateur du défunt. Mais ici, il y a une différence avec la règle de notre Code : notre article 727 exige que l'accusation jugée calomnieuse soit capitale, c'est-à-dire qu'elle ait pour objet un fait entraînant pour son auteur la peine de mort. La loi néerlandaise de 1838 déclarait indigne, celui qui a porté contre le défunt une accusation *emportant une peine infamante* jugée calomnieuse. Il n'était donc pas besoin qu'elle fût capitale, et

par là, le Code des Pays-Bas était plus rigoureux que le nôtre. L'article 10 de la loi du 26 avril 1884 est encore venu modifier cette disposition, en remplaçant les mots « emportant une peine infamante », par ceux-ci : « emportant un emprisonnement de quatre ans au maximum ».

A part ces différences, la théorie de l'indignité est la même en Hollande qu'en France ; le Code civil néerlandais frappe l'indigne de la même déchéance et dans les mêmes limites que notre Code civil français.

XII. — Italie.

Le Code civil italien a été promulgué le 25 juin 1865 et mis en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1866.

L'article 725 de ce nouveau Code est ainsi conçu :

« Sont incapables comme indignes de succéder :

1^o Celui qui aura volontairement donné ou tenté de donner la mort à la personne dont la succession est dévolue ;

2^o Celui qui aura accusé ladite personne d'une infraction punissable d'une peine criminelle, lorsque l'accusation aura été judiciairement déclarée calomnieuse ;

3^o Celui qui l'aura contrainte à faire un testament ou à changer un testament ;

4^o Celui qui l'aura empêchée de faire un testament ou de révoquer un testament qu'elle avait antérieurement fait, ou qui a supprimé, dissimulé ou altéré le testament postérieur. »

La théorie de l'indignité en droit italien est unique-

ment fondée sur la volonté présumée du défunt : les législateurs se sont appliqués à en effacer le plus possible le caractère de peine que l'indignité avait dans le droit romain et qu'elle a encore aujourd'hui, nous lui avons reconnu en un certain sens, dans notre législation française. Ce caractère d'exclusion résultant de la volonté présumée du défunt, explique l'existence dans l'article que nous venons de citer, de deux causes d'indignité que notre loi n'admet pas : l'obstacle apporté par l'héritier à la liberté du défunt de faire ou de changer son testament, et la destruction volontaire par cet héritier d'un testament du *de cuius*. Il peut paraître singulier que celui qui a empêché le *de cuius* de modifier son testament soit puni aussi sévèrement que celui qui a donné la mort au défunt, la faute ne semble cependant pas aussi grave. L'explication de cette assimilation est encore que l'indignité n'est pas une peine, et que la loi italienne, en décidant ainsi, n'a pas méconnu le principe d'après lequel les peines doivent être proportionnées aux fautes : la loi n'a fait que ce qu'elle présume devoir être la volonté du *de cuius*, elle a écarté le coupable de la succession ; rien de plus équitable.

Une autre différence notable entre le Code italien et notre Code civil, réside dans le refus du législateur italien de voir une cause d'indignité dans le fait par l'héritier de n'avoir pas dénoncé le meurtre du défunt. Plusieurs raisons l'ont conduit à repousser cette cause d'indignité : d'abord, il est certain que le défaut de dénonciation a

perdu de l'importance depuis l'institution du ministère public. Grâce à l'action de ce dernier, il arrivera rarement que le meurtre du *de cujus* passe inaperçu comme cela pouvait avoir lieu jadis, lorsque seuls les particuliers avaient la poursuite en main. Mais ce sont surtout les difficultés que soulève en droit français cette disposition de notre Code, et dont ils avaient pu avoir connaissance, qui ont amené les législateurs à ne la point admettre dans leur œuvre nouvelle qui, à ce point de vue, est marquée au coin de la sagesse.

La loi italienne a encore apporté à la loi française un heureux amendement en ce qui concerne le premier cas d'indignité. Elle n'exige pas, en effet, que le meurtrier ait été condamné, il suffit que son crime soit constaté d'une manière certaine, pour que l'indignité puisse être déclarée contre lui. A propos du deuxième cas d'indignité du Code italien, il n'est pas nécessaire non plus qu'il y ait accusation capitale, il suffit qu'il y ait accusation pouvant faire encourir une peine criminelle. Par conséquent, la loi italienne sauvegarde mieux encore ici que notre Code la volonté présumée du défunt d'écarter le coupable de sa succession : la prescription de l'action publique ne pourra pas permettre au coupable de profiter d'une succession dont il s'est rendu indigne, puisqu'il n'est pas nécessaire qu'il soit condamné. Un meurtrier qui décéderait avant d'avoir été condamné pour son crime, ne transmettrait pas à ses enfants l'héritage de la victime, si du moins sa culpabilité est certaine.

L'article 726 du Code italien décide que « celui qui aura encouru l'indignité, peut être admis à succéder lorsque la personne dont la succession est dévolue l'en aura expressément rendu capable par acte authentique ou par testament ».

Cette disposition se comprend à merveille avec le fondement que le droit italien reconnaît à l'indignité successorale. Il est logique, en effet, que le défunt puisse au moyen du pardon faire tomber la présomption légale du revirement de ses sentiments envers le coupable, et prouver ainsi que son affection pour son héritier présomptif est bien loin d'avoir diminué. Toutefois, toujours pour sauvegarder le désir supposé du défunt, la loi exige que le pardon qu'il accorde ne puisse pas être mis en doute, et c'est pourquoi elle veut que le *de cujus* ait exprimé sur ce point sa volonté dans un acte authentique ou dans son testament.

Mais, comme toutes les présomptions légales, celle sur laquelle repose l'indignité ne doit pas être étendue. Or, il est probable que le défunt n'eût exhéredé que le coupable et non les enfants de celui-ci. L'indignité du père ou de la mère ne doit donc pas faire obstacle à l'exercice du droit de succession de leurs enfants. « L'indignité de l'auteur ou de l'ascendant ne préjudicie point à ses enfants ou descendants, soit qu'ils succèdent de leur chef, soit qu'ils succèdent par représentation » (art. 728, 1^{re} partie).

Le droit italien, on le voit, est beaucoup plus précis

que le nôtre pour décider que les enfants de l'indigne ne sont pas exclus pour la faute de leur père.

Le coupable ne peut pas non plus profiter d'une manière indirecte des biens de la succession dont il a été exclu, et le législateur italien a décidé que « l'auteur n'a pas sur la part de l'hérédité dévolue à ses enfants, les droits d'usufruit et d'administration que la loi accorde aux père et mère » (art. 728, *in fine*). Peut-être, pourrait-on faire ici aux législateurs italiens, une remarque qui s'applique également aux auteurs de notre Code civil français ; l'administration des biens d'un mineur que la loi confie à son père est souvent une charge fort lourde pour laquelle la jouissance légale n'est qu'une compensation parfois bien faible, et il pourra arriver que cette disposition de l'article 728, loin de procurer un avantage aux enfants, sera pour eux la source d'embarras sérieux, car, en raison de leur inexpérience et de leur incapacité, il leur faudra confier la gestion de leur fortune à un administrateur salarié qui n'apportera pas toujours à cette gestion le dévouement que l'affection paternelle aurait fait naître. De plus, la loi exonère ainsi le coupable en le soustrayant dans ce cas à une administration difficile et peut-être pleine de périls pour sa responsabilité. Ce n'est certainement point ces résultats qu'avaient visés les rédacteurs de l'article 728.

En ce qui concerne l'exclusion de l'indigne et la restitution des biens qu'il doit faire s'il en a déjà la possession, les autres effets de l'indignité sont identiques en

tous points à ceux que nous avons mentionnés en faisant l'étude de la matière dans notre Code civil français.

XIII. — Russie.

Nous pensons devoir signaler la législation de l'Empire russe, à cause de son originalité en ce qui concerne les règles relatives à l'indignité.

La loi civile, codifiée en 1833 et incorporée dans le *Svod* ou *Recueil général des lois russes*, et mise en vigueur le 1^{er} janvier 1835, ne semble pas connaître l'existence de l'indignité successorale.

Elle déclare cependant incapables de succéder :

1^o Les individus privés de tous leurs droits de famille par suite d'une condamnation aux travaux forcés ou à la déportation en Sibérie ;

2^o Les membres d'ordres monastiques comme ayant renoncé au monde.

Mais nulle part, il n'y a trace de véritable indignité résultant d'une des causes généralement admises dans les autres pays, et les cas que nous venons de citer ne sont pas autre chose que des cas d'incapacité.

XIV. — Suisse.

La Suisse ne possède pas encore un Code régissant d'une manière uniforme les intérêts des habitants de ses 22 cantons. Cependant, ce travail de codification a été commencé, et il est probable que ce pays possédera dans un temps rapproché, un Code fédéral. Deux parties d'un

avant-projet de Code civil sont déjà parues : en 1896, celle concernant le droit des personnes et des choses, et en 1899 celle relative aux droits réels. Malheureusement la troisième partie de cet avant-projet sur les successions n'a pas encore vu le jour, et nous sommes forcé d'exposer en matière d'indignité successorale, les règles variées encore en vigueur dans les différents cantons.

Nous n'examinerons toutefois que la législation des quelques cantons ayant un Code civil, mais nous ne parlerons pas des règles très compliquées et souvent obscures appliquées dans certaines parties de la Suisse allemande soumises encore à des lois et des coutumes fort anciennes.

Le canton de Berne lui-même, bien qu'il possède un Code civil, doit être cité pour son originalité. Son Code ne possède en effet aucune disposition sur l'indignité en matière de succession. La seule peine dont peut être frappé un héritier coupable envers le *de cujus*, est l'exhérédation, qui ne peut d'ailleurs avoir lieu que pour une des causes déterminées par la loi, par exemple : si l'héritier a maudit le défunt ou s'il s'est laissé aller à des voies de fait sur sa personne.

§ 1. — Canton de Fribourg.

Le Code civil du canton de Fribourg, dont la partie relative aux successions est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1841, contient en matière d'indignité successorale des dispositions analogues à celles de notre Code Napoléon.

Son article 708 reproduit les deux premières causes d'indignité de notre article 727. Mais s'il exige lui aussi que, dans le premier cas, le meurtrier du défunt ait été condamné, il ne déclare pas nécessaire, pour que l'indignité soit encourue dans le second cas, que l'accusation jugée calomnieuse soit de nature à faire encourir une peine capitale, il suffit qu'elle puisse donner lieu à une peine infamante. Quant au n° 3 de l'article 708 de ce Code, il est ainsi conçu : est indigne de succéder « celui qui est convaincu d'avoir soustrait le testament ou codicille du défunt ». La législation de Fribourg ne prononce donc pas l'indignité contre celui qui, étant majeur et ayant eu connaissance du meurtre du défunt, a gardé un silence coupable. Elle ne la prononce pas davantage contre celui qui a empêché ou contraint le défunt à faire ou à ne pas faire un testament.

Cet article déclare *in fine* que « le pardon accordé par le défunt efface l'indignité ». La loi ne s'expliquant pas d'une manière plus complète, il faut en conclure que le pardon même tacite du défunt serait suffisant : à plus forte raison le pardon n'aurait-il pas besoin pour être valable d'être exprimé formellement dans un testament ou un acte public.

Au point de vue des effets de l'indignité, les articles 709 et 710 du Code fribourgeois reproduisent les dispositions de nos articles 729 et 730 du Code civil. Toutefois, il convient de remarquer que les difficultés que nous avons rencontrées dans notre législation, relative-

ment au droit de représentation des enfants de l'indigne, ne sauraient se présenter ici, car l'article 710 *in fine* ajoute : « si les enfants de l'indigne sont appelés à la succession de leur ascendant par droit de représentation, ils héritent de la part qui eût appartenu à l'indigne ; la représentation a lieu dans ce cas *lors même que l'indigne est vivant*. » C'est une exception qu'il n'est pas permis de passer sous silence, à la règle d'après laquelle on ne représente pas les personnes vivantes (art. 723, C. de Fribourg). C'est la consécration absolue de ce principe que la faute de l'indigne ne doit pas rejaillir sur ses enfants.

L'indignité doit être prononcée en justice, comme sous l'empire de notre Code civil ; elle peut être intentée par les mêmes personnes.

Quant à la durée de cette action, le Code de Fribourg contient la disposition suivante : « L'action tendant à faire exclure un héritier comme indigne, doit être intentée dans l'année à partir du jour de l'ouverture de la succession s'il n'y a pas de testament et de celui de la publication, s'il y a un testament.

« Si celui qui est dans le cas d'intenter cette action a été absent sans avoir été valablement représenté ou dans l'impossibilité d'agir, la prescription courra seulement du moment où l'absence ou l'impossibilité d'agir aura cessé » (art. 711).

La disposition finale de cet article n'est que la consécration des principes généraux en matière de prescription des actions.

Enfin, la première partie de l'article 711 montre que l'indignité s'applique à la succession testamentaire comme à la succession *ab intestat* (art. 712, C. fribourgeois).

§ 2. — Canton de Genève

Ce canton est soumis au Code Napoléon qui y fut promulgué presque en même temps qu'en France. En matière d'indignité il n'a pas été modifié.

§ 3. — Canton de Neuchâtel.

Le Code de Neuchâtel, qui date de 1854-1855, reproduit d'une façon presque absolue, les dispositions de notre Code civil. Sur la matière de l'indignité, il contient les mêmes modifications que le Code de Fribourg dont il est une copie à peu près servile. Nous n'y voyons qu'une petite différence de mots : pour le cas d'indignité résultant de la soustraction du testament, visé par le paragraphe troisième de l'article 708 du Code de Fribourg, l'article 578 du Code de Neuchâtel substitue au mot « codicille », l'expression « disposition à cause de mort ».

§ 4. — Canton du Valais

Le Code civil de ce canton date de 1855.

C'est au titre des successions testamentaires, que ce Code traite de l'indignité et énumère les cas dans lesquels elle sera encourue. L'article 769, au titre des successions

ab intestat, se contente de renvoyer à celui des successions testamentaires.

L'indignité peut frapper un héritier, d'abord dans les mêmes cas qu'en droit français, sauf quelques petites différences de détail.

Elle peut atteindre, en outre : 1^o toute personne qui a empêché le testateur de faire un nouveau testament ou de révoquer celui qu'il avait fait, ou qui a supprimé, biffé, ou falsifié le testament postérieur ; 2^o celui qui a contraint quelqu'un ou l'a engagé par dol à faire un testament ou à changer celui qui était déjà fait. Cet individu ne peut rien recevoir ni en vertu du dernier testament, ni en vertu du testament antérieur (art. 590).

L'indignité frappe donc l'héritier testamentaire et l'héritier *ab intestat* dans un grand nombre de cas. Mais le pardon du *de cuius* efface l'indignité : le pardon tacite résultant d'un testament fait en faveur du coupable postérieurement à l'époque où le *de cuius* a connu l'acte délictueux, suffira pour éviter au coupable la déchéance qu'il aurait encourue.

L'héritier indigne ne doit profiter en rien de la succession ; les règles sur ce point sont les mêmes qu'en droit français ; il faut remarquer toutefois que le Code du canton du Valais pousse la rigueur plus loin, en décidant que l'indigne ne pourra pas recueillir les biens de la succession dont il est exclu ni directement ni indirectement ; ainsi il ne pourra pas succéder *ab intestat* à ses enfants dans les biens provenant de cette succession (art. 592, *in*

fine). Mais son indignité ne frappe que lui, et ses enfants ne doivent pas souffrir de sa faute. Si l'indigne est vivant, ils viennent de leur chef à la succession ; s'il est mort, et qu'ils ne viennent que par représentation, ils ne pourront cependant recueillir que la légitime due à leur père. Cette légitime leur reviendra également si leur père est vivant, dans le cas où il y aurait d'autres héritiers institués.

Mais le père indigne n'a droit ni à la jouissance ni à l'administration des biens qui reviennent ainsi à ses enfants (art. 592, C. du Valais).

§ 5. — Canton de Vaud.

Le Code civil qui régit ce canton depuis 1821 n'admet que trois causes d'indignité :

1° La condamnation prononcée contre l'héritier pour meurtre ou tentative de meurtre sur la personne du défunt ;

2° La condamnation pour avoir porté contre le défunt une accusation calomnieuse ayant pour objet un fait puni de la peine de mort (réclusion perpétuelle) ou de l'une des peines de la réclusion, de l'emprisonnement ou du bannissement pour trois ans. — Avant une loi du 6 décembre 1843, le texte était ainsi conçu : « est indigne celui qui a porté contre le défunt une accusation infamante jugée calomnieuse. » Cet article du Code vaudois montre combien rigoureuse était cette législation, puisque non seulement il n'était pas nécessaire que l'héritier ait été

condamné pour sa calomnie, mais il suffisait que l'accusation fût susceptible d'entraîner contre le défunt une peine simplement infamante. Aujourd'hui, la loi est moins dure, mais ce cas d'indignité est cependant encore beaucoup plus large qu'en droit français, où la dénonciation doit être capitale ;

3° L'indignité frappe encore celui qui est convaincu d'avoir soustrait le testament ou le codicille du défunt.

Quant à l'exclusion pour indignité de celui qui n'a pas dénoncé le meurtre du défunt, le Code du canton de Vaud ne la reconnaît pas.

L'action tendant à faire exclure l'héritier indigne, appartient aux personnes intéressées comme en droit français ; mais elle doit être intentée dans l'année de l'ouverture de la succession si le défunt est mort *intestat*, et s'il s'agit d'une succession testamentaire, l'année partira du jour de l'homologation du testament (art. 547).

D'après ce Code, l'indignité existe donc en matière de succession testamentaire comme en matière de succession légale.

Comme en France, nous venons de le voir, l'indignité doit être prononcée par le tribunal ; et les effets de la déchéance sont aussi les mêmes : l'indigne ne doit profiter en rien de son droit d'héritier qui s'était ouvert à la mort du défunt.

Quant aux enfants de l'indigne, ils ne souffrent pas non plus de la faute de leur père ou mère ; mais s'ils ne peuvent succéder au défunt que par le moyen de la re-

présentation, ils n'héritent que de la légitime qui eût appartenu à l'indigne.

Enfin, les père et mère indignes ne peuvent pas profiter de l'usufruit légal sur les biens de leurs enfants, relativement aux biens que ces enfants ont recueillis à leur place (art. 516).

§ 6. — Canton du Tessin.

L'article 442 du Code civil du canton du Tessin (en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1838) déclare indignes de succéder et comme tels exclus de la succession, les mêmes personnes que le Code civil français, excepté toutefois l'héritier majeur qui n'a pas dénoncé le meurtre du défunt. Mais, en revanche, il admet l'exclusion de celui qui aura par des moyens violents contraint le défunt à faire un testament, ou qui l'aura empêché d'en faire un, lorsqu'au moyen de cet empêchement, la succession légitime lui aura été dévolue.

Les effets de l'indignité sont les mêmes à tous égards que ceux produits par cette déchéance d'après les règles du Code du canton de Vaud.

XV. — Droit musulman.

Bien que dans le droit musulman qui régit les disciples de Mahomet habitant nos possessions de l'Inde et de l'Afrique, il existe de très nombreuses variantes dont l'origine se rattache à la diversité des sectes religieuses

de l'Islamisme, les règles relatives à notre matière de l'indignité successorale se ressemblent sur un grand nombre de points. D'abord, remarquons que si l'on étudie les prescriptions des rites *Hanafite*, *Chaféite* ou *Hambalite* qui sont prépondérants dans l'Inde, — ou bien au contraire celles du rite *Malékite* (1) qui est suivi en Afrique (Algérie, Maroc, Tunisie et Soudan) — on constate partout l'existence de l'indignité successorale.

De même que dans toutes les autres législations européennes, tant anciennes que modernes, le droit de succession est fondé en droit musulman sur l'affection présumée du défunt. Des considérations tenant aux mœurs spéciales des peuples orientaux avaient, il est vrai, fait admettre que la femme ne pourrait pas succéder. Mais cette exclusion n'était pas le résultat de son indignité : elle était incapable, car elle n'était pas apte au service militaire, condition absolue pour pouvoir hériter ; son admission à la succession aurait de plus été contraire au maintien du patrimoine dans les familles. Mahomet s'efforça de réagir contre de semblables coutumes qui pouvaient conduire à laisser un défunt sans héritier du sang, et y substitua de nouvelles règles tendant à appeler uniquement à la succession du *de cujus* ceux que la loi du sang avait dû rendre l'objet de son affection. Or,

(1) Ces différentes sectes tirent leurs noms de leurs fondateurs qui étaient : *Hanifa*, *Malek*, *Shaféi* et *Hambal*. Ceux-ci interprétèrent en la rendant compréhensible la *Sounah* ou Recueil des lois traditionnelles, qui forme avec le *Coran* les deux sources les plus importantes de la loi musulmane écrite (Langlard, *Leçons de droit musulman*).

si la loi musulmane appelle à la succession les parents qu'elle présume être l'objet de l'affection du défunt, il est naturel et juste qu'elle en écarte ceux qui ont, d'une façon manifeste, agi de telle sorte envers le *de cujus*, qu'il est certain que celui-ci ne peut plus avoir envers eux les mêmes sentiments.

Elle y voit également une peine ; toutefois, le fatalisme absolu sur lequel repose l'Islamisme, a exercé une grande influence sur la théorie de l'indignité successorale.

La principale cause d'indignité est encore ici le meurtre du défunt par son successible.

Selon le rite Shaféite, l'indignité résultant du meurtre du défunt est absolue ; dans aucun cas, l'héritier ne peut recueillir la succession. Il en est ainsi, même lorsqu'il n'a pas causé directement la mort de la victime, mais y a seulement contribué ; bien plus, même lorsque le meurtre est excusable et justifié, quelle que soit la valeur de l'excuse. C'est ainsi, que l'exécuteur des hautes œuvres ne pourrait pas hériter de son parent qu'il a exécuté ; il en serait de même du juge qui aurait prononcé la condamnation à mort du *de cujus*. L'homicide volontaire ou involontaire enlève à son auteur tout droit à l'héritage de sa victime. Un fou dans un accès de folie ou un enfant qui a agi sans discernement ne peut pas succéder à celui qu'il a tué. De même encore, le parent qui occasionne la mort en agissant dans l'intérêt de sa victime ; par exemple, celui qui fait boire à un malade, dans l'intention de le guérir, un breuvage qui l'empoisonne, ne peut davantage en hériter.

Cette théorie, d'une dureté excessive, n'est pas admise dans les trois autres écoles, qui font au contraire, au sujet du meurtre, de subtiles distinctions.

La raison d'être d'une pareille doctrine qui choque les sentiments de la justice et de la morale réside sans doute dans une interprétation trop stricte des paroles du prophète qui a dit : « Le meurtrier n'aura aucun droit d'héritage. » On peut y voir aussi le désir de faire disparaître toute difficulté d'interprétation de la loi. Enfin et surtout, cette règle qui nous semble d'une dureté inadmissible, ne répugne pas à l'esprit musulman imbu du fanatisme le plus absolu. Cette punition qui frappe le meurtrier ne repose que sur une simple apparence, puisque l'Islamisme admet que l'homme qui en tue un autre n'avance pas d'une minute l'heure de sa mort, car celui qui meurt même d'une mort violente, meurt parce que son heure est venue. La loi ne veut pas que le meurtrier puisse attribuer à son acte un résultat qu'elle ne reconnaît pas comme en étant la conséquence. Nous voyons donc dans l'indignité successorale du rite Shaféite la garantie d'un principe religieux, aussi bien que la sanction d'un acte coupable.

Ces règles absolues conduisent encore à la solution suivante : si deux individus, appelés réciproquement à se succéder, tombent ensemble l'un sur l'autre, celui qui est dessus n'héritera pas de celui qui est dessous si c'est ce dernier qui meurt, car il est censé l'avoir tué ; si, au contraire, c'est celui qui est dessus qui succombe, celui qui

est dessous héritera, puisqu'il n'a pas occasionné la mort de l'autre !...

Le rite *Hambalite* est beaucoup moins sévère. L'indignité résulte ici de tout homicide qui entraîne pour son auteur la peine du talion, ou la peine du sang. Il en est ainsi, même lorsque le meurtrier n'est passible que de la punition du jeûne et de l'aumône, c'est-à-dire seulement d'une expiation, ce qui est la sanction de l'homicide par imprudence.

Mais si le meurtre est justifié, le meurtrier n'encourt aucune punition, et n'est pas indigne de succéder à sa victime.

En Egypte, où les règles suivies sont celles du rite *Hanafite*, la théorie de l'indignité repose sur de subtiles distinctions. Si le meurtre impose à son auteur l'expiation du jeûne et de l'aumône (*Keffara*), il lui fait encourir l'indignité de succéder à sa victime, comme dans l'école Hambalite. Mais tout meurtre n'entraînant pas cette obligation laisse à son auteur la qualité d'héritier.

L'article 586 du « Code du statut personnel et des successions d'après le rite Hanafite » (1) est ainsi conçu dans sa première partie : « Est indigne d'hériter : tout individu qui aura attenté à la vie de son auteur volontairement, avec ou sans préméditation, ou involontairement. » Tel qu'il est, ce texte est trop restrictif, et il faut lire : « celui qui aura attenté à la vie du *de cujus* » ; car l'indignité

(1) Ce Code a été publié à Alexandrie en 1875 par les soins du gouvernement égyptien.

frappe tout héritier encore que le défunt ne soit pas son auteur.

Le texte de l'article 586 semble porter une règle aussi sévère et aussi absolue que celle suivie dans le rite Schaféite. Mais les docteurs musulmans s'accordent, pour faire en matière de meurtre, les distinctions suivantes : 1° l'homicide involontaire : c'est celui produit par exemple dans le cas où un homme lance un projectile sur un gibier et atteint un de ses semblables qu'il tue ; il n'en résultera pas d'indignité pour son auteur ; 2° l'homicide quasi-volontaire, c'est-à-dire les coups portés sans intention de donner la mort, mais dont elle est résultée ; 3° l'homicide par imprudence qui n'entraîne pas pour son auteur l'obligation du jeûne et de l'aumône ; 4° le meurtre volontaire commis avec intention de tuer et par méchanceté ; 5° le meurtre commis volontairement mais sans méchanceté. Exemple : celui qui tue volontairement un individu en rébellion contre le prince.

Dans ce dernier cas l'indignité n'est pas encourue. Il en est de même dans le cas d'homicide par imprudence, car son auteur n'a eu aucune intention mauvaise envers le *de cujus*. Mais si le successible a commis un meurtre quasi-volontaire, c'est-à-dire s'il a porté des coups au défunt sans vouloir le tuer mais que la mort en soit cependant résultée, il ne pourra succéder, car, bien que le meurtre soit en réalité involontaire, il n'en constitue pas moins la conséquence d'un acte volontaire en lui-même, et cela suffit pour rendre son auteur indigne d'hériter de la victime.

En résumé, le rite Hanafite admet donc que l'indignité résulte du meurtre volontaire, intentionnellement accompli par méchanceté. Quant au meurtre involontaire, s'il produit le même résultat en principe, il n'entraîne cependant pas la déchéance de son auteur s'il n'est que la suite d'une simple imprudence. Cela résulte, par analogie, des exceptions à la règle générale de l'article 586 du Code du statut personnel et des successions, que la partie finale de notre article signale immédiatement après le principe. « Ne sont pas indignes d'hériter, ajoute la loi : celui qui aura exercé à l'égard de son auteur le droit du talion ou du *Had* ; celui qui l'aura tué en cas de légitime défense ; celui qui n'a été qu'une cause indirecte de sa mort ; le meurtrier mineur ou frappé d'aliénation mentale. »

Il faut ajouter encore à ces exceptions le cas où le meurtre est commandé par l'autorité publique, par exemple lorsqu'il s'agit de l'exécution d'une sentence capitale.

Le meurtrier mineur n'est pas indigne de succéder. Cela ne veut pas dire que le mineur ayant tué le *de cujus* ne sera jamais indigne de lui succéder ; une interprétation aussi littérale de la loi serait contraire aux principes sur lesquels est basée la théorie de la minorité dans le Code égyptien. Celui-ci admet en effet que le mineur, sur le point d'atteindre sa puberté, peut être absolument conscient de ses actes et agir volontairement en connaissance de cause ; il est même présumé avoir une volonté personnelle et intelligente dès qu'il touche à l'âge de raison,

puisque le Code le déclare civilement responsable de ses actes délictueux et criminels. Dès lors, comment pourrait-on dire que le crime qu'il a commis dans ces conditions ne lui fera pas encourir l'indignité? On ne comprendrait pas que la loi obligeât le mineur à réparer le préjudice qu'il a causé, et que d'un autre côté, elle l'admit à profiter de sa faute, lorsque, conscient de ses actes, il a attenté à la vie du *de cuius*.

La loi *Malékite* qui régit les Musulmans de nos possessions africaines, ne reconnaît pas l'homicide involontaire comme pouvant entraîner l'indignité, car aux yeux fatalistes des Musulmans, le meurtrier ne peut, encore moins dans ce cas que dans les autres, être suspecté d'avoir avancé la mort de sa victime. Il conserve donc ses droits héréditaires sur la succession du défunt; toutefois, il ne pourra prétendre au prix du sang, cela est de toute évidence.

Il faut donc que le meurtre soit volontaire. Toutefois, si le meurtrier est un impubère ou un fou, il ne sera pas indigne. Cette dernière exception n'est cependant pas acceptée par tous les commentateurs du rite Malékite, parmi lesquels certains admettent toujours l'indignité en cas de meurtre volontaire, sans distinguer si le coupable était ou non impubère ou fou.

Pour que le meurtre volontaire entraîne l'indignité, il faut aussi qu'il soit le résultat d'une intention mauvaise, car s'il est excusable il n'a plus les mêmes conséquences.

Toutes ces distinctions si complexes sont importantes à mentionner, car elles prouvent que les rites Hanafite et Malékite distinguent comme notre Code pénal l'homicide volontaire, les coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner et l'homicide involontaire. Toutefois, ces distinctions nous semblent superflues dans une législation régissant un peuple conduit par un fatalisme sans borne, et nous trouvons que si la doctrine Shaféite n'est pas admissible à cause de ses résultats trop absolus, elle est cependant la seule vraiment logique en ne distinguant pas et en se ralliant toujours au principe fataliste que le meurtrier n'avance jamais l'heure de la mort de sa victime, quelle que soit sa culpabilité.

Signalons, en dernier lieu, une règle tout à fait spéciale et qui n'existe qu'en droit kabyle. La tentative de meurtre n'entraîne l'indignité contre son auteur que si la victime a déclaré avant de mourir que tel était son désir ; sinon, le coupable peut hériter de celui qu'il avait tenté de tuer.

La loi musulmane, quel que soit le rite, n'exige pas, comme la loi française, que le meurtrier ait été condamné ; cette exigence eût d'ailleurs été inacceptable, puisque l'indignité peut atteindre un individu qui ne mérite pas d'autre châtiment. La preuve du meurtre suffit, l'indignité existe et résulte de la loi elle-même ; elle a lieu de plein droit et toute personne qui y a intérêt peut faire écarter l'indigne de la succession.

Existe-t-il en droit musulman d'autres causes d'indignité ?

Des auteurs (1) ont cru trouver une cause d'indignité dans un texte ainsi conçu : « Le mari qui a prononcé l'anathème n'hérite pas de sa femme, la femme n'hérite pas non plus. » Il s'agit de l'anathème prononcé par la mari contre sa femme qu'il croit adultère, en lui reprochant de lui avoir donné des enfants d'un autre que de lui-même.

Nous pensons qu'il vaut mieux se ranger à l'opinion contraire et ne point admettre comme cause d'indignité l'anathème « *Liân* ». En effet, l'indignité du droit musulman, comme celle du droit français, suppose la capacité de celui qu'elle frappe, et surtout l'existence d'un droit de succession ouvert au profit de l'indigne. Or, ici ces conditions n'existent pas. En effet, lorsque l'anathème a été prononcé, le mariage est anéanti, il n'y a plus de conjoints ; dès lors, on ne peut pas dire que l'ex-conjoint est écarté de la succession comme indigne, il n'y est pas appelé parce qu'il a perdu son droit d'héritier de par le fait même de la dissolution du mariage ; il ne peut donc pas être question d'indignité faisant obstacle à l'exercice d'un droit qui n'existe pas ; il n'y a pas d'héritier, il ne peut donc pas y avoir d'indigne.

De même, ce n'est pas une question d'indignité qui se soulève relativement à la situation des enfants issus d'un mariage ainsi rompu (2).

(1) Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman* ; Langlard, *Leçons de droit musulman*.

(2) Clavel, *Statut personnel et successions en droit musulman*, t. II, p. 26 ; Luciani, *Successions musulmanes ab intestat*.

Nous croyons enfin devoir signaler un cas dans lequel il existe une véritable indignité, et qui a beaucoup d'analogie avec un de nos cas d'indignité du droit français. C'est celui, où un héritier est exclu de la succession du défunt pour avoir porté contre lui un témoignage dont le résultat a été de le faire condamner à mort et exécuter.

Remarquons cependant qu'il n'est pas question de calomnie. Cette cause d'indignité n'est d'ailleurs admise que par l'école Shaféite.

Comme en droit français, l'indignité est en droit musulman un obstacle qui se présente devant le coupable pour l'empêcher de profiter de sa qualité d'héritier. Elle suppose donc un individu nanti du titre d'héritier.

L'indignité est d'ordre public et elle ne saurait être effacée par le pardon du défunt. Celui qui a reçu les blessures, ou encore, pour les auteurs qui admettent cette cause d'indignité, la femme injustement accusée d'adultère, peut bien pardonner au coupable et lui faire remise de la peine pécuniaire, lui éviter par conséquent de payer la composition qu'il doit, mais ce pardon n'a pas le pouvoir d'effacer l'indignité qui résulte de plein droit en vertu de la loi elle-même.

Mais, si l'indignité est une cause d'exclusion absolue, en ce sens que rien ne saurait en arrêter les effets lorsque les circonstances sont telles que la loi doit être appliquée, elle n'en est pas moins relative en ce qui concerne l'étendue de son application ; c'est en effet uniquement par

rapport à la succession de sa victime que le coupable est indigne, son indignité ne le rend pas incapable de recueillir toute autre succession ouverte à son profit.

De ce que l'indignité est d'ordre public et a lieu de plein droit, il résulte qu'il n'est pas nécessaire qu'une décision judiciaire intervienne pour qu'elle naisse. Quand bien même aucun des cohéritiers de l'indigne ne réclamerait son exclusion en justice, celui dont la culpabilité est certaine ne sera pas compris dans le partage de la succession. L'indignité peut être demandée non seulement par toute personne intéressée, mais aussi par des étrangers à la succession et même par le magistrat qui en fait la liquidation.

Il en résulte encore qu'aucune prescription ne saurait courir contre elle et qu'il n'y a pas de délai pour mettre en exercice la demande en déclaration ; elle peut donc avoir lieu même après la mort de l'indigne, même après la liquidation de la succession.

L'indigne ne doit rien recueillir de la succession dont il est exclu. Il ne peut prétendre à aucun des biens ayant appartenu au défunt ; et si celui-ci est mort victime d'un meurtre entraînant pour son auteur l'obligation de payer le prix du sang, l'indigne ne peut prétendre à cette composition, puisque c'est lui-même qui en est le débiteur ; du reste, cette valeur ne peut-être considérée comme un bien héréditaire, car elle n'a jamais fait partie du patrimoine du *de cuius*.

L'indigne peut se trouver seul héritier ou bien en con-

cours avec des cohéritiers ; si le *de cujus* n'avait pas laissé d'autre héritier que l'indigne, c'est l'Etat qui appréhendera la succession. Mais si l'indigne avait des cohéritiers ce sont ceux-ci qui profiteront de son exclusion. Il n'y a que pour le prix du sang, que l'exclusion de l'indigne n'a pas d'effet.

Si l'indigne possède des biens héréditaires, il en devra la restitution avec tous les fruits qu'il a pu percevoir, car il est de mauvaise foi n'ayant pu ignorer son indignité. Toutefois, il faut noter que cette règle n'a pas été étudiée par les jurisconsultes musulmans ni par la loi, mais elle découle des principes généraux d'après lesquels, comme en droit français, le possesseur de mauvaise foi ne peut pas faire les fruits siens.

S'il possède les biens héréditaires, il en a l'administration et peut faire tous les actes concernant cette administration. Il pourra même vendre les biens, et ces ventes quoique faites *a non domino* seront considérées comme valables, pourvu qu'elles soient exemptes de fraude, c'est-à-dire que l'autre partie ait traité de bonne foi. Du reste, certains actes d'administration sont nécessaires, et l'héritier devra avoir préalablement payé les dettes de la succession, car il est de principe en droit musulman qu'il n'y a pas d'héritage avant que les dettes successorales soient payées. Si la vente a eu lieu avant le paiement des dettes elle pourra être annulée, car l'acheteur est en faute quand il a acheté un immeuble d'un héritier, sans s'assurer qu'il avait été au préalable pro-

cédé à une liquidation et à l'établissement des forces qui constituent vraiment la succession après l'acquit des charges. Un jugement dans ce sens a été rendu le 28 janvier 1896 par le tribunal indigène du Caire.

En tous cas, lorsque l'indigne aura consenti une vente exempte de fraude, il y aura lieu à l'action en dommages-intérêts et à la restitution du prix contre lui, au bénéfice de ceux qui doivent profiter de son exclusion ; sans cette restitution, en effet, le coupable tirerait un profit illicite de la succession à laquelle il ne peut prendre part.

XVI. — Droit annamite.

Les Annamites n'ont pas de Code civil. Les différents peuples régis par la loi de l'Annam ne connaissent guère que la coutume orale, qui seule a fixé les règles relatives aux droits de famille et aux individus dans leurs rapports entre eux ; et lorsque les principes sur lesquels reposent ces règles sont fixés par l'écriture, ce n'est que dans le Code pénal où on les trouve confondus avec la peine qui sert de sanction à leur inobservation. Le Code est muet sur tout ce qui concerne l'état des personnes, les contrats et transactions, les donations et les successions.

Ceci fera comprendre qu'en ce qui concerne notre question de l'indignité successorale, nous n'allons pas trouver de règles précises, comme il en existe par exemple chez

les Musulmans, dont la législation, sans être codifiée dans tous les pays où elle s'applique, est cependant beaucoup plus perfectionnée.

Cependant, la coutume annamite semble connaître une véritable indignité.

Il existe chez les peuples de l'Asie une croyance singulière, sur laquelle repose tout entier le système successoral. Tout homme, pensent-ils, pour être heureux dans l'autre monde, doit laisser dans celui-ci un fils, dont le devoir est de continuer les offrandes et les sacrifices à la divinité que son père avait coutume d'adorer. Or, ces sacrifices peuvent être très onéreux et il est juste qu'à la mort du *de cuius*, celui qui doit continuer le culte de son auteur, reçoive de celui-ci une fortune suffisante pour accomplir le devoir qui lui incombe. Cette part de biens ainsi affectés à une destination spéciale, porte le nom de *Huong-Hoâ*. C'est le fils ou l'ainé des fils s'il y en a plusieurs, qui est chargé de ce culte, et c'est à lui que reviennent ces biens. Toutefois, il faut remarquer qu'il n'en a que l'usufruit ; la nue propriété en appartient indivisément à tous les membres de la famille.

Or, la coutume annamite est constante pour décider que lorsque le fils bénéficiaire du *Huong-Hoâ* manquerait à ses devoirs, il pourrait se voir enlever par la famille la jouissance de ces biens. Son exclusion pour indignité sera prononcée et la famille réglera suivant l'âge des autres descendants mâles du défunt, la dévolution des

biens affectés au culte des ancêtres. Le bénéficiaire indigne sera considéré comme mort et son indignité profitera à ceux qui avaient été écartés par sa présence.

Deux causes peuvent faire déclarer indigne le bénéficiaire du *Huong-Hoá* :

1^o Le fait de louer les biens qui le composaient ;

2^o La vente de ces biens qui sont inaliénables sans le consentement de la famille à qui appartient la nue propriété. Cependant, si le bénéficiaire qui a vendu les biens était mineur, il ne sera pas déchu de son droit comme indigne. Quant au tiers, la coutume annamite distingue s'il est de bonne ou de mauvaise foi. Dans le premier cas, il ne sera pas mis en cause ; mais si au contraire il a agi de mauvaise foi, il devra restituer les biens à la famille, la vente sera annulée.

L'indignité est déclarée par le tribunal, sur la demande formée par les parents, après en avoir délibéré entre eux. Le tribunal ne doit prononcer l'indignité que si les faits reprochés sont certains et prouvés ; et encore est-il, qu'il n'est nullement tenu de rendre un jugement conforme à la décision du conseil de famille, s'il trouve que l'indignité n'est pas suffisamment motivée.

Enfin, cette indignité est toute relative, puisque seuls, les membres de la famille qui ont un droit sur la nue propriété des biens, peuvent la demander. De plus, elle ne frappe l'héritier que par rapport à la succession du *de cujus*, et encore seulement en ce qui concerne la jouissance des biens composant le *Huong-Hoá*.

L'indignité peut encore frapper pour les mêmes causes, le bénéficiaire du *Tuyet-tu*, institution analogue à celle du *Huong-Hoà* ; mais il s'agit ici d'un défunt mort sans descendants et auquel ses héritiers nomment, au moment du partage de sa succession, une personne chargée de continuer le culte en l'honneur de la divinité qu'il avait coutume d'adorer.

Les mêmes règles sont applicables ici, et l'exclusion qui peut frapper le coupable n'a pas lieu non plus de plein droit, c'est toujours le tribunal qui doit la prononcer après avoir entendu les membres de la famille.

L'indignité frappe encore, en droit annamite, la femme veuve qui se remarie. Le droit de succession de la femme consiste dans l'usufruit sur tous les biens de son mari défunt, à l'exception toutefois des biens composant le *Huong-Hoà*. Or, si la veuve se remarie, elle perd ce droit. Il y a ici quelque chose d'analogue à la peine qui frappait les seconds mariages, en France, dans le droit coutumier.

Vu :

Le Président de la thèse,
ESTOUBLON.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	IX
INTRODUCTION HISTORIQUE.	1
SECTION I. — <i>Droit romain</i>	1
SECTION II. — <i>Ancien droit français</i>	8

PREMIÈRE PARTIE DROIT CIVIL FRANÇAIS

CHAPITRE I. — Nature et base de l'indignité.	27
CHAPITRE II. — Des causes d'indignité	29
§ 1. — Condamnation pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt.	30
§ 2. — Accusation capitale jugée calomnieuse.	43
§ 3. — L'héritier majeur n'a pas dénoncé le meurtre du défunt	51
CHAPITRE III. — De la déclaration d'indignité.	66
§ 1. — L'indignité doit-elle être prononcée par le juge ? . . .	66
§ 2. — L'indignité a-t-elle lieu de plein droit ?	69
§ 3. — Qui peut intenter l'action en déclaration d'indignité ? .	78
§ 4. — Contre qui peut-on intenter l'action en déclaration d'indignité ?	85
§ 5. — Quel est le tribunal compétent ?	89
§ 6. — A partir de quelle époque et pendant combien de temps peut-on agir ?	92
§ 7. — Le pardon efface-t-il l'indignité ?	94
CHAPITRE IV. — Des effets de l'indignité.	99
§ 1. — Déchéance de l'indigne.	99
§ 2. — Des effets de l'indignité à l'égard des cohéritiers de l'indigne.	108
§ 3. — Des effets de l'indignité à l'égard des tiers	123
§ 4. — Des effets de l'indignité à l'égard des enfants de l'in- digne	132

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

I. — Allemagne	141
II. — Angleterre.	146
III. — Autriche.	147
IV. — Provinces baltiques.	149
V. — Belgique.	153
VI. — Danemark	160
VII. — Norwège.	161
VIII. — Suède	163
IX. — Espagne	168
X. — Portugal.	173
XI. — Hollande.	175
XII. — Italie.	177
XIII. — Russie	182
XIV. — Suisse	182
§ 1. — Canton de Fribourg	183
§ 2. — Canton de Genève.	186
§ 3. — Canton de Neuchâtel.	186
§ 4. — Canton du Valais	186
§ 5. — Canton de Vaud.	188
§ 6. — Canton du Tessin	190
XV. — Droit musulman	190
XVI. — Droit annamite.	203

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
